

AVERTISSEMENT POUR LA DEUXIEME EDITION (JUIN 2010)

Ce numéro de la revue internationale de Solidaires a été rapidement épuisé, et il a été nécessaire de procéder à un deuxième tirage.

Cela a rendu possible la corrections de quelques fautes, essentiellement d'orthographe, de ponctuation ou de mise en page.

Plusieurs modifications méritent d'être signalées car elles peuvent affecter le sens du texte :

Page 2 de couverture et page 30, dans la troisième colonne à partir de la droite sur la ligne de l'année 1990, une inscription parasite a été effacée.

Page 31, ligne 13, le sigle de l'organisation concernée a été ajouté.

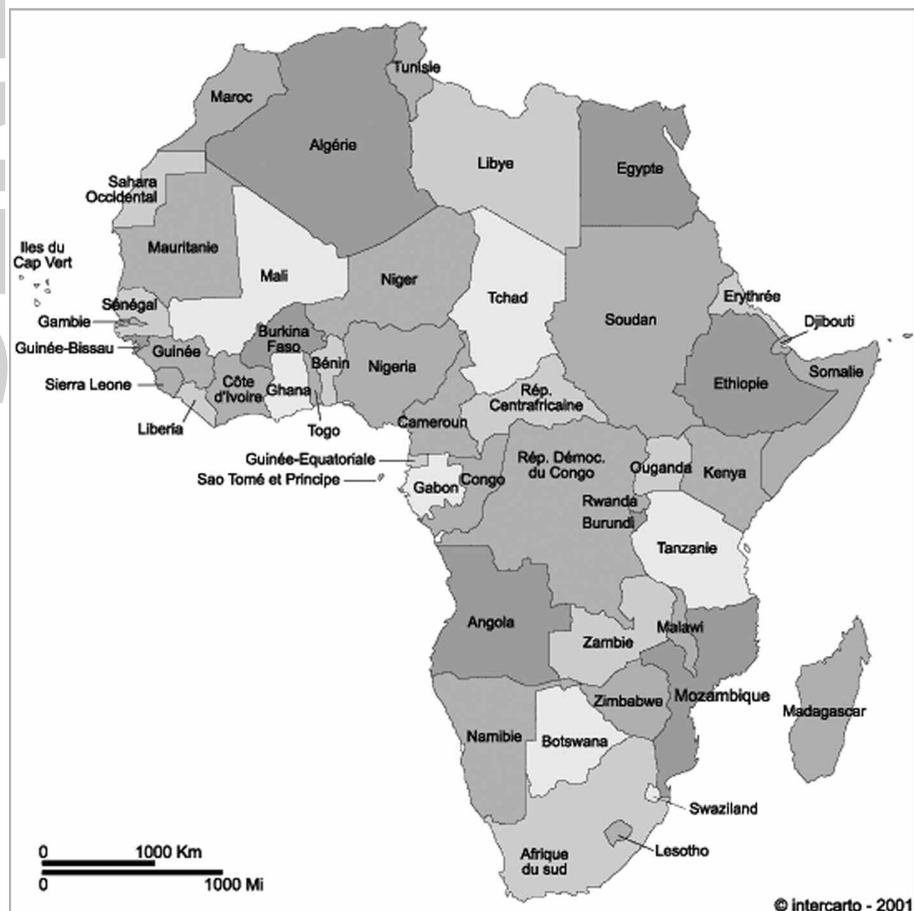
Page 31, huitième ligne à partir de la fin, le verbe "participer" a été mis au singulier car il concerne seulement AJ-PADS.

Pages 46, dans le deuxième paragraphe, aux lignes 1,2 et 7, tous les verbes ont été mis au passé car les exclusions ont été prononcées avant avril 2008 (plus précisément en février 2008 et non pas fin 2007 comme cela avait été indiqué par erreur).

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|-------|
| DOSSIER SENEGAL | |
| Introduction sur l'Afrique | p. 5 |
| Eclairages sur le Sénégal | |
| Quelques repères | p. 10 |
| Une brève histoire du Sénégal | p. 11 |
| Entristes et transhumants | p. 16 |
| La crise alimentaire | p. 18 |
| Interview d'un ancien pêcheur | p. 23 |
| Le système de santé | p. 24 |
| La recolonisation des télécoms | p. 27 |
| Les partis politiques | |
| Le phénomène Wade | p. 31 |
| Les partis anciennement pro-soviétiques | p. 35 |
| Le RND | p. 42 |
| Grandeur et décadence d'AJ/PADS | p. 43 |
| Les organisations syndicales | |
| Une brève histoire du syndicalisme | p. 50 |
| La CNTS à l'époque de Madia Diop | p. 58 |
| La saga du syndicalisme enseignant | p. 60 |
| Retour sur la montée du syndicalisme autonome | p. 67 |
| Le mouvement syndical aujourd'hui | |
| Problèmes actuels du syndicalisme sénégalais | p. 71 |
| La CNTS depuis l'alternance de 2000 | p. 74 |
| Portrait d'Ibrahima Konté | p. 76 |
| La paralysie de l'UNSAS | p. 78 |
| La CSA aujourd'hui | p. 79 |
| AMERIQUE LATINE | |
| Eléments sur le syndicalisme argentin | p. 91 |
| Argentine : fabriquer sans patron | p. 94 |
| Mexique : coup de force contre le secteur électrique | p. 99 |

Tous ces articles, ainsi que ceux des anciens numéros, sont disponibles en ligne à la rubrique "International" sur www.solidaires.org



A la mémoire de Cherif Younouss Dianté, syndicaliste sénégalais des télécommunications, décédé en mars 2009

Ce numéro, qui comporte également des articles sur l'Argentine et le Mexique, est essentiellement consacré au Sénégal. Depuis une dizaine d'années, plusieurs structures de Solidaires sont en effet en relation avec des syndicats de ce pays, notamment dans les secteurs des télécommunications, du rail et des transports aériens. Il nous a semblé nécessaire de rassembler dans notre revue divers éléments recueillis au fil du temps sur la situation dans ce pays.

Petite chronologie des principaux échanges de Solidaires avec des syndicats sénégalais

1999 : Une camarade de Sud-Ptt établit le contact avec les syndicats de la poste et des télécoms, ainsi qu'avec la confédération CSA.

Sud-Ptt soutient l'action des syndicats sénégalais des télécoms, ce qui contribue à la satisfaction de leurs revendications (voir la note en fin de texte).

2001 : Implication de plusieurs structures de Solidaires dans une session de formation syndicale à Dakar, participation de l'intersyndicale sénégalaise des télécoms à un colloque organisé par Sud-Ptt sur la libéralisation et les privatisations.

2003 : Rencontre internationale de femmes travailleuses à Dakar, rencontres entre Sud-rail et plusieurs syndicats de cheminots africains, participation d'un syndicaliste sénégalais des télécoms à un séminaire au Forum social européen de Paris.

2004 : Invitation au Sénégal de deux membres du secteur télécoms de Sud-Ptt.

2006 : Invitation de Sud-Ptt au Congrès du Syts, rencontre entre le syndicat sénégalais des transports aériens (Suttaaas) et Sud-aérien. Nouvelles rencontres de cheminots africains et de Sud-rail.

2007 : Participation du Suttaaas à une formation organisée par Solidaires. Rencontre au Sénégal entre Sud-rail et plusieurs syndicats cheminots africains.

2008 : Participation du Suttaaas à une formation organisée par Solidaires ainsi qu'au congrès de Solidaires.

2009 : Rencontre au Sénégal entre Sud-rail et plusieurs syndicats cheminots africains, ainsi que de syndicalistes femmes, participation de militants du Suttaaas au stage de formation de Solidaires.

Il est souvent difficile pour des syndicalistes français de comprendre la réalité du syndicalisme sénégalais, marqué notamment par le foisonnement déroutant de sigles d'organisations. Une des ambitions de ce dossier est de tenter d'y voir plus clair afin de rendre ces échanges plus fructueux. Cela devrait également faciliter les échanges avec les originaires du Sénégal habitant en France, avec ou sans papiers.

Écrit en collaboration avec nos partenaires sénégalais à partir de propos recueillis par Alain Baron, ce dossier fournit également une série de pistes de lecture à celles et ceux qui voudraient approfondir.

Il nous a semblé nécessaire de commencer par donner un minimum d'éléments sur l'histoire de l'Afrique et du Sénégal. Viennent ensuite des contributions sur la crise alimentaire actuelle, la crise de la pêche, l'émigration, le système de santé et la recolonisation des télécoms.

L'histoire du syndicalisme sénégalais étant très liée à celle des partis politiques, nous avons tenté de retracer les trajectoires parallèles des principales centrales syndicales et de quelques partis. Le dossier se termine par un panorama du syndicalisme sénégalais aujourd'hui.

L'action de soutien des syndicalistes français des télécoms est retracée dans le n°1 de la revue internationale de Solidaires disponible à la rubrique "International" de www.solidaires.org, ou directement aux adresses suivantes :

http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/mondialisation/article_baron1.html

http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/senegal/article_baron3.html



Source de la photo : BIT

INTRODUCTION

Régulièrement, des Africains meurent en mer pour avoir tenté de gagner l'Europe à bord de simples pirogues. Une partie de ceux qui arrivent vivants en Europe sont ensuite expulsés puis à nouveau candidats au départ.

Si des êtres humains affrontent de telles épreuves, c'est parce qu'ils estiment que le seul autre choix qui leur est laissé est celui de mourir à petit feu en restant au pays. La survie d'un grand nombre de familles africaines dépend en effet de l'argent que leur font parvenir celles et ceux ayant réussi la traversée et qui travaillent, avec ou sans papiers, dans les pays développés.

La crise économique actuelle ne peut que renforcer de tels drames. Et cela d'autant plus si les pays développés en profitent pour fermer encore plus leurs frontières. Ce qui suit provient d'un entretien réalisé en 2007 avec Bayla Sow, le secrétaire général du SUTTAAS, le syndicat sénégalais du secteur aérien.

Une longue histoire de domination

L'Afrique n'a pas toujours été une des parties les plus déshéritées du monde. Avant la période de la traite négrière, de très grandes civilisations y ont existé. Un des exemples les plus importants est celui du royaume du Mali avec une grande ville comme Tombouctou considérée comme faisant partie du patrimoine mondial de l'humanité.

Est venue ensuite la traite négrière. L'Afrique de l'Ouest est la partie du continent qui a payé le plus lourd tribut à la traite, avec notamment les ports de Ouidah (Bénin), et Gorée (Sénégal). La traite a constitué une étape importante dans le pillage des ressources humaines de l'Afrique. En effet, ceux qui étaient envoyés en Amérique, n'étaient pas les vieillards, mais les forces vives masculines et féminines, envoyées pour servir de main d'œuvre agricole en Amérique du Nord et en Amérique Latine.

Une troisième période s'est ouverte avec la colonisation. On a alors assisté au pillage des ressources agricoles et minières de l'Afrique, principalement sous l'égide de la France, de la Grande-Bretagne, du Portugal, de l'Espagne et, pour un temps, de l'Allemagne et de l'Italie. Beaucoup de luttes syndicales et politiques se sont déroulées en Afrique. Mais du fait que ce continent y a été dominé par des forces extérieures venues l'envahir, la lutte des classes est passée au second plan.

Une quatrième période a débuté avec l'accession à l'indépendance, ou plutôt une pseudo indépendance. On a alors assisté à une nouvelle forme de pillage des ressources de l'Afrique que l'on appelle le néocolonialisme. Cette nouvelle forme de domination des pays africains par les anciens pays colonisateurs a connu trois phases :

— Il y a eu au départ une forte présence de l'assistance technique à tous les niveaux : juridique, politique, économique et même scolaire.

En 1973-1974, se souvient Bayla Sow, lorsque j'étais au lycée, il n'y avait en tout que deux professeurs africains. C'est pendant cette période que l'on a essayé de développer ce qu'on a appelé « les industries de substitution.

- Sont ensuite arrivées plusieurs années de sécheresse et une crise de ces industries. De grands travaux ont alors été lancés, marqués par la folie des grandeurs, ce qu'on a appelé « les éléphants blancs ». C'était en effet la période de la crise pétrolière, et les détenteurs de pétrodollars cherchaient à recycler leur argent en Afrique parce que c'était la partie du monde la plus fragile. Résultat, la corruption s'est développée, et l'Afrique s'est fortement endettée.
- A partir du début des années 1980, est venue la crise de la dette : l'Afrique, notamment sa partie Ouest, ne pouvait plus rembourser. Ces pays ont alors été mis sous la tutelle des institutions financières internationales, avec les Plans d'ajustement structurel (PAS). La crise de la dette est une autre forme de domination. En effet, les transferts de l'Afrique vers les pays du Nord sont devenus plus importants que les transferts des pays du Nord vers l'Afrique. Ces PAS étaient imposés aux peuples d'Afrique. Le mouvement syndical, le mouvement social, se sont battus contre ces PAS. Nous avons été soutenus en Europe par des forces politiques de gauche et de la société civile.
- Dans les années 1990 tout le monde a dû reconnaître que les PAS avaient lamentablement échoué. Ils n'avaient pas réduit la pauvreté, mais l'avaient au contraire accrue. Ces plans ont alors été appliqués sous une autre forme avec les « Programmes de réduction de la pauvreté », avec dans chaque pays ce qui est appelé le « Document stratégique de réduction de la pauvreté ». Il s'agit d'une nouvelle forme de domination.

Les luttes politiques

Mis à part la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, les pays d'Afrique de l'Ouest ont accédé à l'indépendance autour de 1960 sans conflit armé. Il y a eu tout d'abord la lutte pour la libération nationale, qui a constitué le fondement d'une coalition des élites et des masses laborieuses africaines pour combattre la colonisation.

Malheureusement au sein de cette coalition, dans certains pays, des forces se sont arrangées avec le pays colonisateur pour obtenir ce qu'on a appelé « l'indépendance octroyée ». Lorsque De Gaulle est venu la présenter en Afrique, un seul pays, la Guinée de Sekou Touré, a dit non. Et dès le lendemain, les colonialistes français ont dévasté le pays et sont rentrés chez eux.

Partout ailleurs, « l'indépendance octroyée » s'est mise en place avec un drapeau, un hymne national et un Président pour remplacer le Gouverneur. Mais il n'y a pas eu de changement notable au niveau économique, parce que les mêmes relais de domination ont continué à exister. Cela a influencé l'état des forces sociales et politiques : au nom de la construction nationale, les classes dominantes africaines ont alors fait avaler aux populations qu'une certaine unité et une certaine stabilité étaient nécessaires pour pouvoir développer nos pays. Ils craignaient les mobilisations. Etant

pour nombre d'entre eux d'anciens responsables syndicaux, les premiers dirigeants africains ont utilisé leur expérience syndicale pour mettre en place ce qui a été appelé au Sénégal « la participation responsable ». Au nom de la construction nationale, les luttes sociales ont été mises entre parenthèses.

Dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, ont vu le jour des régimes de parti unique. Au Sénégal, par exemple, le multipartisme n'a pas existé longtemps. En 1962, Mamadou Dia, le premier Président du Conseil du Sénégal, a été mis en prison avec l'appui du gouvernement français. En 1966, le parti du Président Senghor est devenu le seul parti autorisé. Parallèlement la volonté de mettre en place une centrale syndicale unique a vu le jour. Dans la plupart des pays, il était le plus souvent impossible ou très difficile de se syndiquer ailleurs qu'à la centrale officielle.

À la fin des années 1980, avec la chute du mur de Berlin, un vent de démocratisation s'est mis à souffler dans le monde. Dans de nombreux pays d'Afrique, des forces politiques et syndicales se sont levées pour le tropicaliser et en finir avec les dictatures. L'exemple le plus patent est celui du Mali : le régime dictatorial de Moussa Traoré a été balayé du jour au lendemain par une grande révolte populaire qui a fait beaucoup de morts. Dans d'autres pays, comme au Bénin et au Togo, les dictateurs ont été chassés par des « conférences nationales ». Malheureusement au Togo, Eyadema a été maintenu au pouvoir par les tenants de la Françafrique, comme Mitterand et Chirac.

On a donc eu un début de processus de démocratisation qui a donné des résultats mitigés.

Aujourd'hui, il y a des généraux qui étaient arrivés au pouvoir par des coups d'Etat et qui se sont ensuite maintenus « démocratiquement » grâce à des scores staliens : ils avaient en effet verrouillé tout le système démocratique avec l'appui de forces extérieures néocoloniales.

La situation sociale

Toutes les politiques menées depuis le début des indépendances ont lamentablement échoué. Cela a généré une extrême pauvreté. Beaucoup de militants occidentaux se sentent très mal à l'aise face à la mendicité existant dans nos pays. Mais celle-ci est une conséquence de l'extrême pauvreté : les gens ne mendient pas par plaisir, mais parce qu'ils n'ont pas de boulot, parce que les pensions de retraites sont minimales. Et aujourd'hui, des retraités n'ont que cela pour nourrir leur famille parce que leurs enfants ne trouvent pas de travail. Ma mère, explique Bayla Sow, touche par exemple une pension de veuvage de 17 000 francs CFA par trimestre, soit même pas 25 euros. Parfois je lui dis, « maman, pourquoi te fatigues-tu à te déplacer à l'autre bout de Dakar pour toucher une somme aussi dérisoire, tu as des enfants qui travaillent ». Elle me répond « c'est par lien affectif envers ton père ». Mais d'autres familles sont obligées de vivre avec cela, parce que les enfants n'arrivent plus à trouver de travail. Ce sont ces gens-là qui développent à

travers leurs enfants ou à travers eux-mêmes le réflexe de la mendicité. Il y a aujourd'hui en Afrique une extrême pauvreté, un très fort taux de chômage, surtout au niveau de la jeunesse, avec des déséquilibres ethniques et religieux très profonds. Les conflits armés en Afrique se fournissent en main d'œuvre parmi la jeunesse désœuvrée. Dans des pays comme le Libéria, le Sierra Leone ou la Côte d'Ivoire, on trouve des enfants de 13 ou 14 ans, ou même 10 ans, qui portent des armes. Ils sont habitués à tuer et ils le disent.

Des luttes ont lieu contre la mal-gouvernance, la corruption et la vie chère. Mais elles se limitent à des objectifs professionnels ou économiques. En effet, il n'existe pas de partis politiques pouvant prolonger ces luttes par des projets de rénovation sociale, de révolution sociale.

Les conséquences de cette situation

L'insécurité est grandissante avec la prolifération des armes et le développement de mafias. A Dakar, des saisies record de cocaïne ont eu lieu parce que la mafia latino-américaine a trouvé en Afrique de l'Ouest une voie de passage pour alimenter l'Amérique du Nord et l'Europe. Certains articles de presse ont accusé des éléments du régime d'y être impliqués.

Il y a aussi le développement de l'extrémisme religieux : la misère facilite l'entrée d'Al-Quaïda.

Une autre conséquence est le développement d'une immigration clandestine vers l'Europe au départ de l'Afrique de l'Ouest, qui facilite la création de mafias. Dans le secteur aérien on a même vu des gens se cacher sous les trains d'atterrissage. Ils ne comprenaient malheureusement pas qu'ils n'avaient aucune chance de survie à moins 50 ou moins 70 degrés. Mais gagnés par la pauvreté et par le désespoir, ils ne voyaient que cette solution pour s'en sortir. Ils connaissaient dans leur entourage un jeune, désœuvré comme eux, et qui avait réussi à émigrer. Celui-ci avait eu un petit travail d'intérimaire mal payé, mais il avait pu commencer à nourrir correctement sa famille et construire une maison. Tout cela avait créé une tentation.

ÉCLAIRAGES SUR LE SÉNÉGAL

QUELQUES REPERES

Superficie: 196 720 km² (un peu plus du tiers de la France)

Population : 11,4 millions d'habitants



QUELQUES LECTURES

www.izf.net/affiche_oscar.php?num_page=5953

Rapport sur la situation politique, économique et syndicale du Sénégal par Amadou Diaoune (CSA)

<http://training.itcilo.it/actrav/courses/2005/A1->

00394_web/resource/Rapport/Rapport%20National%20SENEGAL-Diaoune.doc

UNE BREVE HISTOIRE DU SENEGAL

La situation économique actuelle du Sénégal ne doit rien au hasard. Elle est le fruit direct de ses relations avec l'Occident depuis le 15^e siècle. A partir du milieu du 19^e siècle, l'intérieur du Sénégal a été colonisé par la France, et le pays a alors été rapidement soumis à la monoculture intensive de l'arachide. Les cultures vivrières traditionnelles ont alors été remplacées par l'importation massive de riz provenant des autres colonies françaises. Cette situation n'a pas été remise en cause lorsque le Sénégal est devenu indépendant en 1960. En 1965, l'arachide continuait à représenter 87 % des exportations.¹

Cette économie déséquilibrée est entrée en crise en 1967-1968 avec la chute brutale du cours mondial de l'arachide et la fin des subventions françaises liée à la mise en place de la Communauté européenne.

La dette du Sénégal ayant explosé², le FMI et la Banque mondiale ont imposé en 1985 un « Plan d'ajustement structurel » : baisse de la consommation et des dépenses de l'Etat, augmentation des impôts, libéralisation de l'économie, privatisations... Cette politique néo-libérale a débouché sur la montée de l'économie informelle et la montée des inégalités. Pour nourrir leur famille, de nombreux Sénégalais ne voient aujourd'hui d'autre solution que l'émigration, avec ou sans papiers.

Sur le plan politique, le Sénégal est également marqué par une grande continuité entre la période coloniale, les 40 ans de pouvoir « socialiste » et le gouvernement « libéral » au pouvoir depuis 2000.

Après la deuxième guerre mondiale, les socialistes sénégalais ont été étroitement associés au pouvoir colonial. Lors de l'indépendance, ils ont assuré sous l'égide de Senghor la transition au néo-colonialisme.

Les gouvernements successifs du Sénégal ont notamment en commun une volonté de « liquidation de la gauche sénégalaise initiée par Léopold Sédar Senghor, poursuivie avec finesse par Abdou Diouf – utilisant, selon les circonstances, l'arme de la répression ou celle de la cooptation -, œuvre continuée aujourd'hui par Abdoulaye Wade ».³

Accédant au pouvoir en 1960, lors de l'indépendance, le président socialiste Senghor a mis en place en 1962 un régime présidentiel autoritaire et centralisé. Il a pour cela fait arrêter et jeter en prison pour 12 ans le Premier ministre Mamadou Dia. De 1963 à 1968⁴, le régime a tenté d'anéantir les partis d'opposition, soit en les interdisant soit en négociant l'intégration de certains d'entre eux dans le parti au pouvoir⁵. Entre 1966 et 1974, seul le parti gouvernemental a conservé une existence légale.

Dans de telles conditions, il n'était pas étonnant que le mouvement syndical soit devenu le principal lieu d'opposition politique. « Depuis toujours, les courants situés à la gauche du PS ont fourni des bataillons de militants aux syndicats de toute

obédience »⁶. Les syndicalistes opposés au pouvoir ont été périodiquement soumis à la répression.

Une rupture s'est opérée avec l'explosion étudiante et ouvrière de mai 1968. Pour sa participation à mai 68 et aux grèves de 1969, la centrale syndicale UNTS a été dissoute par le pouvoir et remplacée par la CNTS. Celle-ci a été directement intégrée dans le parti au pouvoir. Ont également été dissoutes les organisations étudiantes (en 1969 et 1973) ainsi que le syndicat enseignant SES (en 1973)⁷.

Bayla Sow raconte : Suite à mai 1968, une gauche s'était développée dans la clandestinité. Pour lâcher du lest, le président Senghor a alors procédé à partir de 1974 à une ouverture politique limitée. C'était par ailleurs une condition pour que son parti puisse adhérer à l'Internationale socialiste, ce qui a été chose faite en 1976. A cette occasion, le parti de Senghor s'est rebaptisé Parti socialiste.

Le pouvoir a donc autorisé progressivement « quatre courants politiques » qu'il a lui-même définis. Le parti de Senghor, s'est octroyé la représentation du « courant socialiste ». Le « courant libéral » a été attribuée en 1974 au PDS, le parti fondé pour l'occasion par Abdoulaye Wade, et qui se réclamait pourtant dans un premier temps du « travaillisme ». En 1976, la représentation du courant « marxiste » est revenue à une des composantes du PAI, et en 1979, celle du « courant conservateur » au MRS⁸. Ne supportant plus la crise sociale et les luttes, Senghor a fini par partir de lui-même en 1980. Son successeur, Abdou Diouf, a alors rapidement institué le multipartisme intégral.

Franchissant un pas supplémentaire, le nouveau président socialiste a offert, entre 1983 et 1988, le poste de ministre de l'éducation à Ida Der Thiam, un syndicaliste enseignant plusieurs fois arrêté et emprisonné. Cette politique d'ouverture⁹ a été ensuite pratiquée envers plusieurs partis d'opposition entre 1993 et 1998¹⁰. Mais cela n'a pas arrêté l'usure du PS : avec l'échec des Plans d'ajustement structurel, les mobilisations ont continué de plus belle.

Bayla Sow, à l'époque également militant de l'organisation d'extrême-gauche AJ-PADS, raconte : La démocratie sénégalaise souffrait d'une contradiction terrible : Les libertés démocratiques étaient garanties depuis les années 1981, mais pendant près d'une vingtaine d'années de multipartisme, les conditions d'une alternance n'avaient jamais été réunies. L'ouverture démocratique n'était en effet que de façade. Les votes avaient lieu sans identification des électeurs : j'ai par exemple vu des enfants de 14 ans voter avec des cartes d'électeurs âgés de plus de 50 ans ! Si les élections avaient été vraiment libres, Diouf aurait perdu tous les scrutins suivant sa première élection.

A la fin des années 1990, poursuit Bayla, les conditions d'une alternance politique commençaient à être réunies. Tout le monde en avait marre. Le régime était usé, et même Abdou Diouf ne voulait plus se présenter aux élections présidentielles de 2000. C'est l'appareil de son parti qui lui avait imposé de le faire. Les jeunes n'avaient connu que Diouf, et cela d'autant plus que l'âge pour voter avait été ramené de 21 ans à 18 ans.

À partir de 1995, plusieurs responsables importants du PS entrent en dissidence et créent leur propre parti¹¹. Aux élections municipales de 1998, le PS avait beaucoup reculé. Le leader d'extrême-gauche Landing Savané en avait conclu que l'alternance était à portée de main, et qu'il serait historique de la réaliser, quelque soit celui qui porterait la bannière¹². Il fallait donc avoir un candidat capable de l'emporter sur Diouf, mais aucune force politique de gauche ne dépassait 5 %. Dans ces conditions, la seule possibilité à ses yeux était de prendre comme candidat Abdoulaye Wade, pourtant étiqueté comme libéral¹³, à condition de lui imposer un programme.

Vieillissant et fatigué, Wade était parti se reposer en France et ne pensait même plus se représenter en 2000¹⁴. Ce sont les trois principaux partis se réclamant du marxisme¹⁵ qui l'ont convaincu de se porter candidat contre le PS aux présidentielles de 2000.

Pratiquement toutes les forces de gauche se sont alors unies derrière Wade contre le PS. Tout le programme politique de la Coalition pour l'alternance en 2000 (CA 2000) avait été défini par les forces situées à la gauche du PS. Elles étaient persuadées que si Wade était élu, celui-ci allait respecter les engagements qu'il avait pris.

En 2000, explique Bayla, il y a eu un immense espoir d'alternance politique. Lorsque Wade est revenu de France pour mener la campagne électorale, il a eu un accueil triomphal. Diouf a été mis en ballottage au premier tour, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Pour le deuxième tour, tous les partis opposés au PS se sont regroupés en incluant notamment deux socialistes dissidents¹⁶, et cette coalition hétéroclite a été victorieuse.

Il s'agissait d'une mutation très profonde : pour la première fois, un président sortant était battu aux élections. Se posait alors un dilemme pour les forces de gauche : fallait-il gérer la victoire avec Wade, ou laisser Wade gérer celle-ci. Toutes se sont exprimées pour la deuxième solution¹⁷, mais en le contrôlant pour qu'il respecte les engagements qu'il avait pris sur les plans démocratiques, économiques et politiques. Tous les partis ayant appelé à voter pour lui (à l'exception de Jéf-Jël¹⁸ dont Wade ne voulait pas) ont donc eu des ministres, des postes dans les directions d'organismes et de sociétés publiques.

Mais Wade a très rapidement mis de côté le programme sur lequel il s'était fait élire. A part deux ou trois mesures, il a poursuivi la politique libérale entamée par la majorité précédente. Cela a entraîné un brouillage total des repères idéologiques. Le premier à être viré du gouvernement a été Dansokho du parti ex-prosoviétique PIT. Il s'était exprimé contre le projet de nouvelle Constitution qui incluait une présidentialisation du régime et une atteinte au droit de grève. Celui-ci ne pouvait plus s'exercer qu'à condition de « ne pas porter atteinte à l'outil de travail », ce qui avait été dénoncé par les organisations syndicales. Mais c'était encore l'euphorie et l'état de grâce : la Constitution a été adoptée à 98 %. La LD, l'autre parti ex-prosoviétique, est restée au gouvernement jusqu'en 2005. La seule force de gauche participant au gouvernement était donc AJ-PADS.

En 2007, les partis ayant progressivement rompu avec Wade ont fondé avec le Parti socialiste le CPC (Cadre permanent de concertation de l'opposition). Le CPC est par la suite devenu le Front Siggil Sénégal (Front pour relever le Sénégal) auquel participent également des partis de droite. C'est le « tout sauf Wade », comme il y avait eu le « tout sauf le PS » en 2000.

Le rejet de Wade s'est exprimé au cours des élections locales de mars 2009 qui ont été largement gagnées par l'opposition regroupée dans la coalition Benno Siggil Sénégal. Au sein de cette dernière c'est surtout le PS qui a gagné des mairies.

Aux origines du Parti socialiste

Premier courant politique au lendemain de la seconde guerre mondiale, les socialistes ont alors été étroitement associés au pouvoir colonial. Deux de leurs principaux représentants, Lamine Guèye et Léopold Sedar Senghor¹⁹ ont siégé au Palais-Bourbon et sont même devenus ministres de la Quatrième République .

L'historien et militant Olivier Sagna raconte²⁰ : « Sous leurs appellations successives, le parti socialiste et la centrale syndicale qui lui est liée ont compté en leur sein des militants se réclamant sincèrement des idéaux sociaux-démocrates et des luttes ouvrières. Cela s'explique notamment par le fait que le PS sénégalais est l'héritier de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), présente au Sénégal depuis les années 1920. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il comptait dans ses rangs des travailleurs qui étaient souvent syndiqués à la CGT, fortement influencée par le Parti communiste français (PCF) ».

En 1948, Senghor a rompu avec la SFIO et son orientation assimilationniste. Ibrahima Konté raconte : « La SFIO de Lamine Guèye était surtout présente à Dakar et Saint-Louis, dont les habitants avaient la nationalité française depuis la « loi des quatre communes » de Lamine Guèye (avril 1946). Senghor, qui était un fils de paysans, a gagné une base parmi les paysans que Lamine Guèye avait ignorés, et qui représentaient à l'époque 80 % de la population.

Senghor a eu l'intelligence de revendiquer les mêmes droits pour tous les Sénégalais. Il s'est allié aux marabouts mourides de l'intérieur, alors que la SFIO était davantage liée à la confrérie Tijdiane beaucoup plus présente dans les grandes villes du Nord. Senghor s'était également implanté parmi les ouvriers, notamment les cheminots, qui étaient organisés dans le syndicat dirigé par Abbas Guèye²¹ » . Supplanté par le parti de Senghor²², la vieille SFIO de Lamine Guèye n'a pas eu d'autre choix que d'accepter d'être absorbé par lui lors de la fondation de l'UPS en 1957.

Même s'il avait rompu avec l'assimilationnisme, Senghor n'était pas pour autant partisan de l'indépendance. En 1958, son parti a accepté avec empressement de diriger le gouvernement sénégalais mis en place dans le cadre de l'Union française. Lorsque l'indépendance finit par s'imposer en 1960, le parti de Senghor est resté à la tête de l'Etat pendant 40 ans.

« Les militants issus de la CGT, sur lesquels Senghor s'était au début appuyé pour asseoir son hégémonie, ont alors été de plus en plus marginalisés au profit de ceux dont le seul idéal était la défense des intérêts du Parti-Etat » ajoute Olivier Sagna.

- 1 E.H. Seydou Nourou Touré in La société sénégalaise entre le local et le global p 192.
- 2 En ce qui concerne la dette, voir l'introduction générale sur l'Afrique dans ce numéro.
- 3 Momar-Coumba Diop Le Sénégal à la croisée des chemins Politique Africaine n° 103 p 108
- 4 Momar-Coumba Diop Le Sénégal à la croisée des chemins Politique Africaine n° 103 p 105
- 5 La vieille SFIO de Lamine Guèye rebaptisée PSAS fusionne en 1957 avec le parti de Senghor. En 1966, ce sera le tour d'une partie du PRA-Sénégal qui avait regroupé en 1958 les partisans de l'indépendance immédiate.
- 6 Entretien avec Olivier Sagna (2008).
- 7 M-C. Diop et M. Diouf (1990) page 207.
- 8 J-M Nzouankeu, Les partis politiques sénégalais (1984) p 139
- 9 Les Sénégalais utilisent le terme de « transhumant » pour les individus qui se rallient au camp adverse, et celui d'« entrisme » pour les partis acceptant de participer à des gouvernements dirigés par le parti adverse.
- 10 Il s'agit notamment des deux partis « ex-prosoviétiques », le PIT (1991-1998) et la LD/MPT (1993-1995), ainsi que du PDS de Wade (1991-1992 et 1995-1998) étiqueté « libéral ».
- 11 L'URD de Djibo L. Kâ (1996) et l'AFP de Moustapha Niassé (1999).
- 12 « Une manifestation politique s'était accompagnée de la mort de plusieurs policiers. Suite à cela, les principaux dirigeants de gauche s'étaient retrouvés en prison en compagnie de Wade. Cela a créé des liens personnels entre eux qui ont facilité le brouillage idéologique actuel ». (Bayla Sow).
- 13 « Abdoulaye Wade se disait libéral, mais il était en fait davantage populiste que libéral. Quand il est venu au pouvoir il a d'ailleurs pris sur certaines questions davantage de mesures sociales que le PS ! » (Bayla Sow)
- 14 Pour Bayla Sow, « Landing a réussi à convaincre les deux partis pro-soviétiques qu'il était possible de faire un pas qualitatif vers l'alternance politique en réalisant une alliance derrière Wade ». Ibrahima Konté nous a présenté une version différente : « C'est Dansokho du PIT et Bathily de la LD qui ont organisé en 1998 la réconciliation avec le PDS, dans le front large Alternance 2000. Ils sont allés voir Wade pour lui dire qu'il allait revenir au Sénégal ».
- 15 Il s'agit des partis ex-prosoviétiques PIT, et LD/MPT ainsi que le parti d'extrême-gauche AJ-PADS.
- 16 Il s'agissait de Moustapha Niassé (AFP) et Djibo Leïty Kâ (URD) dont l'itinéraire est évoqué dans l'article de ce numéro sur les "transhumants".
- 17 « AJ-PADS avait imposé un candidat ayant remporté les élections et avait participé à la mise sur pied du programme. Dans ces conditions, ceux qui dans AJ n'étaient pas d'accord avec cette politique étaient extrêmement minoritaires » (Bayla Sow).
- 18 Jéf-Jël est dirigé par Talla Sylla.
- 19 Lamine Guèye a participé au gouvernement Léon Blum en 1946, et Senghor a celui d'Edgar Faure en 1955.
- 20 Entretien avec Olivier Sagna (mai 2008).
- 21 Abbas était un des responsables de l'UGTAN dont Sékou Touré était secrétaire général avant de devenir président de la Guinée. C'est Abbas qui a permis à Senghor de gagner les élections à Dakar où son syndicat était très puissant (Entretien avec Ibrahima Konté).
- 22 Le parti de Senghor s'est appelé successivement BDS (1949), BPS (1957), UPS (1958), et finalement PS à partir de 1976 où il devient section de l'Internationale socialiste.

ENTRISTES ET TRANSHUMANTS

Bayla Sow explique : « A chaque fois que le président socialiste Diouf se sentait en difficulté, il procédait à une politique d'ouverture. Au début des années 1980, il a commencé par proposer des ministères à certains opposants. C'est ce que nous appelons « la transhumance » qui consiste pour des individus à aller brouter là où l'herbe est verte, comme le font les Kouchner et les Besson. Au Sénégal, cela a eu lieu depuis longtemps. Sarkozy devrait payer des droits d'auteur !

Par la suite Diouf a carrément proposé à des partis d'opposition d'entrer au gouvernement. C'est ce que nous appelons « l'entrisme ». Avant l'alternance de 2000, le PIT, la LD/MPT et le PDS ont ainsi participé à des gouvernements PS. Cela n'avait jamais été le cas d'AJ-PADS : Landing Savané avait toujours refusé les propositions de postes ministériels. Cela faisait d'AJ une organisation respectée¹.

Dans son livre paru en 2006, le journaliste Abdou Latif Coulibaly² estime que 83 % des ministres de Wade n'ont jamais adhéré à ses positions quand il était dans l'opposition. Coulibaly explique que cette politique de débauchage avait été inaugurée au milieu des années 1970 par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir pour démanteler l'opposition : « Ce fléau politique avait atteint des sommets avec le débauchage de plus de 40 % des députés élus sur la liste nationale du PDS aux élections de 1983 ».

PORTRAITS DE QUELQUES « TRANSHUMANTS »

Ida Der Thiam

Né en 1937, cet historien a tout d'abord été un responsable syndical plusieurs fois jeté en prison sous Senghor. Il a ensuite accepté entre 1983 et 1988 le poste de ministre de l'Education proposé par Abdou Diouf, le successeur de Senghor, ce qui a contribué à une fragmentation du syndicalisme enseignant.

Lors des élections de 1988, Ida Der Thiam s'est impliqué pleinement dans la campagne contre Wade en créant le mouvement "C'est en Abdou que nous croyons". Il a été néanmoins éjecté du gouvernement dès la réélection d'Abdou Diouf. Il a alors créé son propre mouvement, la Convention des démocrates et des patriotes (CDP), et obtenu 1,2 % des voix au premier tour des présidentielles de 2000.

Ida Der Thiam s'est ensuite rallié à Wade et a fusionné sa formation politique avec le PDS.³

Djibo Leïty Kâ (URD)

Né en 1948, Djibo Leïty Kâ a été directeur de cabinet du socialiste Senghor entre 1976 et 1981. Constamment ministre de 1981 à 1995, il a ensuite été mis sur la touche. Démissionnant du PS en 1998, il a alors fondé l'Union pour le Renouveau démocratique (URD). Djibo Leïty Kâ est arrivé en quatrième position aux élec-

tions présidentielles de 2000 avec 7,1 % des suffrages. « Pour le deuxième tour, Djibo Leïty Kâ a eu une attitude particulièrement malhonnête : dans un premier temps, il avait dit qu'il faisait campagne pour Wade, et en une journée, il a basculé en faveur de Diouf. Mais l'URD, s'est alors fissuré, et une aile de son parti est restée avec Wade »⁴.

Tout cela ne l'a pas empêché de devenir ministre de Wade en 2004⁵. Avec un parfait cynisme, Djibo Leïty Ka explique : « Nous sommes à l'aise, aujourd'hui, avec le libéral-social qu'est Me Abdoulaye Wade. Il est libéral-social, nous sommes sociaux-démocrates, il n'y a pas de quoi s'étonner. Dans le monde, nous avons vu des alliances de cette nature. Nous avons trouvé dans cette alliance d'autres qui s'inspiraient du marxisme-léninisme. Personne n'avait trouvé à redire »⁶.

Moustapha Niasse (AFP)

Socialiste né en 1939, Niasse a été ministre en 1979, puis Premier ministre en 1983. Il est redevenu ministre de 1993 à 1998. Il a ensuite quitté le PS en 1999 pour fonder l'Alliance des forces de progrès (AFP).⁷

Aux élections présidentielles de 2000, Niasse est arrivé au premier tour en troisième position avec 16,8 %. Niasse a soutenu Wade au deuxième tour dont il a été le Premier ministre pendant 11 mois.

Après une éclipse de la vie politique sénégalaise, il s'est présenté contre Wade en 2007 dans le cadre d'une coalition, et a obtenu 5,9 % des voix.

L'AFP participe au Front Siggil (fondé en 2007) qui regroupe la plupart des partis qui ont progressivement rompu avec Wade, le PS, ainsi que des partis de droite.

1 Entretien avec Bayla Sow.

2 Abdou Latif Coulibaly « Une démocratie prise en otage par ses élites » (2006) pp 181-194.

3 Coulibaly (2006) pages 68 et 167-179.

www.seneweb.com/news/article/10652.php

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=lba+Der+Thiam

4 Entretien avec Bayla Sow.

5 www.urdsenegal.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=27

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Djibo+Le%EFty+K%E2

6 Interview à Walfajari.

7 www.afp-senegal.org

CRISE ALIMENTAIRE, MONTÉE DES PROTESTATIONS POPULAIRES

Interview de Cherif Younouss Dianté* par Amélie Canonne** (avril 2008)

En 2008, des protestations populaires ont éclaté en quelques mois sur tous les continents face aux énormes pressions sur les prix des produits alimentaires. Aux Philippines, en Egypte, au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Maroc, au Cameroun ou encore en Haïti, le pouvoir d'achat moyen ne permet plus de faire face aux dépenses alimentaires indispensables, non plus seulement pour les groupes appauvris et précaires mais également au sein des classes moyennes, employés du secteur formel et de la fonction publique ou parapublique.

C'est véritablement une crise alimentaire structurelle qui affleure au grand jour, et qui montre à la fois :

- *l'échec des modèles de développement et de leur mépris des problématiques des agricultures vivrières et des marchés locaux,*
- *l'incapacité des règlementations commerciales multilatérales fondées sur l'idée d'un équilibre heureux et à moindre coût entre offre et demande,*
- *enfin, les conséquences in vivo du mouvement de contagion spéculative vers les marchés agricoles à l'échelle globale autant que locale.*

Faibles du point de vue de leurs capacités à développer des politiques publiques audacieuses (même quand ils ont à cœur de mettre en scène leur force en réprimant les manifestations et démonstrations de colère), les gouvernements sont largement impuissants.

Amélie : Comment se manifeste la crise alimentaire au Sénégal depuis quelques mois ?

Cherif : L'inflation est au delà-du supportable, le carburant et les denrées de première nécessité sont devenus quasi inaccessibles pour les populations. Et certaines denrées ont même disparu des étalages car l'inflation augmente tous les jours et les commerçants font de la rétention. En exemple, le sac de 50 kg de riz a augmenté de près de 50% en l'espace de deux mois, de 9 500 francs CFA à 17 000 (14 euros à 25 euros) et ceci à Dakar. Rendu à l'intérieur du pays, il passe carrément à 20 000 francs CFA soit 30 euros 25 cents : en effet le riz, qui est un produit importé, est débarqué, au port de Dakar, avant d'être transporté vers l'intérieur du pays, ce qui renchérit le prix dans les régions. Tout ceci ajouté à la situation des entreprises avec son lot de fermetures et de compressions de personnel nous met dans une situation d'insécurité sociale quasi permanente.

Amélie : Pour avoir une idée plus précise, peux-tu nous donner une idée du niveau de vie et du pouvoir d'achat moyens des Sénégalais ?

Cherif : Le salaire moyen se situe entre 150 et 350 euros dans la fonction publique et entre 200 et 1000 euros dans le secteur privé avec des pics parfois supérieurs à 1000 euros pour les cadres intermédiaires et supérieurs. Quant au sac de riz de 50 kg, il peut nourrir une famille de 5 à 6 personnes pendant un mois. Il faut préciser que le riz est un aliment complémentaire, indispensable au fameux "Thiébou Diène" plat national servi généralement au déjeuner seulement.

Amélie : Qui sont les Sénégalais touchés par cette crise inflationniste ?

Cherif : Toutes les classes le sont, nonobstant le revenu qu'on peut avoir. La solidarité, qui est un élément social important dans notre pays, fait qu'on partage toujours ce qu'on gagne avec les parents et amis, qui à la fin du mois, ou devant une difficulté, viennent toujours vous voir pour solliciter une aide. Mais, il est vrai aussi que la crise frappe plus durement les paysans, les artisans et les petits métiers. Les premiers tirent leur revenu de l'agriculture qui, avec les mauvaises saisons hivernales (pluies insuffisantes, manque de semences et d'intrants agricoles etc.) mais aussi et surtout la mauvaise orientation de la politique agricole tournée dorénavant vers les biocarburants, ont fini de mettre à genoux notre paysannat. Quant aux artisans et petits métiers du secteur informel, ils gagnent leur pain à travers justement ce que cette classe moyenne peut dépenser : travaux domestiques, réparations de voitures, achat de biens et services divers... Et comme la classe moyenne croule sous les difficultés, elle est encline à faire l'économie de certaines dépenses non urgentes.

Amélie : Comment les acteurs sociaux sénégalais analysent-ils les causes de cette crise ?

Cherif : Certaines causes de cette crise sont à chercher sur un plan global, dans la politique des échanges commerciaux internationaux et dans la détérioration des termes de l'échange. Les conséquences des politiques d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, les échecs de l'OMC, des accords UE-ACP etc. ont fini par mettre à genoux les campagnes où la pauvreté a atteint des niveaux inimaginables ces vingt dernières années. La paupérisation des masses s'est accrue, et explique la montée de l'exode rural et de l'immigration clandestine, "car la terre ne nourrit plus" selon les propres termes des paysans. Aujourd'hui, dans nos pays, les responsables politiques invoquent souvent les nouvelles puissances asiatiques, la Chine, l'Inde etc., grands consommateurs de riz, dont le pouvoir d'achat s'est accru du fait d'un taux de croissance à deux chiffres et qui aujourd'hui importent du riz car ils peuvent se permettre maintenant deux repas par jour. Ils incriminent également la baisse des réserves mondiales de céréales, et l'intervention des investisseurs de toutes sortes (fonds de pensions,

fonds souverains etc.) qui se détournent de l'or noir et envahissent le secteur des denrées alimentaires, étranglant ainsi les couches les plus faibles des pays pauvres d'Afrique et d'Asie. Nos gouvernements se concertent régulièrement au sein des cercles régionaux (Union Africaine, CEDEAO, UEMOA etc.) ; mais la plupart de leurs décisions restent lettre morte, sinon tardent à se réaliser du fait de la faiblesse des moyens, mais aussi et surtout des rapports de forces dans les relations commerciales internationales en faveur des pays occidentaux.

Amélie : Pour reprendre l'exemple du riz, peux-tu nous expliquer le contexte de sa production et/ou de son importation au Sénégal ?

Cherif : Mon pays importe chaque année 600 000 tonnes de riz. La production dans la vallée du fleuve Sénégal représente environ 10 % des besoins nationaux. Ce riz est exporté vers la Mauritanie pour deux raisons : les Sénégalais n'aiment pas sa qualité, qui s'est pourtant améliorée, lui préférant de loin le riz thaïlandais, et il n'existe pas de piste pour amener ce riz local vers les autres régions du Sénégal. La vallée étant frontalière à la Mauritanie, le riz passe directement de l'autre côté du fleuve Sénégal. Quant au riz casamançais, bien apprécié, il sert à la consommation locale des familles. Sa culture n'a pas pu s'intensifier, certainement à cause de la faiblesse des investissements, conséquence des mouvements de rébellion existant dans cette région.

Amélie : Comment se sont organisées les mobilisations populaires et qui en sont les acteurs ?

Cherif : Il y a en gros deux grands secteurs mobilisés. D'abord les syndicats réunis dans deux grands blocs (Intersyndicale et Front uni syndical), avec un plan d'actions contenant une grande marche unitaire, suivie d'une grève générale. La marche a été interdite et quelques leaders ont bravé l'interdiction, puis il y a eu une espèce de léthargie due à des pesanteurs politico-syndicales qui sont d'ailleurs en train de se dissiper. Au niveau de notre centrale syndicale, la décision a été prise lors d'une réunion du Bureau national la semaine dernière, de prendre le pouls des syndicats de base (une soixantaine) pour aller vers la grève générale même seuls. Certains syndicats de base se sont déjà prononcés (les enseignants) pour y aller. L'autre groupe est bien sûr la « société civile » non syndicale, notamment les associations de consommateurs dont la marche a été interdite, et qui ont quand même organisé un sit-in dispersé par la police. Les dirigeants du sit-in ont même été mis en prison puis libérés et doivent passer en jugement le 11 avril. Les ONG sont présentes également à travers des campagnes de sensibilisation dans tout le territoire national. De fait, très souvent, les syndicats, les partis politiques, les associations de consommateurs et de paysans, ONG etc. se retrouvent dans les mêmes marches ou sit-in. Il faut noter que la grogne en milieu scolaire est antérieure aux événements liés à l'inflation observée ces derniers mois, et qu'elle touche autant les enseignants

que les élèves et les étudiants. Mais les syndicats n'ont pas de solution concrète face aux problèmes des paysans, sauf de déplorer leur situation et de demander des aménagements fiscaux et des augmentations de salaires permettant à leurs militants d'améliorer leur pouvoir d'achat. Quant aux associations de paysans, elles sont affaiblies par leur division et se trompent d'objectifs, dans ce sens qu'elles se battent beaucoup plus pour améliorer les prix d'achat des céréales, du coton etc. que de lutter sérieusement contre la paupérisation du monde rural.

Amélie : Mais y a-t-il selon toi un contexte spécifique au Sénégal qui entretient voire renforce les protestations ?

Cherif : Oui, le contexte politico-social du Sénégal est marqué par une crise politique profonde, car les partis d'opposition historiques avaient boycotté les dernières élections législatives, ce qui a permis au parti au pouvoir de rafler plus de 90 % des sièges de députés et d'installer confortablement son pouvoir au niveau des institutions, avec un Sénat contesté sous l'ancien régime, qu'il a remis en place, et dont les Sénégalais ne voient pas l'utilité sauf pour caser des militants non servis par l'alternance. Le train de vie de l'Etat est dénoncé par les syndicats, les partis politiques, les associations et les ONG. Le gouvernement a pris quelques mesures jugées insuffisantes par les partenaires sociaux (réduction du nombre de ministres de 45 à 30, diminution des salaires des ministres, députés et sénateurs de l'ordre de 5 %).

Amélie : Le gouvernement a-t-il pris des mesures spécifiques à la suite de l'explosion de la crise alimentaire et qu'en pensent les forces sociales qui sont actuellement mobilisées ?

Cherif : Le gouvernement vient d'octroyer une enveloppe de 10 milliards de francs CFA pour le monde paysan alors que les experts pensent qu'il faut 40 fois plus pour éviter la famine déjà installée en monde rural, qui favorise l'exode et l'immigration clandestine des jeunes. Il vient aussi de décider d'une baisse de la fiscalité de 5 milliards sur les salaires, ce que les syndicats jugent insuffisant car représentant seulement 5 % de la fiscalité sur les salaires. Lors de la négociation entre les centrales syndicales et le patronat, le gouvernement a aussi proposé la création de magasins de référence et de centrales d'achat. Concernant celles-ci, il promet de mettre à la disposition des deux inter-syndicales la somme de 500 millions francs CFA chacune pour la mise en place des centrales d'achat, ceci pour lutter contre la rétention et la spéculation sur les denrées de première nécessité. Les centrales syndicales jugent ces mesures insuffisantes et demandent une augmentation des salaires dans le privé. Le patronat refuse, jugeant qu'il n'y a aucune mesure en faveur des entreprises, leur permettant "d'absorber cette augmentation" selon leurs propres termes.

* **Chérif Younouss Dianté** est prématurément décédé en mars 2009 au moment où il se préparait à partir à la retraite. Syndicaliste des télécoms, il était notamment chargé des relations internationales pour le syndicat SYTS et la confédération CNTS. Il a été pendant 10 ans le principal lien entre Sud Ptt et le syndicalisme sénégalais.

****Amélie Canonne** travaillait, au moment où elle a réalisé cette interview, pour l'association AITEC, un réseau de professionnels, de chercheurs et de citoyens engagés dans le mouvement social.

<http://aitec.reseau-ipam.org>



INTERVIEW D'UN ANCIEN PÊCHEUR

Je suis né dans une famille de pêcheurs, et j'ai toujours connu mon père avec une pirogue et des filets. J'ai fait ce métier de 1975 à 2000. Je pêchais à proximité, mais il m'arrivait d'aller avec des amis jusqu'à Mbour, Kayar ou Joal. Mais, comme le disait mon père, les conditions de la pêche ont changé. Le poisson est devenu rare suite à la pêche intensive qui a été un véritable massacre. La pêche n'ayant plus d'avenir, il a fallu que je trouve autre chose. Je me suis alors lancé, avec un de mes frères, dans la fabrication de parpaings.

Aujourd'hui dans mon village, il est triste de voir que beaucoup de jeunes ont disparu en mer pour avoir voulu gagner l'Espagne avec des embarcations de fortune. La vie est dure depuis qu'il n'y a plus de poisson. Entre 2004 et 2007, ne sachant plus à quel saint se vouer, beaucoup de jeunes ont tenté leur chance au péril de leur vie. Les pirogues étaient destinées à pêcher du poisson. Maintenant elles servent à tenter de partir vers l'Europe pour y gagner de l'argent. Ceux qui tentent la traversée sont souvent originaires de villages de pêcheurs. Si les modes de pêche étaient mieux structurés, ils resteraient ici.

Au total, 20 000 à 50 000 Sénégalais ont, d'après moi, pris ainsi la mer, et 40 % d'entre eux ont péri pendant la traversée. Un de mes frères est parti ainsi, et il est maintenant en Espagne. Un de mes neveux est également arrivé vivant. Par contre, un autre de mes frères a été porté disparu. La pirogue d'un troisième s'est échouée au Maroc. Il en est ressorti vivant, mais il y avait 36 morts à bord. Néanmoins des jeunes continuent à vouloir partir en pirogue.

Je crois que la majeure partie de ceux qui sont partis le regrettent aujourd'hui. La vie n'est en effet pas facile pour eux en Europe. Beaucoup de jeunes qui sont arrivés là-bas n'ont pas de papiers et doivent vivre cachés. La réalité n'est pas celle qu'ils avaient espérée.

Mon frère, qui est en Espagne, m'a dit que si c'était à recommencer, il resterait au Sénégal avec sa famille. Il m'a dit de ne jamais faire comme lui, parce que cela équivaldrait à un suicide.

Ces derniers temps les tentatives de traversée se sont ralenties. Cela s'explique en partie par les mesures prises en Europe en liaison avec les gouvernements africains. Simultanément des jeunes comprennent maintenant que la traversée est trop risquée, car ils ont de nombreux camarades morts en mer.

Lorsque j'étais pêcheur, je militais activement dans des mouvements associatifs. J'étais également responsable du comité de Pikine d'AJ-PADS, parti que j'ai quitté en 2006.

UNE SITUATION SANITAIRE DIFFICILE

Entretien avec Mdeyed Diakaté et Fama Fall

Propos recueillis par Paul Martial*

Mdeyed Diakaté est infirmière à l'hôpital de Dakar et Secrétaire du Syntras (Syndicat national des travailleurs de la santé) affilié à la CSA (Confédération des Syndicats Autonomes), Fama Fall est professeur d'économie familiale et sociale, elle est la présidente du Mouvement national des femmes, qui est la structure féminine de la CSA. Elles font le point sur la situation sanitaire au Sénégal, et nous décrivent les difficultés des Sénégalais(e)s pour avoir accès à un droit fondamental : celui de la santé.

Peux-tu présenter le syndicat Syntras ?

Mdeyed Diakaté : Le plus fort pourcentage d'adhérents se trouve chez les précaires, et nous tournons autour de 4 000 à 4 500 membres pour l'ensemble du Sénégal. Un point important pour nous est l'autonomie et l'indépendance du syndicat vis-à-vis du gouvernement. Si nous ne sommes pas des ennemis de l'Etat et du patronat, nous ne sommes pas non plus leurs alliés.

Quel est le taux de remboursement des soins et des médicaments au Sénégal ?

M.D : Pour les fonctionnaires, et les salariés en général, le remboursement est de 4/5, il reste donc 1/5 à la charge du patient. Mais pour ceux qui sont dans l'informel, il n'y a aucune prise en charge donc il faut que les personnes prennent une cotisation volontaire ; en fait il y a environ 6 millions de Sénégalais qui travaillent, mais nous n'avons pas 6 millions de salariés. On considère que 70% de gens sont dans l'informel (on n'a pas de statistique sur le pourcentage de la population informelle qui a une mutuelle, mais c'est extrêmement faible). Donc les gens se débrouillent en faisant de l'automédication et en visitant les charlatans.

Le problème des faux médicaments au Sénégal se pose-t-il ?

M.D : Oui, on a ce problème, les pharmaciens réagissent avec l'appui de l'Etat pour canaliser et éradiquer ce fléau et, jusqu'à présent, ce problème persiste, car nous sommes un pays dit sous-développé et, comme la santé coûte cher, la population va où c'est le moins cher pour pouvoir acheter les médicaments prescrits. C'est, bien sûr, encore dans les mœurs et, il est difficile d'arrêter ces pratiques.

Fama Fall : On trouve sur le marché tous les médicaments disponibles, médicaments entre guillemets car leur fabrication pose problème. Il y a aussi des déficits dans la formation et l'éducation des populations. En effet, les gens vont se soigner

au marché et ce sont les vendeurs ambulants qui donnent des conseils : ce médicament soigne telle maladie etc. Il y a aussi des points de vente non officielle "Keur Serigne bi", là bas tu viens avec ton ordonnance, il y a des intermédiaires sans formation qui prennent ton ordonnance et qui entrent dans le magasin et achètent des médicaments qui coûtent peut-être deux fois moins cher que dans une officine.

Est-ce que les grandes entreprises pharmaceutiques font des tarifs plus bas pour des pays comme le Sénégal ?

M.D : Non, on est obligé d'aller à l'officine pour acheter les médicaments et ils font les prix occidentaux. Mais avec la dette de l'Etat, avoir des médicaments dans les structures hospitalières est tout un problème. Les médicaments et l'oxygène font défaut dans toutes les structures.

Existe-t-il des relations entre médecine traditionnelle et médecine classique ?

M.D : Oui depuis quelques années il y a des relations au niveau du ministère de la santé ; il y a des départements chargés de la pharmacopée où travaillent des traditionalistes et des médecins qui essaient de trouver un terrain d'entente pour prendre en charge certaines maladies.

Au niveau de la santé, quel est le lien entre les ONG et les services de l'Etat ?

M.D : Au Sénégal nous avons des coopérations, mais il faut que l'Etat participe, ne reste pas les bras ballants et laisse les organismes internationaux s'occuper de la santé.

Est-ce que les maladies du HIV sont prises en charge complètement ?

M.D : Oui, il y a une prise en charge complète, mais vous savez au Sénégal c'est aussi une question taboue. La prise en charge est effectuée et le dépistage est gratuit. On croise les doigts, car nous n'avons pas une prévalence aussi forte que dans d'autres pays africains.

Pour quelles raisons ?

M.D : La majorité des sénégalaises sont musulmanes et, avec la religion, même pour les femmes chrétiennes, cela joue ; disons que cela limite le vagabondage. De plus il y a le programme Sida, qui fournit des informations, organise des forums et des séminaires.

FF : En effet pour expliquer aussi pourquoi nous avons un taux si bas, c'est que nous avons pas mal de points de discussion sur le Sida, notamment en milieu scolaire avec « conseil Sida » qui fait de la formation avec des formateurs, des enseignants, etc. Au niveau des quartiers, il y a des centres ados qui font de la prévention, il y a des clubs pour l'éducation à la vie familiale. Ce sont des clubs qui existent dans les structures, donc en fait il y a plusieurs couches qui parlent du Sida pour l'éducation et pour éviter le Sida.

Quelle est la situation de la prévention pour la santé des femmes ?

M.D : Au Sénégal il y a des campagnes de dépistage du cancer du sein ou du cancer de l'utérus, c'est le cas dans les grandes villes. Pour les campagnes, il y a des caravanes composées de médecins, d'infirmiers, de sage-femmes et de spécialistes pour les maladies comme le cancer, la tuberculose le Sida. La fréquence de ces caravanes est d'une fois par an, et pour le diabète deux fois par an.

F.F : Concernant les cancers, il y a un problème de sensibilisation, même pour les femmes instruites. En fait quand il y a diagnostic d'un cancer, c'est la mort assurée et donc les gens préfèrent fermer les yeux et laisser passer, sauf quand il y a possibilité de se faire soigner à Paris.

Quand on a un cancer au Sénégal comment fait-on pour se soigner ?

M.D : Les soins pour le cancer ici ce n'est pas donné, c'est même excessivement cher lorsque la prise en charge par la protection sociale fait défaut. Alors, en général, les parents déboursent, la famille débourse et quand on n'a pas cela, alors c'est la mort, car la chimiothérapie coûte très cher au Sénégal et la majeure partie des Sénégalais n'en ont pas les moyens. Alors, l'idée c'est de se dire que j'ai ou non le cancer, comme je n'ai pas le moyen de me soigner, autant ne pas savoir.

Pouvez-vous nous parler de la mortalité infantile ?

M.D : La mortalité infantile a un peu régressé, mais elle reste importante. Elle est due au processus d'accouchement. L'Etat qui tend vers la privatisation des secteurs de la santé, les structures qui ferment et la dette colossale de l'Etat, font que tous ces problèmes là pèsent beaucoup. La protection infantile c'est un slogan, mais dans les faits, c'est différent malgré les campagnes de vaccinations BCG, polio etc.

Comment se passent les accouchements dans les villages ?

M.D : Il y a des "cases de santé" avec des matrones qui sont formées pour l'accouchement. Au-dessus, il y a des "postes de santé", ensuite des "centres de santé", et enfin les structures hospitalières.

Mais quand il y des problèmes ?

F.F : Il y a des cas où les enfants se présentent mal ou que d'autres difficultés surgissent lors de l'accouchement, alors on met les femmes sur des charrettes pour faire des kilomètres et des kilomètres. Même quand vous arrivez dans une structure, celle-ci n'a pas toujours les moyens nécessaires, alors c'est la catastrophe.

* Paul Martial participe à la revue *Afriques 21* www.afriques21.org et au blog *Afriques en lutte* <http://afriquesenlutte.blogspot.com>

RÉSISTANCE À LA RECOLONISATION DES TÉLECOMMUNICATIONS

Par Alain Baron *

Par un communiqué conjoint daté du 8 avril 2009, France Télécom et l'État sénégalais avaient annoncé leur volonté commune de faire passer de 42,3 % à 52,2 % la participation de France Télécom dans le capital de la Sonatel, l'opérateur historique sénégalais. L'État sénégalais n'aurait alors conservé que 17,28 % du capital. Il était prévu que cette opération soit réalisée avant fin juin 2009.

La multinationale France Télécom, dont le ressort fondamental est la recherche du profit, aurait alors eu une mainmise totale sur une entreprise chargée de missions de service public au Sénégal. Une activité aussi stratégique que les télécommunications aurait été entièrement pilotée à des milliers de kilomètres de distance, depuis la capitale de l'ancienne puissance coloniale.

Les salariés de la Sonatel et leurs organisations syndicales ont immédiatement exprimé leur refus. Ils ont dénoncé avec force les conséquences prévisibles d'un tel projet sur l'aménagement du territoire, avec le délaissement d'activités jugées les moins rentables, comme par exemple la téléphonie rurale. Ils ont exprimé leur crainte que certaines activités soient transférées en France, avec la perte des revenus qu'elles procurent actuellement à des Sénégalais. Ils redoutaient que la volonté de satisfaire les actionnaires français ne l'emporte sur leurs emplois et avantages acquis.



SENEGAL

Du strict point de vue financier, les syndicalistes de la Sonatel dénonçaient une politique à courte vue : la somme que France Télécom avait prévu de verser à l'État sénégalais ne correspondait en effet qu'à ce qu'il pouvait normalement recevoir sous forme de dividendes pendant une dizaine d'années en maintenant son niveau de participation dans le capital. En bref, c'était le sort des générations futures qui était ainsi engagé.

Pour faire échouer ce projet, les organisations de la Sonatel ont engagé de multiples actions : assemblées générales, sit-in, refus de laisser entrer dans les locaux des responsables venus de France, etc. Une vaste campagne en direction de l'opinion publique, des responsables politiques, associatifs et religieux a été mise en place. Le point culminant de cette mobilisation a été la préparation d'une grève et l'organisation d'une manifestation nationale qui a rassemblé la grande majorité du personnel de l'entreprise. Un soutien a été apporté par les syndicalistes français qui sont intervenus auprès de la direction du groupe pour la faire renoncer à un tel projet.

Face à une telle levée de boucliers, l'État sénégalais a annoncé, à la veille du 1er mai, qu'il renonçait finalement à vendre des actions à France Télécom. Le projet annoncé le 8 avril a donc été « annulé de fait », pour reprendre les propos d'Ibrahima Konté, un des principaux responsables syndicaux de la Sonatel. Néanmoins, la vigilance s'impose. D'une part, l'État sénégalais est criblé de dette et est à la recherche d'argent frais ; d'autre part, France Télécom ne semble pas avoir renoncé à renforcer sa mainmise sur l'opérateur télécom le plus rentable de l'Afrique de l'Ouest.

- **Alain Baron est militant de SUD-PTT. Il participe depuis 10 ans aux liens que son syndicat entretient avec les syndicalistes de la Sonatel.**

NB : Cet article a été publié dans le n°2 de la revue *Afriques21* à laquelle participe *Solidaires* www.afriques21.org

Plusieurs articles concernant l'intervention conjointe de syndicalistes sénégalais et français des télécoms ont été par ailleurs publiés dans le n°1 de la revue internationale de *Solidaires* disponible sur le site www.solidaires.org, ou directement à :

**http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/mondialisation/article_baron1.html
<http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/senegal/senegal.html>**

LES PARTIS POLITIQUES SÉNÉGALAIS

Une "cartographie" chronologique des partis est disponible ci-après, en page 2 de couverture, ainsi que dans la rubrique "International" sur www.solidaires.org

LES PARTIS POLITIQUES DU SENEGAL

1945 - 2009

| | | | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|--|---|
| 45 | Fondation RDA, parti inter-africain | | | | | | | SFIO (1938, L. Gueye) Senghor, Gueye députés |
| 46 | | | | | | | | |
| 47 | | | | | | | | |
| 48 | | | | | | | | Départ Senghor |
| 49 | | | | | | | | BDS (Dia, Senghor) |
| 50 | | | | | | | | |
| 51 | | | | | | | | |
| 52 | | | | | | | | |
| 53 | | | | | | | | |
| 54 | | | | | | | | |
| 55 | | | | | | | | Senghor ministre |
| 56 | Loi-cadre Deferre | | | | | | | |
| 57 | Grèves | | | | | | | |
| 58 | Référendum autonomie interne | | | | | | | |
| 59 | Grèves | | | | | | | |
| 60 | INDEPENDANCE, 3 millions habitants | | | | | | | |
| 61 | Poursuite de la monoculture de l'arachide | | | | | | | |
| 62 | Émeutes à Dakar | | | | | | | |
| 63 | | | | | | | | |
| 64 | | | | | | | | |
| 65 | | | | | | | | |
| 66 | Parti unique 66 à 74 | | | | | | | |
| 67 | CRISE DE L'ARACHIDE (68) | | | | | | | |
| 68 | Mouvements de mai 68 | | | | | | | |
| 69 | Grèves, état d'urgence | | | | | | | |
| 70 | | | | | | | | |
| 71 | Dissolution SES (enseignants) et UED (étudiants) | | | | | | | |
| 72 | | | | | | | | |
| 73 | Parti unique 66 à 74 | | | | | | | |
| 74 | PDS (Wade) autorisé | | | | | | | |
| 75 | PS, PDS et PAI seuls autorisés | | | | | | | |
| 76 | | | | | | | | |
| 77 | | | | | | | | |
| 78 | | | | | | | | |
| 79 | MRS, 4 ^e parti autorisé | | | | | | | |
| 80 | | | | | | | | |
| 81 | | | | | | | | |
| 82 | Multipartisme intégral | | | | | | | |
| 83 | | | | | | | | |
| 84 | | | | | | | | |
| 85 | Plan d'ajustement structurel | | | | | | | |
| 86 | | | | | | | | |
| 87 | | | | | | | | |
| 88 | Émeutes, état d'urgence | | | | | | | |
| 89 | | | | | | | | |
| 90 | | | | | | | | |
| 91 | | | | | | | | |
| 92 | | | | | | | | |
| 93 | | | | | | | | |
| 94 | Libéralisation économique | | | | | | | |
| 95 | 9 millions habitants | | | | | | | |
| 96 | | | | | | | | |
| 97 | | | | | | | | |
| 98 | | | | | | | | |
| 99 | | | | | | | | |
| 0 | Gouvernement Niassse | | | | | | | |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | Gouvernement Seck | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | Gouvernement Sall | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | Le Front Sigil regroupe les | | | | | | | |
| 8 | opposants au gouvernement | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |

LE PHENOMENE WADE

Elu président en 2000 puis en 2007, Abdoulaye Wade joue depuis 35 ans un rôle central dans la vie politique sénégalaise.

Né en 1926, cet avocat bardé de diplômés, a d'abord été membre de l'UPS, le parti socialiste de l'époque avant de fonder, en 1974, le PDS. Contraint de mettre un terme au régime de parti unique, le pouvoir a légalisé le PDS pour lui faire remplir la fonction de parti d'opposition. Wade a alors accepté pour cela de se dire non plus "social-travailliste" mais "libéral"¹.

Le PDS a su utiliser la volonté de changement de la population pour parvenir au pouvoir. Pour soutenir sa candidature aux présidentielles², il n'a pas hésité à s'allier aux deux partis « pro-soviétiques » pour constituer avec eux une alliance qui a été surnommée « alliance libéralo-communiste ». Par la suite, Wade s'est retrouvé deux fois en prison³ et deux fois ministre de gouvernements dirigés par le PS⁴. Après un moment d'éclipse, où il a séjourné souvent à l'étranger, les deux partis ex-prosoviétiques et le parti d'extrême-gauche AJ/PADS ont fait appel à lui comme candidat de l'opposition aux présidentielles de 2000. « Le fait majeur de la campagne électorale de février-mars 2000 aura été le retour sur la scène politique de Wade, le dernier grand tribun africain. Enracinés dans la culture populaire, ses discours s'adressent d'abord au citoyen ordinaire dans une langue et un langage qui lui sont accessibles.... Ses discours s'éloignent de la « froideur » et de l'apparente cohérence des « technocrates ». Fin connaisseur des populations sénégalaises, et s'exprimant dans un wolof limpide, le « vieil homme » s'est imposé...comme pouvant organiser le renversement d'Abdou Diouf et de ses collaborateurs. A l'issue du premier tour, les autres partis de l'opposition qui voulaient en finir avec le régime socialiste n'avaient d'autre choix que de le soutenir »⁵.

La coalition hétéroclite qui s'est retrouvée au pouvoir en 2000 sous la houlette du "libéral" Wade était composée des partis ayant scissionné récemment du PS⁶, des deux partis ex-prosoviétiques⁷, ainsi que du parti d'extrême-gauche AJ-PADS qui participait pour la première fois à un gouvernement⁸. Nombre d'anciens adversaires de Wade aux présidentielles de 2000 se sont également ralliés au vainqueur du jour⁹.

Depuis l'alternance, on a vu l'arrivée d'une couche dirigeante encore plus avide que les barons du PS, s'appropriant sans vergogne des biens publics comme par exemple la corniche à Dakar. La corruption atteint des sommets inégalés.¹⁰ C'est la fuite en avant vers un régime de pouvoir personnel. La crise politique risque d'être très aiguë avec la perspective d'une succession de Wade par son fils Karim.

WADE VU PAR SEMOU PATHE GUEYE

Wade n'est pas à proprement parler « libéral », mais plutôt un « libéral-populiste ». Dès le début, Wade a été ambigu. Sur le plan idéologique, il y avait eu la règle des trois courants, et Wade a choisi de représenter le courant « libéral » alors qu'auparavant, il se disait « travailliste ». Wade se disait donc officiellement libéral, mais sa base était essentiellement composée de membres des couches populaires sur lesquelles il a toujours su embrayer. D'abord sur les paysans, auxquels il a donné un cadre d'expression politique légal, puis de plus en plus sur les couches urbaines déclassées, le lumpen-prolétariat.

Et cette contradiction a fait qu'après l'alternance, de nouvelles couches sont venues vers Wade pour profiter des avantages de l'appareil d'Etat.

Sur le plan syndical, Wade avait commencé par construire, au milieu des années 1970, une centrale syndicale, l'UTLS. Au lieu de se dire « c'est une centrale libérale », le PIT qui était alors clandestin s'est dit qu'il y avait des travailleurs dedans. Certains de nos militants¹¹ ont alors infiltré cette centrale et l'ont radicalisée. Et au fur à mesure que la centrale se radicalisait, Wade était obligé de se débarrasser de certains leaders, et l'UTLS a éclaté.

Lorsqu'il est parvenu au pouvoir en 2000, Wade ne contrôlait pas le mouvement syndical. Il a donc cherché à y organiser des scissions. Résultat, il n'y a jamais eu autant de centrales syndicales que maintenant.

WADE VU PAR IBRAHIMA KONTE

L'alternance de 2000 avait été un pas en avant, car auparavant le fatalisme dominait dans la mentalité populaire : "si quelqu'un était élu, c'était parce que Dieu l'avait voulu". L'alternance a permis au peuple de comprendre qu'il pouvait déboulonner un pouvoir en place depuis 40 ans.

Mais cela ne suffit pas lorsque l'on tombe sur un sorcier qui sait manipuler les masses. Wade est un Machiavel au comportement populiste. Il n'hésite pas aller à la rencontre des manifestants.

Wade sait qu'au Sénégal, les gens n'ont pas l'habitude de grands travaux car, en 40 ans, le PS n'a pas fait grand chose. Les gens n'ont pas l'habitude de voir Dakar avec des chantiers, des ponts, des bulldozers. Les Sénégalais n'ont jamais vécu cela. Et c'est une des raisons pour lesquelles il a réussi à obtenir un deuxième mandat en 2007.

Mais en fait, on assiste à une mal-gouvernance extraordinaire. Wade a dépensé en 7 ans ce que le PS n'a pas dépensé en 40 ans. Wade obtient des financements provenant de pays arabes, et la presse parle de blanchiment d'argent. Mais le résultat est qu'il y a des chantiers partout, et dans l'imagination populaire les gens disent : certes, il dépense beaucoup, mais il travaille, c'est « le vieux travailleur ». La population a du mal à trouver aujourd'hui ses repères. Dans les années 1990,

le PIT et la LD/MPT ont gouverné avec le PS, qui est responsable de l'incurie que nous avons vécue pendant 40 ans. Et en 2000, ils se sont retrouvés au gouvernement avec Wade !

Le problème du Sénégal est que ce sont les partis de gauche qui ont mis sur pied l'idée d'alternance. Mais malheureusement, ils n'ont pas les masses avec eux : l'idée de communisme est diabolisée et les partis marxistes n'ont pas su s'adapter. Quelque part, ils n'ont pas une ligne de masse. Certains de leurs militants boivent de l'alcool, et cela ne passe pas auprès des musulmans. Et pourtant Wade est encore plus athée qu'eux : pour moi, jusqu'à preuve du contraire, il ne croit à rien. Néanmoins, il se met face contre terre pour saluer les marabouts et il leur donne des milliards. Wade nous a battus parce que c'est un libéral qui a un comportement populiste de gauche : Wade a pris plus de mesures sociales que le PS en 40 ans. Quand les jeunes manifestent, il va les voir et mange avec eux. Wade n'hésite pas à se déplacer en bus. Les autres leaders ne le font pas. Même si l'on voit certains d'entre eux défiler de temps en temps avec les travailleurs, comme par exemple le 1^{er} mai.

Certains aspects du régime sont très inquiétants : Wade finance en effet des milices du genre de celles qui avaient organisé l'assassinat d'un policier du temps où il était dans l'opposition. Il s'est allié, par ailleurs, à des confréries mourides au sein desquelles existent de telles milices. Le Congo a commencé comme cela avec les cobras.

Pour l'instant il y a une opinion sénégalaise, une société civile, des partis de gauche, une tradition de débat démocratique etc. Mais ce n'est pas irréversible. La misère qui se développe en ce moment peut faire le lit à de tels développements.

- 1 Jean Mariel Nzouankeu Les partis politiques sénégalais (1983) pp 59-69 ; Diop-Diou (1990) pp 209-210 ; Bathily présente Wade comme un « dissident de l'UPS », « contraint de s'aligner sur le courant libéral » - Mai 68 à Dakar pp 144-145.
- 2 Diop-Diouf (1990) p 218.
- 3 Wade a été emprisonné par le pouvoir socialiste en 1989, 1994 et 1998. Il a participé à des gouvernements PS en 1991-1992 et 1995-1998.
- 4 La presse sénégalaise préfère utiliser le terme d' « entriste » pour définir un parti jouant le rôle de partenaire minoritaire dans une coalition gouvernementale (cf. Coulibaly - 2006).
- 5 Momar-Coumba Diop "Le Sénégal à la croisée des chemins" Politique Africaine n° 103 p 111.
- 6 L'URD de Djibo Leïty Ka a été constituée en 1998 et l'AFP de Moustapha Niasse en 1999.
- 7 Le PIT ne reste que 8 mois au gouvernement, la LD/MPT y participe de 2000 à 2005.

- 8 AJ-PADS interrompt sa participation en 2007 et retourne au pouvoir en avril 2008.
- 9 La presse sénégalaise les appelle « les transhumants ». Dans son livre paru en 2006, le journaliste Abdou Latif Coulibaly estime (page 190) que 83 % des ministres n'ont jamais adhéré aux positions de Wade quand il était dans l'opposition.
- 10 Voir notamment à ce sujet les ouvrages de Latif Coulibaly
- 11 A l'époque, Djibril Diop, qui a par la suite fondé l'UTS, et Aïdara, secrétaire général du SYTS-CNTS depuis 2006, étaient par exemple au PIT.

QUELQUES LECTURES :

www.sopionline.com

<http://afriquepluriel.ruwenzori.net/senegal-a.htm>

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Abdoulaye+Wade

LE PAI – PARTI AFRICAIN DE L'INDÉPENDANCE

Depuis longtemps, le PAI ne joue plus qu'un rôle très marginal dans la vie politique sénégalaise. Cela ne peut que s'accroître avec le décès en 2007 de son leader historique, Majhemout Diop. L'intérêt d'évoquer le PAI vient du fait qu'il a été la matrice dont sont issus les deux autres partis ex-prosoviétiques (le PIT et la LD/MPT), une partie des organisations d'extrême-gauche et de nombreux syndicalistes.

Parti inter-africain lié à l'URSS, le PAI avait été une composante essentielle de la lutte pour l'indépendance. Il avait été créé le 15 septembre 1957 par des militants originaires du Niger, du Mali, de la Guinée et du Sénégal¹.

Ibrahima Konté raconte : Historiquement parlant, le PAI était le parti qui, avec les syndicats, disait qu'il fallait aller à l'indépendance rapidement. Le PAI a été très puissant. Beaucoup de militants en sont issus, comme par exemple Landing Savané, le futur leader de l'extrême-gauche, qui a commencé par militer dans l'organisation de jeunesse du PAI. Mais ce parti n'arrivait pas à engranger à un niveau de masse.

Au début des années 1960, le PAI avait néanmoins gagné les élections à Saint-Louis. Il n'était pas concevable pour le pouvoir que la deuxième ville du Sénégal, l'ancienne capitale de l'AOF, tombe aux mains de l'opposition. La répression s'est alors abattue sur le parti. Des religieux faisaient campagne contre lui en disant que c'étaient des communistes qui ne croient pas en Dieu, et qui ne prient pas. Et dans un pays comme le Sénégal, on se méfie des gens qui n'ont pas de religion. Cela se conjugait avec la campagne idéologique liée à la guerre froide.

Majhemout a alors déclaré qu'il allait se battre et faire un maquis comme les vietnamiens². Des gens du PAI étaient effectivement allés à Cuba dans le but de créer un maquis au Sénégal. Le ministre de l'intérieur de l'époque avait été membre du PAI en France. En revenant au Sénégal il s'était rallié au pouvoir et a contribué au démantèlement du maquis. Tous les problèmes sont venus de là. Le PAI a été dissous, Majhemout a été exilé ainsi que tous les jeunes cadres, comme par exemple Amath Dansokho. Les autres sont restés dans la clandestinité. Une coupure a alors eu lieu entre les militants de l'extérieur et ceux de l'intérieur.

En mars 1966, la police procéda à l'arrestation de dizaines de responsables du PAI à travers le pays, pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Tout l'appareil clandestin du parti fut découvert par la police. Certains militants emprisonnés ont alors été torturés. Les arrestations et dénonciations conduisirent à la désorganisation totale du parti dont la direction avait perdu l'initiative en raison des divergences idéologiques et tactiques entre différentes personnalités de l'in-

térieur ou en exil. « Les démissions et retournements de certains ténors du parti contribuèrent aussi à son effondrement »³. Tout cela n'a pas empêché les militants du PAI d'être très présents dans les mobilisations de mai 68.

En 1968-1969, ce qui reste du PAI au Sénégal a connu des scissions, en partie du fait que les soixante-huitards ne se reconnaissaient plus dans un parti dominé par des militants de la génération précédente, dont la plupart étaient en exil.

En 1976, Senghor a décidé de légaliser la poignée de militants restés fidèles à Majhemout Diop, en exil depuis près de 15 ans. Ibrahima Konté, qui a connu de l'intérieur cette histoire, raconte : Afin de créer la division, et sachant que Majhemout ne contrôlait rien au Sénégal, Senghor l'a amnistié et lui a demandé de revenir pour représenter le « courant marxiste ». Majhemout est donc revenu et, sans consulter les gens à la base, a déclaré représenter le PAI, alors qu'existait sur place le PAI clandestin avec Amath Dansokho, Semou Pathé Guèye, etc. C'est Senghor qui a imposé la reconnaissance légale du parti représenté par Majhemout en disant qu'il était le leader historique du PAI, même s'il ne contrôlait plus rien sur place suite à son exil depuis presque 15 ans. Une partie des militants du PAI clandestin ont alors décidé de fonder le Parti de l'indépendance et du travail (PIT).

En 1976, d'autres anciens militants du PAI originel ont participé à la fondation de RND⁴.

Aux élections présidentielles de 1993, le PAI a soutenu la candidature du socialiste Abdou Diouf, puis en 2007 celle de Wade.

Lors des élections législatives de 2001, le PAI n'a recueilli que 3 682 voix, soit 0,20 %, et n'a donc eu aucun siège à l'Assemblée nationale.⁵

1 www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=3783

2 Peu avant sa mort, Majhemout Diop a déclaré : « Il y a eu la présence de camarades dans les campagnes sénégalaises. Et les gens ont crié haut et fort que nous déclençons la guérilla alors que ce n'était pas vrai. Nous n'avons déclenché aucune guérilla ! On avait seulement déplacé et pré-positionné des camarades en leur disant : « si jamais les paysans se révoltent, vous prendrez la tête ». Les paysans ne se sont pas révoltés. Nous avons été dénoncés. On a torturé des camarades. On a rempli les prisons et voilà ce qu'on appelait les maquis du Sénégal oriental et de la Casamance ». www.alliance-panafricaniste.com/MAJHEMOUT-DIOP,-LEADER-DU-PARTI-AFRICAINE-DE-L-INDEPENDANCE-PAI-Je-revais-de-liberer-l-Afrique,-Wade-voyait-comment-il_a25.html

3 M-C Diop et M. Diouf (1990) pp 219-220 ; Abdoulaye Bathily Mai 68 à Dakar (1992) p 30.

4 Jacques Mariel Nzouankeu "Les partis politiques sénégalais" (1984) p 41.

5 Concernant le PAI, voir également :

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Majhemout+DIOP

LE PIT - PARTI DE L'INDEPENDANCE ET DU TRAVAIL

Ce parti est le plus souvent présenté dans la presse par le nom de son secrétaire général, Amath Dansokho. Ce qui suit est pour l'essentiel tiré d'entretiens avec Ibrahima Konté, animateur historique du principal syndicat des télécoms.

Ibrahima Konté, qui a milité très jeune au PIT, raconte : Le PIT est issu des militants du PAI qui agissaient dans les années 1960 au Sénégal pendant que certains de ses dirigeants historiques, dont Majhemout Diop, avaient été exilés à l'étranger par le pouvoir socialiste. Ce parti a été créé en 1972 dans la clandestinité.¹ Plutôt que de se lancer dans une querelle de sigle avec le parti dirigé par Majhemout Diop, ou d'adopter un nom complètement nouveau les fondateurs de ce parti ont préféré l'appeler Parti de l'indépendance et du travail (PIT).

Encore aujourd'hui, ce parti est très marqué par la forte personnalité d'Amath Dansokho. Il n'y a personne au Sénégal qui ait une culture politique comparable à la sienne, poursuit Konté. Il est parfois sous-estimé parce qu'il n'est pas professeur et qu'il n'a pas de diplôme universitaire avéré. Mais c'est un grand intellectuel. Il a beaucoup voyagé et a beaucoup souffert. Il a connu la colonisation, il était au PAI quand il était étudiant, puis a vécu la période du maquis, de la clandestinité et de l'exil. Il a eu du temps pour lire et s'auto-former. Il a vécu tous les soubresauts du mouvement ouvrier international : il était à Prague lors du printemps 1968 où il animait la « Nouvelle Revue Internationale ». Beaucoup des responsables du PIT ont été formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique. Ils ont donc été plus rapidement ébranlés par la crise des pays du bloc de l'Est. Signe des temps, deux ans après le PIT se crée en 1974 un autre parti « prosoviétique », la LD/MPT.

Les dirigeants du PIT étaient plus âgés que ceux des autres partis qui s'étaient créés dans la foulée de mai 68. Ils ont cherché à devenir crédibles auprès des masses.

J'ai personnellement vécu les débats à l'intérieur du PIT, ainsi que dans les facs. Il fallait chasser le PS du pouvoir et, à l'époque, les partis « prosoviétiques » n'osaient même pas dire qu'ils étaient communistes. Cheikh Anta Diop, un patriote qui n'était ni à gauche, ni à droite, avait une partie des masses avec lui, mais ne représentait pas une force convaincante. Wade, par contre, avait les masses avec lui.

Je pense que la différence entre le PIT et la LD/MPT est que le PIT a été plus réaliste et a tiré la leçon de l'échec du maquis. Le PIT a eu le courage de sortir du carcan idéologique dans le but de peser et de changer le pays. Le raisonnement était le suivant : nous sommes un pays sous-développé et il n'y a ni bourgeoisie nationale développée, ni classe ouvrière suffisamment forte pour faire une révolution pro-

létarienne. Dans ces conditions, pour déboulonner le parti au pouvoir, il fallait s'allier à un parti de masse, quelle que soit son idéologie. Et le parti en question était le PDS de Wade.

Le PIT a émis cette idée dès 1976². Quand Wade a présenté sa candidature pour les présidentielles de 1983, le PIT, qui était encore clandestin, a appelé à soutenir Wade. La LD/MPT a expliqué qu'en s'alliant à Wade le PIT avait fait une alliance contre-nature³. Les premiers alliés de Wade ont donc été les communistes du PIT. Légalisé en juillet 1981, le PIT a donc eu rapidement des rapports étroits avec le PDS⁴.

La thèse « réaliste » (ou opportuniste) du PIT a fini par triompher. Elle a été reprise à son compte en 1988 par la LD/MPT⁵. Les deux partis « pro-soviétiques » ont alors constitué une alliance électorale avec le PDS. Cette « alliance libéralo-communiste » a présenté Wade aux présidentielles⁶. Mais le PS l'a emporté une nouvelle fois.

Franchissant un pas supplémentaire, le PIT a accepté dès 1991 la participation gouvernementale proposée par les socialistes⁷ qui s'est ensuite élargie à la LD/MPT et au PDS. En 1998, face à la crise qui secouait le pouvoir socialiste, les trois partis sont sortis ensemble du gouvernement.

Wade est alors parti presque deux ans à l'étranger, son parti était en lambeau. Le PIT, la LD/MPT et AJ-PADS ont fini par obtenir qu'il revienne au Sénégal pour être candidat contre le PS aux présidentielles de 2000⁸.

Le PIT a participé en 2000 au gouvernement issu de l'alternance. « Je me suis rapidement rendu compte que nous nous étions fourvoyés en participant au gouvernement » explique Amath Dansokho⁹. « J'ai été exclu du gouvernement au bout de 8 mois pour avoir refusé de voter pour la nouvelle constitution qui comportait un article stipulant que le droit de grève ne pouvait s'exercer qu'à condition que cela ne porte pas préjudice aux intérêts de l'entreprise ». « Dansokho voyait également dans cette Constitution une présidentialisation du régime », ajoute Konté. « Ce n'est qu'ensuite que d'autres responsables politiques ont compris que cette Constitution n'était faite que pour élire une sorte de roi et pas un président. Dansokho disait très clairement cela dès 2001 et que, de plus, un tel référendum n'était pas prévu dans le programme de l'Alternance ».

« Le PIT est un parti qui cherche à être réaliste et indépendant. Au Sénégal, le politicien est considéré comme un menteur. Pour être écouté il faut auparavant faire la démonstration que l'on est une personne de principe. Et c'est ce qu'à voulu faire Dansokho », estime Konté.

Aux élections législatives de 2001, le PIT n'a obtenu que 0,6 % des voix et un seul député. Il a ensuite participé à la CDC puis au Front Siggil, qui regroupe la plupart des partis d'opposition, dont le PS.

LA POLITIQUE DU PIT ENVERS LES SYNDICATS

On trouve des militants du PIT au sein de la confédération socialiste CNTS ainsi que dans divers syndicats autonomes.

L'historien et militant Olivier Sagna explique : « Pendant de nombreuses années, le PIT a eu comme politique syndicale de privilégier l'action au sein de la CNTS plutôt que de mettre sur pied des syndicats autonomes. Certains de ses dirigeants ont joué un rôle important dans le mouvement syndical dominé par les socialistes. C'est également ce qui explique que certains de ses militants ont pu accéder à des postes de responsabilité importants, tels Ibrahima Konté qui deviendra le leader incontesté du Syndicat des travailleurs de la Sonatel (SYTS) dans le secteur des télécommunications ».

Les luttes d'influence entre partis politiques expliquent en grande partie les multiples scissions syndicales. Ibrahima Konté estime que pour sa part « le PIT a eu des attitudes assez responsables et n'a pas cherché pas à « caporaliser » les syndicats ». C'est également le point de vue de Mamadou Diouf : « A la différence de la LD/MPT, le PIT n'est pas une organisation qui cherche coûte que coûte à caporaliser les organisations de masse. Quand il se rend compte qu'en avançant cela va déboucher sur une cassure, il arrête ».

- 1 Le PIT prend au début le nom de PAI-Sénégal, et est souvent surnommé après 1976 PAI clandestin pour le différencier du parti de Majhemout Diop. « Les personnalités les plus importantes de la direction provisoire étaient représentées par le groupe des clandestins : Seydou Cissokho, Dadio Camara dit Alphonse, Madi Danfakha, Doyen Soumaré, Amath Dansokho représentant du PAI à la Nouvelle revue Internationale, journal des PC à Prague ». Bathily p 94.
- 2 A la veille des premières élections de 1978, le PIT qui était en relation avec Mamadou Dia, a rompu avec lui car Mamadou Dia n'était pas d'accord avec cette thèse
- 3 Aux présidentielles de 1983, la LD a soutenu l'ancien Premier ministre Mamadou Dia qui avait été jeté en prison de 1962 à 1974.
- 4 Diop-Diouf (1990) p 216.
- 5 AJ/PADS franchit à son tour le pas en 1998.
- 6 Diop-Diouf (1990) p 218.
- 7 Le PIT se retrouve au gouvernement aux côtés du libéral Wade en 1991-1992, de l'autre parti ex-soviétique en 1993-1995, puis à nouveau aux côtés de Wade en 1995-1998.
- 8 Pour Ibrahima Konté, « c'est Dansokho du PIT et Bathily de la LD qui ont organisé en 1998 la réconciliation avec le PDS, dans le front large Alternance 2000. Ils sont allés voir Wade pour lui dire qu'il allait revenir au Sénégal ». Bayla Sow donne une version différente : « Landing a réussi à convaincre les deux partis « pro-soviétiques » qu'il était possible de faire un pas qualitatif vers l'alternance politique en réalisant une alliance derrière Wade ».
- 9 Entretien réalisé en mai 2008.

QUELQUES LECTURES :

www.pit-senegal.org

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Amath+Dansokho

LA LD-MPT : LIGUE DÉMOCRATIQUE - MOUVEMENT POUR LE PARTI DU TRAVAIL

Ce parti est le plus souvent présenté dans la presse par le nom de deux de ses responsables, Abdoulaye Bathily et Mamadou Diop « Castro ».

Ibrahima Konté explique : la LD est sorti en 1974 des flancs du PAI. Ses militants avaient tous commencé par militer au PAI lorsqu'ils étaient étudiants et avaient été à la tête du mouvement de mai 68 . C'était une jeunesse qui venait d'arriver et avait besoin de s'affirmer. Ils ne supportaient plus, dans la clandestinité, d'être dirigés par une génération qui commençait à vieillir. Ils trouvaient que le PAI était trop lié à Moscou, et qu'il fallait un parti communiste imprégné des réalités locales. Ce courant était principalement composé d'enseignants¹. On y trouvait également des militants actifs dans les organisations de jeunesse et d'étudiants. Par la suite, les militants de la LD participent activement à la création de la plupart des syndicats autonomes, notamment dans l'enseignement et la santé.

En mai 1981, le parti a été légalisé sous le nom de Ligue Démocratique / Mouvement pour le Parti du Travail. La LD/MPT a alors opté pour « le recours aux élections² », comme seul moyen pour la conquête du pouvoir politique » et s'est employé à bâtir un « parti à large base de masse ».

A la fin des années 1980, la fin du monde soviétique a ébranlé les certitudes antérieures de la LD/MPT³ . En 1988, elle constitua avec l'autre parti « prosoviétique » et le parti « libéral » PDS une alliance électorale surnommée « alliance libéralo-communiste » présentant Wade aux présidentielles.⁴

Au début des années 1990, la volonté du nouveau président socialiste Abdou Diouf d'associer l'opposition aux responsabilités gouvernementales a accentué le phénomène.

Mamadou Diouf raconte à ce sujet : Si la LD/MPT n'est pas entrée au gouvernement PS dès 1991, ce n'était pas pour des problèmes d'orientation. Comme le PIT, la LD/MPT était d'accord dès cette époque pour entrer au gouvernement PS : une semaine avant la création du gouvernement d'ouverture, les responsables de la LD/MPT ont fait le tour du pays pour expliquer à leurs militants pourquoi il fallait entrer au gouvernement. Mamadou Ndoye a fait par exemple à ce sujet une conférence à Dakar. Cette conférence a été relayée par la presse. Il y a eu également une conférence pour défendre cette thèse à la chambre de commerce de Koalack en présence d'un député de la LD.

Si les négociations entre la LD et le pouvoir ont échoué en 1991, c'est parce qu'un

seul ministère avait été proposé à la LD/MPT, non pas pour Bathily, qui était secrétaire général du parti, mais pour Mamadou Ndoye afin d'utiliser ses compétences comme ministre de l'éducation. La LD-MPT a finalement accepté d'avoir deux ministres dans des gouvernements socialistes de 1993 à 1998 ».

En 1998, face à la crise qui secoue le pouvoir socialiste, la LD/MPT s'est joint au PIT (l'autre parti ex-prosoviétique) et au parti d'extrême-gauche AJ-PADS pour demander au libéral Wade d'être candidat aux élections présidentielles de 2000.

Suite à la victoire de ce dernier, la LD/MPT a obtenu deux ministères jusqu'en 2005. La LD a ensuite quitté le gouvernement sous la pression de sa base.⁵

Présente sous sa propre bannière aux présidentielles de 2007, la LD/MPT a obtenu 2,21 % des voix.

Ibrahima Konté et Mamadou Diouf reprochent à la LD/MPT d'avoir voulu « caporaliser » les syndicats. On peut résumer ainsi leurs propos :

Fréquemment, les militants de LD/MPT cumulent en effet des responsabilités syndicales et politiques.⁶ Avant 1981, Mamadou Ndoye était à la fois le secrétaire général du syndicat enseignant SUDES et membre du Bureau politique de la LD/MPT. Un militant d'une autre sensibilité politique ayant été élu en 1981, puis en 1984, Mamadou Ndoye a alors organisé une scission puis créé en 1987 un nouveau syndicat sous le nom d'UDEN.

Par la suite, Mamadou Ndoye s'est retrouvé ministre de l'Alphabétisation et la Promotion des Langues de 1993 à 1998.

De la même façon, Mamadou Diop « Castro », un des principaux responsables de la LD/MPT a même été député tout en étant, par ailleurs, secrétaire général de l'UDEN.

- 1 Entretien avec Ibrahima Konte (2008).
- 2 La LD/MPT fait son entrée à l'Assemblée Nationale en 1993 avec 3 élus après avoir obtenu 2,41 % des voix.
- 3 « Suite à l'évolution du contexte social et politique national, et aux transformations du climat international, la LD/MPT opte pour l'adaptation sans pour autant perdre son âme. Elle restera une force politique porteuse de progrès social. La Conférence Nationale du parti est érigée en Congrès Extraordinaire des 3 et 4 août 1991. Le Congrès décide d'élargir les valeurs référentielles de son orientation politique et d'assouplir son mode de fonctionnement ». www.ldmpt.sn/html/historique.htm
- 4 Diop-Diouf : Le Sénégal sous Abdou Diouf (1990) p 218.
- 5 Entretien avec Ibrahima Konte (2008)
- 6 Les militants de la LD/MPT ne sont pas les seuls à cumuler fonctions politiques et fonctions syndicales. Dans le cas du syndicat enseignant SUDES on a eu l'opposition entre une direction dominée par la LD et une autre direction dominée par le PIT et le RND alliés pour la circonstance.

QUELQUES LECTURES :

www.ldmpt.sn

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Abdoulaye+Bathily

LE RND - RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

La grande figure du RND est l'historien Cheikh Anta Diop¹, décédé en 1986. Le porte-parole actuel du RND est Madior Diouf.²

Le RND a vu le jour en 1976 et a été légalisé en 1981. Il a été formé pour l'essentiel par des intellectuels, mais avait aussi un embryon de base populaire (syndicat des paysans et pasteurs). Ses militants provenaient de deux horizons politiques différents ³ :

- des anciens militants du BMS ⁴, fondé et dirigé par Cheikh Anta Diop,
- des anciens membres de la direction historique du PAI, parti historiquement prosoviétique, et qui s'en étaient séparés en 1963 et 1967⁵ (voir le texte sur le PAI figurant dans ce numéro).

Lors des élections législatives de 2001, le RND a obtenu avec 0,7 % des voix et un siège. Il a boycotté les législatives de 2007.

Le RND participe au Front Siggil (fondé en 2007) qui regroupe la plupart des partis d'opposition, dont le PS.

1 www.monde-diplomatique.fr/1998/01/A/9788 www.cheikhantadiop.net

2 <http://fr.allafrica.com/stories/200705081013.html>

3 Jean-Marie Nzouankeu Les partis politiques sénégalais (1983) p 41.

4 Fondé en 1961, le BMS (Bloc des masses sénégalaises) appartenait au courant nationaliste pan-africain, dont certains membres se réclament du marxisme. Les fondateurs de ce parti se sont notamment opposés aux socialistes en 1958 en revendiquant l'indépendance immédiate. Le BMS a été interdit en 1962 lors du tournant autoritaire du régime socialiste. En 1963, une fraction du BMS se rallie au pouvoir, mais Cheikh Anta Diop reconstitue son courant politique sous le nom de FNS.

5 Babacar Buuba Diop (1992) p 4.

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'AND JÉFF / PADS

Avant 2000, And Jëff / Parti africain pour la démocratie et le socialisme a été de très loin la principale formation politique incarnant des valeurs de gauche, face à un PS ayant assuré pendant 40 ans la transition au néocolonialisme. Depuis 2000, AJ/PADS, a participé, presque sans discontinuité, aux gouvernements constitués sous la houlette d'Abdoulaye Wade. Ce parti s'est alors coupé d'une grande partie de sa base et est entré en crise.

Bayla Sow, qui a longtemps milité dans ce parti explique : « *Dans la foulée de mai 68, ont existé au Sénégal de multiples organisations clandestines maoïstes et trotskystes. Ces organisations ont activement participé aux mobilisations estudiantines et sociales, marquées notamment par la mort d'Omar Blondin Diop dans les geôles du pouvoir* ».

Ne supportant plus la crise sociale et les luttes, Senghor est parti de lui-même en 1980. Son successeur, Abdou Diouf, a institué le multipartisme intégral. La quasi-totalité des forces de gauche et d'extrême-gauche ont alors demandé leur légalisation et se sont révélées au grand public.

And Jëff/PADS résulte de la fusion en 1991 de deux organisations maoïstes (And Jëff/MRDN¹ et UDP²) et de deux organisations trotskystes (l'OST³ et le cercle des lecteurs de Suxuba⁴)⁵.

Les principaux responsables d'AJ/PADS avaient participé à la vague de mobilisations autour de mai 68. Ils avaient ensuite joué un rôle moteur dans la constitution des syndicats autonomes⁶. La majorité des responsables du SUTELEC (électricité) et du SAES (enseignement supérieur) étaient membres d'AJ/PADS. Il en allait de même pour environ la moitié de ceux du SUTSAS (santé). Les militants d'AJ/PADS étaient également très présents dans le SNTPT (poste et télécommunications)⁷. On peut évaluer à un tiers le pourcentage de responsables de l'UDEN (enseignement) qui étaient également membres d'AJ/PADS.

« *Dans le secteur privé, où le rapport des forces était beaucoup plus défavorable, et où il était difficile de créer des syndicats autonomes, les militants d'AJ/PADS ont généralement adhéré aux syndicats affiliés à la CNTS. Certains d'entre eux y ont parfois exercé d'importantes responsabilités en taisant leur appartenance politique* » explique pour sa part Olivier Sagna. Des militants d'AJ avaient également des responsabilités dans de nombreuses associations sportives et culturelles.

« *AJ-PADS était la principale force de gauche* » poursuit Bayla Sow. « *C'était un parti militant, ayant des positions très tranchées et qui a refusé pendant près de 20 ans toute compromission. Landing Savané, son porte-parole charismatique,*

avait refusé plusieurs offres de participation au gouvernement contrairement aux responsables de la LD et au PIT. Landing jouissait d'une grande popularité »⁸.

Aux élections présidentielles de 1993, AJ/PADS recueillit 3 % des voix, ce qui plaçait ce parti en troisième position, loin derrière le socialiste Diouf et le libéral Wade.

LE TOURNANT DE 1998-2000

Aux élections municipales de 1998, le PS avait beaucoup reculé. AJ/PADS, le PIT et la LD ont alors estimé que l'alternance était à portée de main quel que soit celui qui porterait la bannière et ont alors réalisé une alliance derrière Wade⁹.

Bayla sow se souvient : « En 2000, nombreux étaient les Sénégalais qui en avaient marre du pouvoir en place depuis 40 ans. Ils voulaient un changement qualitatif pour en finir avec ce régime de corruption et de dilapidation des ressources. Les militants de gauche sont allés voter en se disant que l'alternance c'était Wade, et que comme il était très vieux, il allait de toutes les façons ne faire qu'un seul mandat. De plus, le programme politique et économique de la CA 2000 était assez bon sur une série de points. L'autre élément était que les « socialistes » au pouvoir depuis 40 ans avaient en fait pratiqué un libéralisme pur et simple. Après coup, il est toujours possible de dire que l'on savait très bien qui était Wade. Mais en 2000, le choix était entre Wade et les socialistes qui étaient au pouvoir depuis 40 ans ».

« La victoire de Wade en 2000 s'est accompagnée d'un élan populaire exceptionnel. Se posait alors un dilemme pour toutes les forces de gauche : fallait-il gérer la victoire avec Wade, ou laisser Wade gérer celle-ci. Comme les autres partis ayant contribué à la victoire, AJ/PADS a décidé de participer à la coalition gouvernementale sous la houlette du nouveau président¹⁰, mais en le contrôlant pour qu'il respecte les engagements qu'il avait pris sur les plans démocratiques, économiques et politiques. AJ/PADS s'est alors retrouvé avec trois ministères ainsi que des postes dans les directions d'organismes et de sociétés publiques.

Mais Wade a très rapidement mis de côté le programme sur lequel il s'était fait élire. A part deux ou trois mesures, il a poursuivi la politique libérale menée par la majorité précédente.

Le combat pour lequel toute une génération avait lutté pendant une bonne trentaine d'années a été relégué de côté à partir des années 2000. Cela a entraîné un brouillage total des repères idéologiques au Sénégal.

Les relations amicales et fraternelles qu'on avait eues dans AJ/PADS, je ne les ai pas senties en 2002-2004, lorsque les salariés de mon secteur et moi-même traversions les pires difficultés. Je tapais à la porte de leur ministère, mais c'était la croix et la bannière pour les voir et il n'était pas possible de discuter avec eux. Le reproche fondamental que j'adresse à la direction d'AJ/PADS est qu'elle a été coupable de bout en bout de l'échec de l'Alternance. AJ avait participé à l'élaboration du pro-

gramme sur lequel Wade s'était fait élire. Mais comme celui-ci ne le respectait pas, AJ devait rompre avec lui. Si AJ était sorti du gouvernement dès les deux premières années, elle serait aujourd'hui une alternative crédible. Mais malheureusement, la direction d'AJ est restée dans la coalition au pouvoir, alors que le PIT en est sorti au bout de 8 mois et la LDIMPT jusqu'en 2005.

Il y a eu un début de débat au sein de l'appareil d'AJ pour savoir s'il fallait rester ou pas au gouvernement. Mais les dirigeants d'AJ avaient commencé à prendre goût aux avantages du pouvoir, et ils sont restés. AJ a alors perdu de son audience et de son aura. Dans AJ le vent s'est mis à souffler et de nombreux militants ont démissionné ».

Le débat s'est amplifié en 2006, un an avant les présidentielles de 2007. Fallait-il rester au gouvernement ce qui voulait dire avaliser la politique de Wade, ou fallait-il en sortir ce qui amènerait à se priver des moyens que cela procure. Des dirigeants d'AJ ont tenu le discours suivant : « Nous avons besoin d'argent pour assurer notre présence parmi les masses et avoir le soutien des chefferies religieuses, et par le passé nous n'en avons jamais eu, etc. ». « Il y a une part de vrai là-dedans », commente Bayla Sow, « parce qu'au Sénégal, adhérer à un parti ne signifie pas nécessairement payer une carte et des cotisations. C'est plutôt souvent un moyen pour demander aux responsables de quoi manger ou payer des médicaments. La direction d'AJ a laissé le combat politique de côté au profit de cette orientation de « massification » suivant laquelle il faut avoir de l'argent, par n'importe quel moyen.

Tant que Wade sera au pouvoir, il y aura deux blocs : ceux qui sont avec lui, et ceux qui sont contre lui. Ceux qui gèrent le pouvoir avec Wade le font pour des raisons purement matérielles : avoir des postes dans les institutions et des 4x4. Ils cherchent à se justifier en disant qu'ils se sont beaucoup sacrifiés dans le passé, qu'ils ont beaucoup souffert, que cela les a pénalisés dans leur carrière, etc. Ils ajoutent qu'aujourd'hui, le temps est venu pour eux de se rattraper, qu'ils doivent penser à leurs vieux jours dans un pays où les retraites sont faibles, etc. Pendant des années, les dirigeants d'AJ/PADS n'avaient jamais accepté les compromissions. Aujourd'hui, Landing a changé comme ce n'est pas possible. Dans les interviews, il fait référence à sa maison à Touba, le haut-lieu des marabouts mourides ! D'après un journaliste très connu, Landing Savané, aurait même utilisé cet affichage religieux pour demander à Wade de le désigner comme successeur.¹¹

En 2007, les divergences se sont développées au sein d'AJ. Landing a alors été contraint de se présenter aux élections présidentielles contre Wade, tout en restant au gouvernement. Il a tenu des propos ridicules en expliquant qu'il ne savait pas qu'il avait été au pouvoir avec des voleurs, mais qu'en ce qui le concernait, il avait les mains propres. Même des partisans de Landing ont trouvé un tel discours incohérent : comment pouvait-il être resté avec des partenaires pendant des années sans se rendre compte de leurs pratiques mafieuses ? De son côté, Wade

n'a pas apprécié et a dit que si AJ n'était pas d'accord, elle devait sortir du gouvernement. Dès sa réélection, Wade a viré AJ du gouvernement ».

Landing a fait un très mauvais score aux présidentielles de 2007¹², et Wade a par contre été réélu. Au début, Wade ne voulait plus d'AJ au gouvernement, mais il a ensuite changé d'idée. Devant la contestation populaire qui se développe, Wade s'est sans doute dit qu'il valait mieux avoir un résidu d'AJ dans le camp présidentiel, que de l'avoir dans l'opposition. Il espérait peut-être aussi qu'AJ se dissolve finalement au sein du PDS et que cela pourrait aider à ce que son fils Karim lui succède. Le débat a fait rage dans AJ. La majorité de la base voulait rompre avec la participation gouvernementale, parce qu'elle avait le sentiment d'avoir perdu son identité et ses valeurs, et qu'il était temps de faire un bilan. Mais Landing et Decroix voulaient absolument redevenir ministres. Ils étaient devenus ce qu'on appelle au Sénégal des « pouvoiristes », prêts à accepter n'importe quoi pour retrouver leurs prébendes. Le langage officiel de Decroix est que pour avoir les masses avec soi, il faut détenir de l'argent afin de régler leurs problèmes quotidiens, donner de l'argent aux marabouts, etc.

Landing et Decroix sont donc retournés au gouvernement en avril 2008. Ils ont stigmatisé les responsables d'AJ qui n'étaient pas d'accord. Ces derniers s'étaient organisés au sein du parti pour faire connaître leurs positions de manière ouverte, car le débat était jusque là resté au sein de l'appareil. On trouvait parmi eux des militants du temps de la clandestinité, comme un entraîneur de foot très connu qui avait fait de la prison, ainsi qu'une ancienne députée et le responsable de la communication. Ils avaient été mis en marge, puis exclus en février 2008 pour avoir fait paraître dans la presse un manifeste. Ceux que la presse a surnommé « les frondeurs » se sont alors lancés dans la construction d'un nouveau parti politique ». Celui-ci a pris le nom de « Yoonu Askan Wi » que l'on peut traduire par Mouvement pour l'Autonomie Populaire¹³.

Par ailleurs, sur la droite d'AJ, un processus de scission s'est mis en place autour de Mamadou Diop "Decroix".

Le jugement d'Ibrahima Konté est sans appel : « *La fragmentation actuelle d'AJ est due au fait qu'ils n'ont plus de ligne. Pendant des années, Landing s'est mis derrière Wade, et au moment des élections de 2007, il s'est levé subitement pour se mettre à le critiquer. Aujourd'hui, AJ est à nouveau au gouvernement. Le raisonnement de Landing peut se résumer ainsi : "j'ai contribué à l'alternance, et je dois donc participer au gouvernement qu'il pleuve ou qu'il vente". Wade les fait chanter. A la limite, il les ridiculise. Landing est presque mort. La base d'AJ a demandé à Landing de sortir du gouvernement. Landing a résisté, et c'est cela qui l'a tué.*

Pour résumer mon point de vue : la gauche a perdu, mais ceux qui ont écouté leur base s'en sont moins mal sortis qu'AJ. Beaucoup de gens qui se reconnaissent dans AJ sont aujourd'hui éccœurés ».

- 1 And Jéff – MRDN (Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle) était la principale de ces quatre organisations. Ce parti diffusait clandestinement son journal Xarebi. Ses militants furent durement réprimés. Landing Savané, son représentant le plus connu est par exemple emprisonné un an en 1975-1976, puis à nouveau en 1994 et en 1998. Légalisé en juillet 1981, And Jéf s'est présenté pour la première fois aux élections en 1988. www.landingpresident.net/View/bio.html
www.seneweb.com/news/engine/print_article.php?artid=8350
- 2 L'Union pour la démocratie populaire (UDP) a été fondée par des militants du Mouvement des jeunes marxistes-léninistes (MJ-ML). L'UDP avait soutenu la candidature de Mamadou Dia aux élections présidentielles de 1983.
- 3 Succédant au GOR (Groupe ouvrier révolutionnaire), l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) appartenait au même courant international que la LCR en France. Légalisée en 1982, l'OST a soutenu la candidature de Majhemout Diop (PAI) aux élections présidentielles de 1983.
- 4 Suxuba signifie « Correspondance ouvrière ».
- 5 AJ-MRDN était la principale composante de la nouvelle organisation et ses militants tirèrent une place prépondérante dans AJ/PADS. Des militants de l'ancienne OST ont eu le sentiment que les anciens d'AJ-MRDN ont continué à se voir secrètement. De leur côté, beaucoup d'anciens de l'UDP ont eu du mal à trouver leur place dans AJ-PADS et ont commencé à délaisser le champ politique. « Je continuais à me réclamer d'AJ mais ce n'était pas la même vie militante » explique en ce qui le concerne Bayla Sow.
- 6 A l'époque, existait dans AJ/PADS une structure composée de cadres syndicaux, appelée MOS (Mouvement ouvrier syndical), qui aidait à coordonner leur action.
- 7 Gabou Guèye, à l'époque militant connu d'AJ/PADS, est ensuite devenu marabout mouride tout en restant secrétaire général du principal syndicat de la poste.
- 8 « La question des individus est très importante au Sénégal. Les gens sont tellement confrontés à des problèmes d'ordre alimentaire, que le référentiel idéologique a tendance à passer au second plan. Il n'est en effet pas possible de parler de la « quatrième internationale » ou de « bolchévisme » à quelqu'un qui a faim. Il n'écouterait pas. J'ai été confronté à cela dans les années 80 lorsque je brandissais le « petit livre rouge ». La première question qui est posée au Sénégal à un militant politique est : « qui est le dirigeant de ton parti ? ». En effet, les partis sénégalais reposent le plus souvent sur une seule personne qui s'occupe de tout, et qui assure le financement parce que personne n'a les moyens de cotiser. Résultat, tout à tendance à tourner autour d'une seule personne. C'était également le cas à AJ qui a été financé pendant des années par Landing et son épouse, notamment du temps de la clandestinité. Pour cette raison, il est aujourd'hui difficile aux militants de s'opposer à lui » (Bayla Sow).
- 9 En 1998, une manifestation politique s'était accompagnée de la mort de plusieurs policiers. Suite à cela, les principaux dirigeants de gauche se sont retrouvés en prison en compagnie de Wade. Cela a créé des liens personnels entre eux qui ont facilité le brouillage idéologique actuel.
- 10 « AJ-PADS avait imposé un candidat ayant remporté les élections et avait participé à la mise sur pied du programme. Dans ces conditions, ceux qui dans AJ n'étaient pas d'accord avec cette politique étaient extrêmement minoritaires » (Bayla Sow).
- 11 « L'ancien révolutionnaire Landing Savané affiche désormais et de façon ostentatoire – en dépit de l'œcuménisme de bon aloi qu'il porte par ailleurs – son appartenance indéfectible au mouridisme. Il ne dédaignera pas de supplanter le président Abdoulaye Wade dans le cœur des mourides. Il lui a demandé, a-t-il révélé, de le sponsoriser en lui confiant le pouvoir, au moment où il le quittera. La solidarité entre frères mourides, espère-t-il sûrement, pourrait faire pencher la balance en sa faveur au détriment des autres prétendants au « trône ». Abdou Latif Coulibaly Une démocratie prise en otage (2006) p 81.
- 12 Landing Savané n'a obtenu que 2,07 % des voix, soit deux fois moins que son parti en 2001.
- 13 www.yoonuaskanwi.org

QUELQUES LECTURES :

www.landingpresident.net/
 Interview de Marie-Angélique Savané www.landingpresident.net/View/interview.htm
www.seneweb.com/news/engine/print_article.php?artid=8350
www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Landing+Savané%E9
www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Mamadou+Diop+Decroix
www.archipo.com/videos.php?nom_video=archives/video/decroix/retour_gouv_decroix.wmv&nom=Mamadou%20Diop%20Decroix
 A propos du livre "La Cause du Peuple" de Mamadou Diop Decroix (2007) :
www.africanglobalnews.com/index.php?page=article&id_article=358

LES ORGANISATIONS SYNDICALES DU SENEGAL 1945 - 2009

| | | | | | | | | |
|----|--|--------------------------------------|--|-------------------------------------|-----------|--|--|---------------------------|
| 45 | | | | | | CGT | | CFTC |
| 46 | | | Loi sur l'abolition du travail forcé | | | | | |
| 47 | | | | | | Grève des cheminots oct 47 à mars 48 | Influence BDS | FO (SFIO) |
| 48 | | | | | | 17 500 cheminots quittent la CGT | | |
| 49 | | | | | | | | |
| 50 | | | | | | | | |
| 51 | | | | | | | | |
| 52 | | | | | | | | |
| 53 | | | | | | | | |
| 54 | | | SUEL (instituteurs) | | | | | |
| 55 | | | SUEL et cheminots participent à la création de l'UGTAN | | | CGT-AOF coupe les liens avec la CGT-France | | FO : 11% |
| 56 | | | (PAI, PRA-S) | | | CGTA 26 % | CGT : 44 % des syndiqués | CATC : 7 % |
| 57 | | | | | | UGTAN | | |
| 58 | | | | | | UGTAN orthodoxe (PRA-S) | autonome UTS (UPS) | |
| 59 | Divers syndicats opposés au pouvoir (PAI, PRA-S) | Assoc profs africains | Répression | Scission UPS (Doudou Nqom) (SYNELS) | | Dissolution | UGTS (UPS) (Alioune Cissé) | |
| 60 | | | | | | UST | UNTS (UPS) | |
| 61 | | | | | | | Eclatement UNTS | |
| 62 | | | | | | CST (Madia Diop, PRA-S) | Réunification UNTS(UPS) | CNTCS |
| 63 | | | | | | | | |
| 64 | | | | | | | | |
| 65 | | | | | | | | |
| 66 | | SPAS 200 | 4 900 adh | | CGTS 2650 | 4900 adh | 51 600 adh | 3 000 adh |
| 67 | | | FES | | | UNTS, centrale unifiée indépendante de l'UPS (Doudou Nqom) partie prenante de mai 68 | | |
| 68 | | | | | | | | |
| 69 | | | SES (Ida DerThiam) incluant SYNES | Dissolution UNTS | | | CNTS, intégrée dans UPS (Doudou Nqom) | CNTCS reprend sa liberté |
| 70 | | | | | | | | |
| 71 | | | Grève, arrestations (SS Fall remplace ID Thiam) | Disparition UNTS | | | 59 000 cotisants, FENES (enseignants) Conflit Doudou Nqom-Madia Diop | |
| 72 | | | Grèves, dissolution | | | | | |
| 73 | | | | | | | | |
| 74 | | | | | | | | |
| 75 | | | | | | | | |
| 76 | | | | | | | | |
| 77 | | | SUDES | | | | Luttes autour des postes dans les institutions | UTLS (F tain F. F) |
| 78 | | | | | | | Crise de la CNTS | |
| 79 | | | Grève enseignement Etats généraux | | SUSTAS | | Affiliation au PS remplace intégration (Babacar Diagne) Check off | explosio |
| 80 | | | | | | | Députés CNTS votent des lois anti-ouvrières | |
| 81 | | | | | | | Manifeste du Renouveau Syndical (Madia Diop) Madia Diop l'emporte | |
| 82 | | | | | | | | |
| 83 | | | | | | | | |
| 84 | SATJUS, SATS, SITS ne rejoindront aucune centrales | | Conflits PIT-LD purges anti-maos | | | Médor SG SNTPT | Bagarres sanglantes | |
| 85 | | | | | | | | |
| 86 | | | | | | | | |
| 87 | | | | | | | | |
| 88 | | | | | | | | |
| 89 | | | UDEN (LD/MPT) | Grèves | | SNTPT se désaffilie | Alioune Sow exclu CNTS et PS, crée l'UDTS | |
| 90 | SINFAD | | | | | SNTPT (Guèye, AJ) | SYTS (Médor) (Konté, PIT) | UTS (PI SDTS (F |
| 91 | | | PIT participe au gouvernement 91 à 98 | | | | | |
| 92 | | | | | | | | |
| 93 | | | | | | | | |
| 94 | | | | | | | | |
| 95 | | | | | | | | |
| 96 | | | | | | | | |
| 97 | UTS | CSA confédération 7,6 % des délégués | 19,6 % des délégués du perso, Sock (électricité) en prison | | | | 61,3 % des délégués du personnel (71,9 % dans le privé) | 5,40% |
| 98 | | | | | | | | |
| 99 | | | | | | | | |
| 0 | | PIT 8 mois au gouvermt | M. Sock aux présidentielles LD/MPT au gvmnt 2000 à 2005 | | | | Désaffiliation du PS (Mody Guiro) | |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | INTERSYNDICALE | | | | | | CNTS-FC (Cheikh Diop PDS) |
| 9 | | | | | | | | INTERSYNDICALE |

Quatre centrales (UTS, CSA, CNTS et UDTS) appartiennent à l'Intersyndicale qui a appelé à la grève le 22 mai 2008.
Les 14 autres centrales ont formé le "Front unitaire".

LES SYNDICATS SÉNÉGALAIS

Une "cartographie" chronologique des syndicats est disponible ci-contre, à la fin de cette revue , ainsi que dans la rubrique "International" sur www.solidaires.org

UNE BRÈVE HISTOIRE DU SYNDICALISME

Le syndicalisme a toujours joué un grand rôle dans la vie politique et sociale sénégalaise. Pourtant, seul un très faible pourcentage de la population est membre d'une organisation syndicale : la majeure partie de la population vit en effet à la campagne ou de petits boulots urbains.

Sauf indication contraire, une grande partie des éléments présentés ci-dessous sont issus du texte « Les syndicats, l'État et les partis politiques » écrit en 1992 par Babacar Diop Buuba¹. D'autres éléments sont repris du livre « Le Sénégal sous Abdou Diouf » de M-C. Diop et M. Diouf (1990).

DES ORIGINES À L'INDEPENDANCE

Le caractère précoce du mouvement revendicatif des travailleurs au Sénégal a été illustré par les grèves des cheminots en 1919, 1925, 1938 et 1947-48.

Toutefois, l'impact de ces mouvements connu pendant longtemps de sérieuses limites imposées par la puissance coloniale. Il a notamment fallu attendre l'avènement du Front Populaire en France pour que soit reconnu à tous le droit d'adhérer à des associations professionnelles. Le pluralisme syndical qui était de tradition dans la métropole eut alors son prolongement au Sénégal.

L'avènement du régime de Vichy consacra un recul dans l'exercice des libertés politiques en général, syndicales en particulier. Ce fut le décret du 7 août 1944 qui rétablit le droit syndical dans les colonies.

La série de grèves déclenchées entre décembre 1945 et février 1946 a non seulement permis aux travailleurs africains des secteurs privé et public de surmonter leurs différences, mais offrit aussi l'occasion aux membres des deux communautés (française et africaine) de porter ensemble de rudes coups à l'administration. Cette période a été marquée par l'hégémonie du PCF sur le mouvement syndical.

Mais de graves divergences commencèrent à se manifester au sein des syndicats confédérés sur l'appréciation des relations avec le Parti communiste et le RDA, l'allié africain du PCF². Phénomène amplifié par l'apparition de nouvelles formations politiques.

La grande grève des cheminots en 1947 en posant le principe de l'égalité de traitement entre Africains et Européens indiquait une tendance "nationaliste" plus marquée³.

Déçus par l'attitude de la CGT, 17 500 cheminots africains quittèrent la CGT pour s'organiser séparément⁴.

En 1949, les dirigeants de ce mouvement participèrent au BDS, le nouveau parti fondé par Senghor après sa démission de la SFIO.

Pour contrecarrer l'action du BDS, la SFIO, partisane de l'assimilation, invita ses militants et ceux qui étaient méfiants envers le PCF à grossir les rangs de la CGT-FO. Par la suite, le rapprochement entre politiciens du BDS de Senghor et syndicalistes de la CGT s'accrut.

Senghor choisit comme colistier le dirigeant syndicaliste Abass Guèye lors des élections pour l'Assemblée territoriale, et son parti remporta les élections en 1951. L'hégémonie du PCF sur les cégétistes sénégalais fut alors remise en cause.

Au niveau du continent africain les tentatives d'unification avaient abouti, en janvier 1957, à la création de l'UGTAN (Union générale des travailleurs d'Afrique noire) qui éclata rapidement.

Les dirigeants de l'UGTAN, partisans de l'indépendance totale et immédiate, avaient en effet appelé à voter "non" au référendum de 1958. D'autres syndicalistes appelèrent par contre à voter "oui" et firent équipe avec Senghor qui venait de fusionner son parti avec la vieille SFIO.

La grève générale qui fut déclenchée par l'UGTAN du 4 au 6 janvier 1959 envenima davantage les rapports. Le parti de Senghor essaya alors d'affaiblir l'UGTAN de l'intérieur et provoqua des scissions. De 1960 à 1963, il y a eu trois organisations séparées portant le nom d'UGTAN explique Ibrahima Konté. De leur côté, des enseignants s'organisèrent en syndicats autonomes.

Même si après l'indépendance des regroupements partiels eurent lieu sous la houlette du pouvoir, cette période est à la racine de trois phénomènes durables dans le syndicalisme sénégalais :

- une tradition d'intervention des partis politiques au sein des organisations syndicales,
- le maintien de courants oppositionnels dans la centrale syndicale liée au parti socialiste,
- l'existence durable de syndicats autonomes.

Il est important de noter que parmi les syndicalistes qui s'opposèrent à Senghor figurait Madia Diop, qui jouera par la suite un grand rôle au sein du syndicalisme sénégalais.

DE L'INDEPENDANCE À 1980

Une fois au pouvoir en 1960, Senghor demanda au syndicalisme de "se reconverter" et de "revenir à son rôle naturel qui est, avant tout de défendre le pouvoir d'achat de ses membres. (...) La conclusion de cette réflexion est que les syndicats feront leur le programme de politique générale du parti majoritaire et des gouvernements"⁵.



Comme il le fit avec les partis politiques, Senghor mena une politique combinant répression contre ceux qui lui tenaient tête, mainmise renforcée sur la centrale syndicale contrôlée par son parti, propositions de fusion organisationnelle.

Ce processus culmina au niveau politique en juin 1966, où la seule organisation politique légale fut désormais le parti au pouvoir. Il en alla de même au niveau syndical où tous les syndicats fusionnèrent en avril 1967 sous le nom d'UNTS (Union nationale des travailleurs du Sénégal). Officiellement⁶, tout travailleur membre du parti devait obligatoirement être membre de l'UNTS, et tout membre de l'UNTS ne pouvait pas adhérer à un autre parti.

Mais la constitution d'une centrale syndicale unique eut l'effet inverse de celui escompté par le pouvoir. En fait, la nouvelle centrale comprenait de nombreux opposants politiques militant dans des organisations clandestines. Par ailleurs, cet afflux des travailleurs non membres du parti au pouvoir ne manqua pas d'influer sur l'orientation de l'UNTS : elle ne tarda pas à dénoncer la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Cette radicalisation du mouvement syndical trouva un terrain favorable à la faveur de la contestation des élèves et des étudiants à partir de mars 1968.

L'agitation scolaire et universitaire en mai 1968 créa une vive tension dans le pays : un étudiant avait été tué et il y eut plus d'une soixantaine de blessés. Pour apporter son soutien aux étudiants et aux élèves, l'UNTS décréta une grève générale illimitée. Les affrontements entre policiers et manifestants se multiplièrent. Des syndicalistes furent arrêtés, puis relâchés.⁷ De nouvelles grèves éclatèrent en 1969.

Considérant que l'UNTS était fortement influencée par les communistes membres du PAI illégal, le gouvernement prononça sa dissolution et arrêta ses dirigeants. Il fit de même en 1973 avec le syndicat autonome enseignant SES⁸.

Le pouvoir avait préalablement mis sur pied une nouvelle centrale syndicale sous le nom de CNTS. Celle-ci fut directement intégrée dans le parti au pouvoir⁹. Le Sénégal avait à l'époque sept régions, et la CNTS était considérée comme une huitième région qui se voyait attribuer par l'Etat tous les attributs d'une région administrative : des fonds, deux postes de ministres, 10 % des sièges à l'Assemblée Nationale, un quota de présidence de conseils d'administration ! Nombre de responsables de la CNTS ont fait leur expérience syndicale dans un cadre pareil, et lorsque l'on fait vivre un syndicat avec cette mentalité, nécessairement des difficultés apparaissent au moment du partage des prébendes.

A partir de 1974, le pouvoir finit par lâcher du lest. Il commença par autoriser un autre parti que le sien, le PDS de Wade¹⁰, puis son prolongement syndical, l'UTLS. Cette nouvelle centrale connut un essor important et des militants d'extrême-gauche et du parti prosoviétique PIT décidèrent d'y militer. Le PDS perdit alors le contrôle qu'il voulait exercer sur l'UTLS. En 1979, celle-ci commença à se désintégrer sous les coups du pouvoir et de la rivalité entre formations politiques de l'opposition légale ou clandestine.

Le syndicalisme autonome refit surface avec, en 1976, la création du syndicat enseignant SUDES. La plupart des dirigeants du SUDES étaient par ailleurs membres d'organisations politiques clandestines.

Pour endiguer le mécontentement qui gagnait les rangs de la CNTS et pour trouver une solution aux graves dissensions qui secouaient la direction, l'intégration de la CNTS au PS fut remplacée en 1977 par sa seule affiliation.

DE 1981 À L'ALTERNANCE DE 2000

A son arrivée au pouvoir, Abdou Diouf autorisa tous les partis politiques et ceux-ci proliférèrent rapidement.

Simultanément, de nombreux syndicats autonomes se constituèrent comme dans la santé, l'électricité, la justice, les journalistes, etc¹¹. Plusieurs syndicats se désaffilièrent par ailleurs de la CNTS, comme dans les PTT et les transports en commun de la région de Dakar.

Voulant désamorcer la contestation syndicale dans l'éducation, Abdou Diouf fit d'Iba Der Thiam, un militant connu du syndicat enseignant SUDES, son Ministre de l'Éducation de 1983 à 1988. Il en a résulté une accentuation des rivalités politiques au sein de ce syndicat. De l'éclatement du syndicat enseignant SUDES original naquirent le SAES (supérieur) en 1985, et l'UDEN en 1987.

Dès le début des années 1980, les syndicats autonomes tentèrent de s'organiser de façon interprofessionnelle, mais une première forme de structuration n'est intervenue qu'en 1987. Il en a résulté par la suite la création de deux centrales autonomes : l'UNSA en 1990, et la CSA en 1997.

LA LUTTE DES ELECTRICIENS DE LA SENELEC¹²

Fondé en 1982, le syndicat autonome Sutelec constituait un sérieux obstacle à la privatisation du distributeur public d'électricité. Il organisait en effet 1 500 des 2 300 agents, dont 98 % du personnel des unités techniques. Son secrétaire général, Mabemba Sock¹², était simultanément secrétaire général de la confédération UNSAS.

En 1998, afin d'être sûr de pouvoir privatiser, le gouvernement de Diouf a mis la direction du syndicat sous les barreaux : 27 militants ont été arrêtés le 20 juillet à l'aube, et 5 militants passèrent alors à la clandestinité pour organiser la lutte. La Senelec fut mise en état d'urgence avec des policiers déployés dans toutes les unités techniques, et l'interdiction de tenir la moindre réunion. La lutte s'organisa néanmoins à l'intérieur de l'entreprise : les travailleurs rendirent la Senelec ingouvernable, et d'autres militants furent alors emprisonnés. Malgré cela, le gouvernement d'Abdou Diouf organisa des procès honteux qui débouchèrent sur la condamnation de Mademba Sock et d'un militant à six mois fermes pour troubles de l'ordre public. Nombre d'inculpés perdirent leurs emplois à leur libération. Lors des élections présidentielles de 2000, Sock se présenta au premier tour sous la bannière d'une petite organisation d'origine marxiste-léniniste pro-albanaise, le Rassemblement des Travailleurs africains - Sénégal (RTAS) et il recueillit environ 1 % des suffrages.

Le régime issu de l'alternance réhabilita Sock et ses camarades, ils furent tous réintégrés à la Senelec et indemnisés. Sock fut ensuite nommé président du Conseil d'Administration de l'Institution de Prévoyance Retraite (Ipres), et de l'Agence Sénégalaise pour l'électrification rurale (Aser).

Les mobilisations sociales et la croissance des syndicats autonomes eurent d'importantes répercussions sur la CNTS qui regroupait, avec ses 70 000 adhérents déclarés, la majorité des travailleurs organisés.

Dès l'arrivée au pouvoir du président socialiste Abdou Diouf¹³, une tendance baptisée « Renouveau syndical » fut créée au sein de la CNTS. Cette tendance était animée par Madia Diop qui, par le passé, s'était opposé plusieurs fois au pouvoir. La propagande de cette tendance manipulait des thèmes qui n'étaient pas tellement éloignés de ceux de l'opposition et dénonçait la corruption des dirigeants de la centrale. Elle suscita un grand intérêt en milieu ouvrier et dans les partis d'opposition, notamment le parti prosoviétique PIT. Etant donné le discrédit de l'équipe précédente, il est plus que probable que certains éléments du pouvoir appuyèrent également « discrètement et efficacement » Madia Diop pour « canaliser les courants contestataires préjudiciables au régime ».

« Toute la stratégie de Madia Diop reposait sur une sorte de jeu de balancier » entre, d'une part, le PS et le gouvernement, d'autre part, les membres de son syndicat. Ce « jeu d'équilibriste » permettait, au passage, aux dirigeants du syndicat « de participer au partage de certaines responsabilités politiques et gouvernementales »¹⁴. La répartition de ces prébendes explique en grande partie les conflits sans aucune base idéologique au sein des organes dirigeants

A la fin des années 1990, la direction de la CNTS s'est trouvée de plus en plus déséquilibrée par le discrédit croissant du régime, le développement de luttes comme celle de la Senelec et la croissance des syndicats autonomes. L'exigence que la CNTS se désaffilie du PS se développa. De nombreux militants de la CNTS menèrent bataille pour le départ de Madia Diop. Il avait en effet critiqué les coupures d'électricité réalisées par le Sutelec, et avait en fait donné son aval pour l'arrestation de Sock en 1998. Il avait, de plus, levé à la demande du PS le mot d'ordre de grève générale pour les 28 et 29 juin 1999 qui avait été appelée conjointement par toutes les centrales syndicales.

L'ALTERNANCE DE 2000 ET SES SUITES

Avec la fin des 40 années de pouvoir socialiste, le paysage syndical a été en grande partie remodelé.

- Lors de son congrès de novembre 2001, la CNTS s'est désaffiliée du PS. Ce congrès marque symboliquement la fin de l'époque senghorienne dans le mouvement syndical. Wade a alors cherché à prendre le contrôle de la centrale. Il voulait reproduire à son profit la politique de domestication du syndicalisme mise en œuvre pendant 40 ans par son prédécesseur socialiste. « Mais il ne se rendait pas compte que le contexte et les mentalités avaient changé », explique Bayla Sow. « Ce qui avait été possible en 1981 avec le "Renouveau syndical" de Madia Diop ne l'était plus 20 ans plus tard. Il n'était plus possible d'embarquer les travailleurs de cette façon. Et le résultat a été, d'une part, la casure de la CNTS lors du congrès de 2001 et, d'autre part, la création de la CNTS-FC en janvier 2002. Wade a ensuite essayé de faire jouer à cette nouvelle centrale le rôle qu'Abdou Diouf avait fait jouer à la CNTS. Mais cela n'a pas davantage marché, d'autant plus que celle-ci a connu à son tour une scission en 2005¹⁵. Aujourd'hui, la CNTS-FC fonctionne en grande partie avec les moyens de l'Etat. Par exemple, lors de la fondation de la CSI, la CNTS-FC, qui n'avait qu'un délégué, avait 4 représentants. Cela n'était possible que grâce aux moyens de l'Etat. De la même façon, à la réunion annuelle du BIT à Genève, ils ont jusqu'à 7 représentants. C'est toujours la délégation la plus nombreuse. C'est encore pire que du temps du pouvoir socialiste ».
- L'UNASAS a vu son secrétaire général Mademba Sock nommé à la fois président du Conseil d'administration de l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) et de l'Agence sénégalaise pour l'électrification rurale (ASER). Même si sa centrale est restée indépendante de tout parti politique dans ses statuts, cette double casquette de syndicaliste et de Président de Conseil d'administration a créé, à un moment, une confusion au niveau des militants et de l'opinion.
- Parallèlement, la centrale autonome CSA est montée en puissance. Proclamant son indépendance à l'égard de tout parti politique, la CSA entend promouvoir

l'unité d'action avec les autres centrales syndicales et les mouvements associatifs. Une de ses particularités est d'organiser également les travailleurs du secteur informel.

Pour Kalidou Diallo¹⁶, « une rupture historique » a eu lieu, reposant sur « la disparition quasi simultanée » de deux orientations sur lesquelles s'était bâti le syndicalisme depuis l'indépendance.

- D'une part, « la collaboration discriminatoire entre les pouvoirs publics, le patronat et les seuls syndicats affiliés au parti socialiste¹⁷ a disparu avec le changement de régime intervenu le 19 mars 2000 ».
- D'autre part, le syndicalisme autonome¹⁸, très proche de l'opposition de l'époque, a soutenu et même accompagné le processus qui a mené à l'alternance ».

Kalidou Diallo y voit la raison de « la multiplication de nouveaux syndicats qui ont la caractéristique de s'enfermer dans des cadres étroitement corporatistes et se limitant à la défense des intérêts particuliers », passant sous silence que le nouveau pouvoir a largement encouragé ce processus d'émiettement.

Il existe en effet aujourd'hui, au Sénégal, 18 organisations auxquelles est reconnu le statut de centrale syndicale contre 10 en 1998. Pour Ibrahima Konté la multiplication de centrales, dont certaines n'existent que sur le papier, permet au pouvoir de relativiser le poids des principales d'entre elles.

Bayla Sow ajoute, pour sa part, que dans l'entourage de Wade certains cherchent en effet à créer des confédérations pour lui dire "nous maîtrisons les travailleurs". Mais en final, Wade a plusieurs sigles autour de lui, mais il n'a pas pour autant les travailleurs. En attendant, on a aujourd'hui, au Sénégal, un syndicalisme éparpillé, émietté et qui a donc perdu de sa force.

La division du mouvement syndical ne recoupe pas celle qui a longtemps existé entre la CNTS et les syndicats autonomes. Sont en effet regroupées en intersyndicale quatre centrales autonomes la CSA, l'UTS, la CNTS, et l'UDTS (qui est une ancienne scission de celle-ci). Les 14 autres centrales ont formé « le Front unitaire » dont les principales composantes sont la centrale autonome UNSAS et les deux scissions pro-Wade de la CNTS (la CNTS-FC et la CDSL). Le 22 mai 2008, seule l'intersyndicale appelait à une journée de grève générale. Mais le syndicat CNTS des transports en commun de la région de Dakar, qui est dirigé par un membre du parti au pouvoir, n'appelait pas à la grève. Inversement, le syndicat UNSAS des télécoms participait à la grève.

Le bilan tiré par Kalidou Diallo de la politique du gouvernement auquel il appartient n'est pas très glorieux : « Le PDS au pouvoir n'arrive pas encore à définir et à mettre en œuvre une politique syndicale cohérente. Les organisations syndicales considérées comme étant sous son influence, même si elles sont nombreuses, ne sont pas toutes aussi significatives. Elles peuvent certes aider à diviser le mouvement, donc bloquer des grèves générales, mais ne peuvent entreprendre

encore, à cette étape, aucune initiative syndicale d'envergure en faveur du gouvernement ».

- 1 « Les syndicats, l'État et les partis politiques » par Babacar Diop Buuba (1992). www.codesria.org/Links/Publications/monographs/trajectories/diopbuubatrajectetat.pdf
- 2 Le rassemblement démocratique africain (RDA) a été fondé en 1946. En 1950 la direction du RDA coupa les ponts avec le PCF et le groupe parlementaire RDA à l'Assemblée Nationale française et s'affilia au groupe socialiste.
- 3 Lire à ce sujet l'incontournable livre « Les bouts de bois de Dieu » de Sembene Ousmane (1960) – ed. Pocket.
- 4 Mar Fall « L'Etat, et la question syndicale au Sénégal (1989) – L'Harmattan – page 25
- 5 Senghor : Voie africaine du socialisme (1960).
- 6 Magatte Lo, cité dans Diop/Diouf (1990) p 227.
- 7 Dont Madia Diop et Iba Der Thiam.
- 8 M-C. Diop et M. Diouf (1990) page 207.
- 9 Officiellement, tout travailleur membre du PS doit obligatoirement adhérer à la CNTS, mais un membre de la CNTS peut adhérer à un autre parti. Magatte Lo, cité dans M-C. Diop et M. Diouf (1990) page 228. L'association des syndicats à l'appareil d'Etat est désignée sous le nom de « participation responsable (id. p27).
- 10 Dans la deuxième partie des années 1970, deux autres partis sont progressivement reconnus, c'est ce qu'on appelle « le multipartisme limité ».
- 11 Le SUTELEC (électricité) et le SUTSAS (santé) ont été créés en 1982, puis ce fut le tour du SATJUS dans la justice (1983), et du SYNPICS (1984) chez le journalistes. En 1990, les informaticiens de l'Administration mirent sur pied le SINFAD, et un Comité d'Initiative pour la Défense des Intérêts des Fonctionnaires (CODIF) voit également le jour.
- 12 <http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/abdulaye.htm>
www.pskprofils.info/Mademba-Sock_a12.html
www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Mademba Sock
- 13 Ce qui suit est emprunté au livre « Le Sénégal sous Abdou Diouf » par M-C. Diop et M. Diouf (1990).
- 14 La CNTS avait notamment droit à deux ministres, 10 % des députés, des places dans Conseils d'administration des sociétés para-étatiques, Madia Diop était vice-président de l'Assemblée nationale, etc.
- 15 La CSDL, issue en 2005 de la scission de la CNTS-FC, est également dirigée par un membre du parti au pouvoir.
- 16 Certains des éléments de ce qui suit sont tirés d'un document remis en mai 2008 aux organisations syndicales par Kalidou Diallo au nom du gouvernement. Kalidou Diallo est un bon connaisseur du mouvement syndical. Historien spécialisé dans le mouvement syndical, il a également été militant du PIT et secrétaire général adjoint du syndicat SUDES. Membre du PDS depuis 2005, il est devenu conseiller du Président Wade en 2008, puis ministre de l'Education élémentaire
- 17 Dans son texte, Kalidou Diallo précise qu'avant 1976, la dénomination officielle de ce parti était UPS.
- 18 Issu pour l'essentiel de l'UGTAN.

LA CNTS À L'EPOQUE DE MADIA DIOP

Madia Diop¹ a été secrétaire général de la CNTS entre 1982 et 2001. Son nom revient inévitablement dans les discussions avec les syndicalistes sénégalais. Né en 1928, il est décédé en 2008.

Syndicaliste dans les chemins de fer puis dans l'industrie alimentaire, il a milité également très tôt au sein de l'UDS², un petit parti nationaliste pan-africain. Partisan de l'indépendance immédiate, il rejoignit le PRA/Sénégal et devint un des opposants à Senghor. Contraint de s'exiler au Mali en 1963, il fut condamné à mort par contumace. Après son retour au Sénégal, le régime de Senghor l'envoya à plusieurs reprises en prison. Senghor avait décrété que Madia ne serait jamais secrétaire général de la CNTS tant qu'il serait président. Ce qui suit reprend les propos tenus par Ibrahima Konté dans un entretien réalisé en 2008.

Madia, avait constitué un courant clandestin dans la CNTS, appelé « Renouveau syndical », qui n'a pu s'afficher au grand jour qu'après le départ de Senghor.

Madia savait que l'intégration de la CNTS au sein du PS avait atteint des limites historiques. Son courant défendait l'idée de « l'affiliation ». Celle-ci devait permettre de soulever un peu le couvercle ainsi que de renouer avec les militants de l'opposition et les salariés sans appartenance politique. L'affiliation n'obligeait plus les militants CNTS à être membres du PS. Cela a permis à la CNTS d'embrayer à la fois sur les opposants politiques et sur la masse des salariés sans appartenance qui voulaient se syndiquer.

La venue de Madia au poste de secrétaire général est due à la conjonction de plusieurs facteurs :

- Le nouveau président Abdou Diouf avait décidé de jouer la carte Madia Diop qui avait une image contestataire. En effet, l'intégration ne marchait plus : la syndicalisation baissait, le parti ne contrôlait plus rien dans les entreprises. Le pouvoir, qui avait besoin d'une base syndicale, a donc appuyé Madia pour faire sauter le secrétaire général Babacar Diagne, qui était par ailleurs ministre. L'affiliation permettait de garder la mainmise sur la centrale. Un « comité syndical CNTS-PS », dirigé par Jean Colin³, a été mis en place pour verrouiller le dispositif et constituait une sorte de direction parallèle. Le PS a théorisé cela sous le terme de « participation responsable », qui rappelle la tradition de la social-démocratie allemande.

- De son côté, Madia a joué la carte de l'opposition politique clandestine : le PIT a été le parti qui a le plus aidé Madia à devenir secrétaire général de la CNTS. Dansokho, le secrétaire général du PIT, travaillait étroitement avec les militants du PIT membres de la CNTS. Madia manquait en effet de compétences dans son

entourage, notamment pour écrire dans la presse du syndicat. De plus, certains anciens responsables pouvaient être des espions de la direction du PS. Il s'est donc appuyé sur des opposants au pouvoir ou sur des militants n'appartenant à aucun parti. « Quatre ou cinq secteurs stratégiques étaient contrôlés par des militants souvent liés au PIT ou à AJ, précise pour sa part Bayla Sow : les télécoms, les industries extractives, les huileries et corps gras, la marine de pêche, le secteur de l'aérien. A chaque fois que Madia était attaqué, il s'efforçait que les responsables de ces syndicats se mettent au premier plan ».

Des tensions entre Le PS et Madia ont réapparu périodiquement. Madia avait eu l'outrecuidance d'attaquer Jean Colin ! Certains responsables du PS considéraient que Madia était devenu incontrôlable et qu'il fallait s'en débarrasser. D'où les affrontements physiques de 1984 où il y avait eu un mort, puis la scission organisée en 1987 par Alioune Sow⁴ qui a donné naissance à l'UDTS.

Semou Pathé Guèye⁵ qui appartenait à une autre centrale syndicale fait une analyse convergente : « Même lorsque la CNTS était aux côtés du pouvoir socialiste dans le cadre de la « participation responsable », on a tout de même eu un syndicalisme assez présent dans la prise en charge des préoccupations des travailleurs. Madia jouait un jeu assez subtil. Il savait en même temps bénéficier des avantages politiques que lui donnait son lien au pouvoir, mais en même temps, il savait coller aux préoccupations des travailleurs. D'un côté, il servait de soupape pour le pouvoir, mais de l'autre, il faisait avancer les revendications des travailleurs. Par nature, le régime de Wade ne pouvait pas s'en accommoder ».

Dès 1998, la succession de Madia Diop s'est posée dans un contexte où une alternative politique aux 40 années de règne du PS voyait le jour. Une cassure définitive est intervenue en avril 1999 à l'occasion de l'appel par toutes les centrales syndicales à une grève générale pour les 28 et 29 avril. A la demande du PS, Madia Diop a en effet levé unilatéralement le mot d'ordre de grève de la CNTS. Dès lors son départ est devenu incontournable. La défaite électorale du PS en 2000 amplifie encore cette exigence. Ce sera chose faite au congrès de novembre 2001. Une nouvelle histoire commence alors pour la CNTS.

- 1 www.pressafrik.com/DECES-DE-MADIA-DIOP-Syndicaliste-et-homme-politique-au-long-parcours_a91.html
- 2 Union démocratique sénégalaise (UDS), une branche locale du Rassemblement démocratique africain (RDA) très puissant en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali.
- 3 Ancien haut fonctionnaire de l'administration coloniale, Jean Colin était resté au Sénégal après l'indépendance « Jusqu'en 1990, Jean Colin régnait sur tout : Abdou Diouf était le président, mais Jean Colin était plus que Rasputine, il gérait tout » commente Ibrahima Konté
- 4 Alioune Sow est mort en novembre 2007.
- 5 Ce philosophe était un des dirigeants historiques du PIT. Il est décédé en mars 2009.

LA SAGA DU SYNDICALISME AUTONOME ENSEIGNANT

Même si la CNTS est présente dans l'enseignement, les syndicats autonomes y ont été toujours plus importants. Les syndicats autonomes enseignants ont joué, par ailleurs, un rôle central dans la constitution de l'UNSAS et de la CSA. Sauf indication contraire, ce qui suit est tiré d'entretiens réalisés avec Mamadou Diouf (SUDES-CSA) ou Olivier Sagna (SAES-UNSAS).

L'origine du syndicalisme enseignant remonte aux années 1950, avec la création du syndicat des instituteurs (SUEL) en 1954 et l'Association des professeurs africains en 1959 (devenu le SPAS en 1966).

Ces deux syndicats ont ensuite fusionné au sein de l'UNTS, la confédération unifiée qui a vu le jour fin 1967. Le syndicalisme enseignant a joué un rôle majeur dans les événements de mai 68 et les grèves qui sont intervenues les années suivantes. Le pouvoir « socialiste » a riposté par des arrestations, la dissolution en 1969 l'UNTS, puis en 1973 du syndicat enseignant indépendant qui avait pris le nom de SES. Ce courant s'est reconstitué trois ans plus tard sous le nom de SUDES.

LES DEBUTS DU SUDES VUS PAR MAMADOU DIOUF

En 1976, à l'époque de la création du SUDES, il y avait un débat :

- Fallait-il un syndicat pour les instituteurs, un autre pour les professeurs de l'enseignement moyen et secondaire, et un syndicat pour les professeurs d'université ; et les fédérer dans une structure de type FSU ?
- Ou bien fallait-il créer un syndicat unique ?

L'option dominante a été le syndicat unique regroupant les enseignants du préscolaire au supérieur, le personnel administratif et les corps de contrôle de l'Education. C'était dans la continuation de la tradition du SES qui avait été dissous par le pouvoir et dont les anciens militants se retrouvaient dans le SUDES. Cela a marché de 1976 à 1981.

Dès son arrivée à la présidence en 1981, Abdou Diouf a annoncé qu'il reconnaît tous les partis qui en feraient la demande. Et tout de suite, chaque responsable syndical que l'on identifiait uniquement comme tel apparaissait comme le responsable d'une obédience politique donnée. A la Commission administrative du SUDES on trouvait presque tous les responsables des partis politiques clandestins. Au fond, les gens avaient fait de la politique dans le syndicat, car pendant des années cela avait été le seul cadre où il avait été possible de s'exprimer.

Maguette Thiam, le premier secrétaire général du SUDES de 1976 à 1979, était membre du Bureau politique du PIT. Mamadou Ndoye, qui lui a succédé entre

1979 et 1981, était au BP de la LD/MPT. Il a été alors remplacé par Madior Diouf, actuellement secrétaire général du RND. Babacar Sané, qui était membre de la direction du SUDES, a été le premier secrétaire général de la LD/MPT lorsqu'elle a été reconnue en 1982. Bathily, l'actuel secrétaire général de la LD/MPT, était chargé de la politique revendicative du SUDES dans l'enseignement supérieur. Et ainsi de suite. Les germes de la scission étaient là.

Au congrès de 1981, le secrétaire général sortant, Mamadou Ndoye, n'a pas été réélu. C'était un militant connu du parti « prosoviétique » LD/MPT. C'était une opinion courante dans ces milieux, qu'une organisation comme le SUDES devait nécessairement avoir à sa tête des marxistes.

Tel n'était pas l'avis de la majorité des militants, dont la plupart n'appartenaient à aucun parti. Ils estimaient que la diversité politique existant à la base devait se retrouver au niveau des organes de direction. Les « sans parti » ne voulaient plus servir de masse de manœuvre à des « marxistes » qui se réserveraient la direction. Le choix de la majorité des militants s'est alors porté sur Madior Diouf qui appartenait au Rassemblement National Démocratique, une formation politique liée au nationalisme panafricain et dirigée par le Professeur Cheikh Anta Diop.

Madior n'était pas le candidat du RND en tant que tel. Cette formation n'était pas venue au congrès du SUDES avec un candidat déclaré.

Madior avait plutôt pris ses responsabilités en tant qu'enseignant. Il s'est proposé et il a été soutenu par tous ceux qui n'étant membre d'aucun parti politique n'en étaient pas moins attachés à l'indépendance du syndicat. On les appelait à l'époque les « démocrates ». Il n'a pas été élu parce qu'il était au RND, mais d'abord parce qu'il connaissait bien le syndicat et qu'il avait des idées intéressantes sur l'école, et que les enseignants lui faisaient confiance. L'autre parti « prosoviétique », le PIT, a visiblement soutenu la candidature de Madior ».



Rompant avec les pratiques de ses prédécesseurs, Abdou Diouf a voulu associer certains de ses opposants au gouvernement. Une des figures historiques du syndicalisme enseignant s'est vu offrir la place de ministre de l'Éducation. Il y est resté de 1983 à 1988. Un peu plus tard, le pouvoir a offert des places de ministres aux deux partis communistes pro-soviétiques très influents chez les syndicalistes enseignants : le PIT (1991 à 1998) et la LD/MPT (1993 à 1998). Le parti d'extrême-gauche AJ/PADS a par contre refusé, jusqu'en 2000, ce genre de proposition.

UNE SCISSION POLITIQUE : L'UDEN

Mamadou Diouf raconte : Écarté en 1981 du poste de secrétaire général du SUDES, Mamadou Ndoye a ensuite travaillé pour le redevenir. N'y étant pas parvenu au congrès de 1984, il a alors organisé une scission qui continua à utiliser le sigle SUDES.

De 1984 à 1987, on a donc un « SUDES-Madior » et un SUDES-Ndoye.

Le « SUDES-Ndoye » s'est finalement rendu compte qu'il ne pouvait pas évoluer, avec une bataille incessante de légitimité sur le terrain. Nous avions le récépissé du SUDES et nous occupions les locaux du SUDES, donc légalement, ils ne pouvaient pas évoluer en revendiquant le sigle SUDES alors que tous les attributs légaux du SUDES était entre nos mains. Ils ont donc finalement fait un congrès et crée l'UDEN en 1987 sous la direction de Mamadou Ndoye¹.

Chaque syndicat a ensuite eu sa propre évolution. Au début c'était très dur entre le SUDES et l'UDEN, maintenant les relations se sont décrispées, nous discutons beaucoup et nous sommes en unité d'action ». Il faut dire d'ailleurs que l'idée d'une réunification est en train de faire son chemin au niveau des militants et des structures des deux organisations.

UNE SCISSION SECTORIELLE : LE SAES

Sauf indication contraire, ce qui suit résulte d'un entretien réalisé en 2008 avec l'universitaire militant Olivier Sagna (voir encart à la fin de cet article) qui explique : Le Syndicat de l'enseignement supérieur du Sénégal (SAES) a été créé en 1985 à l'initiative d'un groupe de jeunes enseignants dont une grande partie était d'anciens militants de l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF)², principalement animée par des militants d'And-Jëf-Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle (AJ-MRDN).

Quand ils sont rentrés au Sénégal, dans la première partie des années 1980³, un certain nombre d'entre eux sont devenus enseignants à l'Université de Dakar où les conditions de vie et de travail laissaient beaucoup à désirer.

Les organisations syndicales implantées dans l'enseignement supérieur ne correspondaient pas à leur attente :

- L'Association des professeurs africains (APA) n'était plus impliquée dans les luttes enseignantes depuis longtemps et ses fondateurs occupaient des responsabilités au sein de l'université comme recteurs, doyens, etc.
- Les autres syndicats organisaient les enseignants de tous degrés et, comme les enseignants du supérieur étaient numériquement peu nombreux, ces

syndicats avaient l'essentiel de leur base en dehors de l'Université. Les luttes des enseignants du supérieur n'étant pas correctement prises en charge et leurs revendications étant régulièrement noyées parmi celles des enseignants des autres ordres d'enseignement.

La création du SAES répondait à la volonté de prendre véritablement en charge les revendications du supérieur. Ce que reconnaît volontiers de son côté Mamadou Diouf : « Le levier sur lequel les fondateurs du SAES ont appuyé, était la nécessité d'une gestion rapprochée des revendications du supérieur et qu'il fallait pour cela un syndicat sectoriel. Ils sont donc partis en 1984 du SUDES pour fonder le SAES ». La constitution du SAES visait également à créer une organisation syndicale au sein de laquelle ne seraient pas transférés les affrontements entre organisations politiques, poursuit Olivier Sagna.

Fondé en 1976, le SUDES⁴ était principalement dirigé par des militants du PIT⁵, depuis que ceux de la LD/MPT⁶ étaient partis pour créer, en 1987, l'UDEN⁷. Ces deux organisations étaient plus puissantes que les syndicats affiliés au Parti socialiste⁸.

En effet, cette dynamique avait eu pour premier résultat d'affaiblir les cadres syndicaux existants et par conséquent de diminuer la puissance de frappe des luttes syndicales.

Les enseignants du supérieur étaient peu nombreux et se connaissaient bien : beaucoup avaient auparavant milité ensemble dans le mouvement étudiant au sein duquel AJ avait joué un rôle prépondérant tant à l'intérieur du pays⁹ qu'à l'étranger¹⁰. Il y avait bien entendu des militants appartenant à d'autres obédiences politiques, mais chacun sachant qui était qui sur le plan politique, cela facilitait une certaine cohabitation et c'est ainsi qu'il a été décidé de créer ce syndicat sur des bases nouvelles. Il a notamment été inscrit dans les statuts qu'il était incompatible d'être membre de la direction nationale du syndicat et membre de la direction nationale d'un parti. Cette règle a toujours été respectée de la création du SAES à nos jours. Il a été également décidé que le mandat du Secrétaire général aurait une durée de trois ans et ne serait renouvelable qu'une seule fois. C'est ainsi que Babacar Diop Buuba, le premier Secrétaire général du SAES, a quitté la tête du syndicat en 1990 après avoir effectué ses deux mandats. Son successeur Moussa Samb, qui était membre de la direction du parti PLP¹¹, a dû démissionner de ses fonctions politiques de manière à pouvoir assumer celles de Secrétaire général du SAES.

Cette philosophie et cette pratique a fait que le SAES a même été capable d'attirer en son sein des enseignants du PS, bien que le syndicat affilié à ce parti (le SYPROS), possédât une section à l'Université. Au bout de quelques années d'existence, le SAES avait réussi l'exploit de faire cohabiter en bonne intelligence en son sein, des adhérents provenant de tout le spectre politique sénégalais : AJ-PADS, LD/MPT, UDF Mbolo-Mi, PS (alors au pouvoir) ou encore PDS qui était à l'époque très peu présent dans l'espace politique de l'université.

L'UDEN ayant constaté que sa section du supérieur regroupait peu de militants

décida de la dissoudre et de la reverser dans le SAES, sans pour autant qu'il y ait de négociation pour obtenir une représentation au sein de la direction du syndicat. En retour, le responsable de la section du supérieur de l'UDEN fut élu membre du Bureau national (BN) du SAES lors du congrès suivant, facilitant ainsi l'intégration des militants de l'UDEN dans le syndicat.

Au fil des ans, de plus en plus d'enseignants syndiqués au SUDES lorsqu'ils étaient dans le secondaire décidaient d'adhérer au SAES lorsqu'ils étaient recrutés à l'université. De même, de nombreux militants du SUDES, peu engagés politiquement et/ou non membres du PIT, rejoignirent peu à peu le SAES. Parallèlement, la section du supérieur du SUDES était de plus en plus affaiblie et n'avait guère d'influence tant auprès des enseignants que des autorités rectorales et gouvernementales sur l'échiquier syndical de l'université. Une dizaine d'années après sa création, sur les quelques 900 enseignants du supérieur, près de 400 étaient membres du SAES, ce qui en faisait le syndicat le plus représentatif pour ne pas dire hégémonique. Une bonne partie de ses membres avait exercé des activités militantes au sein du mouvement lycéen, du mouvement étudiant ou dans des partis politiques. Leur adhésion au SAES s'était faite sur la base des luttes qui avaient rapidement permis d'engranger des acquis substantiels dans divers domaines (augmentation du taux des heures complémentaires, augmentation de l'indemnité de logement, augmentation du pécule pour les voyages d'études, attribution de quotas dans les programmes de logements et de terrains viabilisés, facilitation de l'accès à des prêts, mise en place d'une coopérative d'habitat, d'une mutuelle, d'un système de transports, etc.).

Mamadou Diouf ajoute pour sa part : « D'autres professeurs d'université ont préféré rester au sein d'un syndicat organisant les enseignants de tous les degrés afin de faire mieux fonctionner la solidarité. Analysant les conditions du départ du SAES, le SUDES a alors créé en 1985 une section dans le supérieur, afin que les enseignants du supérieur aient leur place au sein du syndicat unitaire tout en leur permettant d'avoir leur autonomie. Il a été décidé que le secrétaire général de cette section était d'office membre de la direction du SUDES, ce qui leur donnait une certaine marge de manœuvre ».

Olivier Sagna poursuit : « Tout en s'étant interdit de s'engager sur la voie des luttes politiciennes et partisans instrumentalisées par des directions politiques, le SAES n'était pas pour autant un syndicat apolitique. Il joua au contraire un rôle majeur dans toutes les batailles démocratiques, politiques et sociales ayant conduit à l'alternance politique de mars 2000 qui mit fin à 40 ans de pouvoir du PS.

Loin d'être un syndicat de type corporatiste, le SAES s'impliqua fortement dans la création en 1990 d'une centrale réunissant les syndicats autonomes par opposition aux syndicats affiliés au PS subordonnant les luttes des travailleurs aux intérêts du régime en place¹².

Sur le terrain de l'éducation, le SAES s'est efforcé de fédérer les syndicats existants. Le SAES a joué un rôle actif dans le Comité d'initiative provisoire pour la création d'une fédération de l'éducation nationale (CINPFEN), créé en octobre 1998 avec l'UDEN. Le but était de rassembler dans cette fédération aussi bien les syndicats

d'enseignants et de chercheurs que les syndicats de travailleurs du secteur de l'éducation et de la recherche. Le processus, long et difficile, conduisit en 1990 à la tenue de l'Assemblée constitutive de la Fédération de l'enseignement et de la recherche (FEDER), essentiellement constituée par le SAES et l'UDEN. Babacar Diop Buuba, qui venait de quitter la tête du SAES, fut choisi à l'unanimité comme premier Président de la FEDER.

Cependant, la FEDER ne réussit jamais à véritablement se développer. Une des raisons en est que l'UDEN s'opposait à l'adhésion en son sein de syndicats issus des ses flans comme le Syndicat national de l'Enseignement moyen et secondaire (SNEMS), constitué sur le modèle du SAES et dirigé par Mansour Aw, ancien militant d'AJ. De plus, lorsque le mandat de Babacar Diop Buuba prit fin¹³, le SAES fit tout pour dissuader l'UDEN de proposer son Secrétaire général à la tête de la FEDER afin d'éviter la confusion des rôles. La bataille fut menée en vain et Mamadou Diop « Castro », qui avait remplacé Mamadou Ndoye à la tête de l'UDEN, cumula ses fonctions avec celle de président de la FEDER qui a connu depuis un lent mais sûr déclin au point de disparaître du terrain des luttes syndicales ».

LE DEFI DE LA SYNDICALISATION DES ENSEIGNANTS PRECAIRES

(Mamadou Diouf)

Les "volontaires de l'éducation" avaient été créés pour détruire le statut d'enseignant, sur la base d'un recrutement de 1 200 "volontaires" par an¹⁴.

A l'époque, le syndicat SUDES avait porté plainte auprès du BIT car ces enseignants étaient payés deux ou trois fois moins, ils n'avaient ni le droit syndical, ni la Sécurité sociale.

Recruter des enseignants et refuser de leur accorder le droit syndical violait la convention 87 de l'OIT. Le gouvernement socialiste a fini par accepter de leur accorder le droit syndical. Cependant, avec l'alternance de 2000, le nouveau pouvoir dans sa logique de recherche de nouvelles sphères d'influence dans le secteur de l'éducation et le monde du travail en général, les a encouragés à créer un syndicat à part, en dehors des syndicats dits classiques comme l'UDEN ou le SUDES. Cette volonté aveugle amènera le Ministre de l'Education Nationale, en Février 2002 à signer une circulaire ordonnant aux Inspecteurs de prélever la cotisation syndicale de manière automatique et la reverser, sans l'avis des intéressés, à deux syndicats de corps émergents qu'il avait lui-même choisis. Ce qui de toute évidence relevait d'une attitude partisane qui violait les dispositions des conventions 87 et 98 de l'OIT.

Aujourd'hui, le statut de « volontaire » est devenu transitoire : au bout de deux ans, ils deviennent automatiquement contractuels.

Pour devenir ensuite fonctionnaire, il leur faut avoir le diplôme professionnel et avoir moins de 35 ans.

Les dernières luttes unitaires menées par les enseignants de toutes catégories, ont abouti à des accords sur la formation diplômante de ces enseignants précaires. Tout cela doit à terme faciliter l'obtention du diplôme professionnel et leur reclassement comme fonctionnaires.

OLIVIER SAGNA

Né en 1959, Olivier Sagna est historien de formation. Maître de conférences à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) où il enseigne les sciences de l'information, il travaille actuellement comme Administrateur de programme au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)¹⁵. Il anime également l'Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal (OSIRIS), une association à but non lucratif qui s'intéresse au développement de la Société de l'information au Sénégal¹⁶. Ancien Secrétaire général-adjoint du Syndicat de autonome de l'enseignement supérieur (SAES), il a aussi été membre du Bureau politique de AJ-PADS, parti qu'il a quitté dans le courant de l'année 2008 pour rejoindre Yoonu Askan Wi (YAW), Mouvement pour l'Alternative Populaire (MAP), nouveau parti créé par les militants hostiles à la poursuite du compagnonnage entre AJ-PADS et le Parti démocratique sénégalais (PDS) de M^o Abdoulaye Wade.

- 1 Par la suite, Mamadou Ndoye a été ministre entre 1993 et 1998 (voir la suite du texte).
- 2 L'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) faisait partie de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF).
- 3 C'est en 1988 qu'Olivier Sagna est revenu de France pour intégrer l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- 4 Syndicat unique des enseignants du Sénégal (SUDES)
- 5 Parti de l'indépendance et du travail (PIT), parti catalogué comme « pro-soviétique ».
- 6 Ligue démocratique, Mouvement pour le Parti du travail (LD/MPT), autre parti « pro-soviétique ».
- 7 Union démocratique des enseignants (UDEN).
- 8 Les syndicats affiliés au Parti socialiste sont le Syndicat national de l'Enseignement élémentaire (SNEEL) et le Syndicat des Professeurs du Sénégal (SYPROS).
- 9 A travers l'Union nationale et patriotique des étudiants du Sénégal (UNAPES)
- 10 Notamment à travers l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) affiliée à la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Pour sa part, Mamaadou Diop explique : « il est possible que la création du SAES ait eu également une dimension politique. And-Jeff n'avait pas tellement d'influence sur le SUDES, mais ils avaient quand même suffisamment de militants forts au niveau du supérieur et il est plausible qu'ils espéraient peut-être avoir ainsi leur espace d'influence ».
- 11 Le Parti pour la libération du peuple (PLP), dirigé par M^o Babacar Niang, est issu du Rassemblement national démocratique (RND) fondé par le Pr. Cheikh Anta Diop.
- 12 Cette subordination était désignée par l'euphémisme « participation responsable ».
- 13 Proche d'AJ avec lequel il a pris ses distances depuis 2002, Babacar Diop Buuba est fortement impliqué dans des activités d'alphabétisation des adultes à travers l'Association nationale pour l'alphabétisation et la formation des adultes (ANAFa). Il est actuellement le Président de l'Association africaine pour l'alphabétisation et la formation des adultes (AALAE) après avoir été le Président du Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD).
- 14 Cette politique a été mise en place par Mamadou Ndoye, l'ancien secrétaire général des syndicats enseignant SUDES puis UDEN, devenu ministre
- 15 www.codesria.org/French/default.htm
- 16 www.osiris.sn

RETOUR SUR LA MONTÉE DU SYNDICALISME AUTONOME

Par Mamadou Diouf, secrétaire général du SUDES et de la Confédération CSA

Dans les années 1980, le syndicat autonome enseignant SUDES a accompagné la création de plusieurs syndicats de branche parmi lesquels :

- le SDTS (techniciens), aujourd'hui affilié à la CSA,
- le SUTELEC (électricité) et le SUTSAS (santé) qui ont participé par la suite à la fondation de l'UNSAAS,
- le SATJUS (justice) et le SYNPICS (journalistes) qui ne sont pas confédérés.

Le SUDES et d'autres syndicats autonomes ont constitué une intersyndicale. Celle-ci s'est élargie et s'est ensuite appelée, vers 1987-88, Coordination des syndicats autonomes, qui était la première signification du sigle CSA. On y trouvait jusqu'en 1990 l'ensemble des syndicats autonomes, y compris la fraction Djibril Diop de la confédération UTLS qui était implantée dans l'industrie. Ce n'était pas une centrale syndicale, mais un simple cadre d'unité d'action sans unification organique.

LA FONDATION DE L'UNSAAS

En 1990, quatre syndicats de la Coordination ont voulu franchir un pas supplémentaire et créer tout de suite une confédération alternative à la CNTS. Celle-ci a pris le nom d'UNSAAS : on y trouvait le SUTELEC (électricité), l'UDEN (enseignement), le SAES (enseignement supérieur) et le SUSTAS (santé), ainsi que le SNTPT (poste et télécommunications) qui venait de partir de la CNTS.

En ce qui le concerne, le SUDES estimait qu'il n'était pas possible de créer une confédération sans débat d'orientation préalable, notamment sur le type de confédération à construire.

LA LONGUE MARCHÉ VERS LA CSA

Après le départ des syndicats qui avaient créé l'UNSAAS, sont restés membres de la coordination le SUDES, le SDTS (techniciens), l'UTLS de feu Djibril Diop¹, le SUTS (transports en commun de la région de Dakar)², ainsi que le SAIB-bois, un syndicat implanté dans une entreprise du secteur du bois.

En 1996 eut lieu une première tentative de créer une centrale sous le nom de CDSA³. Mais au final on s'est retrouvé à quatre syndicats pour créer la centrale : le SUDES, le SDTS (techniciens), le SAEB-bois et l'UTS.

Djibril Diop de l'UTS, qui présida la cérémonie d'ouverture du congrès, était candidat au poste de secrétaire général de la nouvelle centrale. En ce qui le concerne, le SUDES proposait son propre secrétaire général, qui était à l'époque Iba Ndiaye

Djadj. Les rapports de forces étaient favorables au SUDES : le SUDES était plus structuré sur le plan national que l'UTS. De plus il avait le soutien du SDTS qui avait également une implantation nationale. Djibril Diop et Iba Ndiaye étaient tous deux membres du Bureau politique du PIT. Mais, lorsqu'il s'est agi de répartir les responsabilités au sein de la nouvelle confédération, les dirigeants des syndicats ouvriers ont eu le sentiment que les enseignants les méprisaient. Les rapports entre Djibril et Iba sont devenus exécrables Le PIT n'avait pas voulu s'immiscer (du moins c'est ce que je crois) et pensait qu'ils trouveraient un compromis. Mais cela n'a pas été possible. Djibril a jugé que les « intellectuels », comme il disait, voulaient imposer leur volonté.

Dès que Djibril a compris qu'il ne serait pas secrétaire général, il est sorti de la salle.

Après la sortie de Djibril Diop, on a continué le congrès, et on est passé de Coordination des syndicats autonomes à Confédération des syndicats autonomes. Sur les quatre syndicats fondateurs, trois étaient restés : le SUDES, le SDTS et le SAEB-bois.

Les syndicats qui sont venus ensuite nous rejoindre étaient en général de nouveaux syndicats. En effet, on est sorti du congrès avec la thématique de l'élargissement du champ de syndicalisation. Nous ne voulions pas comme l'UNSAS nous positionner comme une centrale alternative à la CNTS. Cela n'avait pas de sens pour nous, car nous aurions créé un conflit entre centrales syndicales en voulant construire notre centrale sur les cendres de la CNTS. Au contraire, nous voulions poser le problème de l'élargissement du champ de syndicalisation. Jusqu'à présent, des centaines de milliers de Sénégalais n'étaient pas syndiqués et avaient besoin de l'être.

On a notamment revendiqué la syndicalisation des travailleurs du secteur informel, des policiers, des magistrats, etc.

Simultanément, nous nous sommes prononcés pour l'unité d'action sans exclusive avec les centrales syndicales.

Au début, l'UTS a continué à utiliser le nom de Coordination des syndicats autonomes dont le sigle est également CSA, puis pour éviter la confusion, elle a ensuite repris le nom d'UTS, ce qui a permis à Djibril Diop, en étant secrétaire général, de conserver son siège de vice-président de la FSM ainsi qu'au Conseil d'administration de la Caisse de Sécurité sociale.

- 1 En 1991, pour éviter toute confusion, la fraction de l'UTLS animée par Djibril Diop changea son nom en UTS.
- 2 Les fondateurs du SUTS venaient de la CNTS où ils avaient animé depuis les années 1977 un courant d'opposition.
- 3 Aujourd'hui le sigle CDSA existe toujours, mais il ne représenterait plus, d'après certains de nos interlocuteurs, "qu'un secrétaire général, des statuts et un récépissé".

LE MOUVEMENT SYNDICAL AUJOURD'HUI

SÉNÉGAL

PROBLEMES ACTUELS DU SYNDICALISME

Entretien avec Bayla Sow* - mai 2008

UN SYNDICALISME MORCELE

On compte dix-huit organisations ayant légalement le statut de centrale syndicale. On trouve, par ailleurs, un certain nombre de syndicats affiliés à aucune centrale.

La multiplication des organisations syndicales ne s'explique qu'en partie par la volonté du pouvoir de disposer d'interlocuteurs destinés à accompagner sa politique.

L'autre raison en est le fonctionnement anti-démocratique de certaines organisations syndicales qui ne favorisent pas le débat en interne et qui ne renouvellent pas régulièrement leurs instances. Cela pousse certains militants à vouloir se replier sur leur propre branche professionnelle en se désintéressant du niveau interprofessionnel.

En fait, sur les dix-huit centrales officiellement reconnues, seulement cinq ou six méritent réellement cette appellation. Les autres n'existent pas sur le terrain, ou ne représentent qu'une entreprise, qu'un secteur ou une seule profession, comme par exemple le SYNPICS présent seulement chez les journalistes.

Avant l'alternance de 2000, les principales centrales étaient :

- La CNTS, historiquement liée au PS,
- L'UNSAS et la CSA, les deux centrales historiquement opposées au pouvoir socialiste,
- L'UDTS, une centrale fondée par des socialistes exclus en 1987 du PS et de la CNTS.

Une enquête de représentativité réalisée en 1998, donnait 63,1 % pour la CNTS, 19,6 % pour l'UNSAS, 7,6 % pour la CSA et 5,11 % pour l'UDTS. Les autres centrales se voyaient attribuer moins de 2%¹.

Après 2000, est venue s'ajouter la CNTS-FC, née d'une scission de la CNTS organisée par un responsable du parti du président Wade. Celle-ci a ensuite éclaté à son tour en 2005. Elle a alors donné naissance à la CDSL, également dirigée par un proche du pouvoir dont certains syndicats se sont rapidement désaffiliés.

DES ORGANISATIONS DIVISEES

Le « Front unitaire » qui avait regroupé en 2007 toutes les centrales a rapidement éclaté pour donner naissance à un second regroupement appelé « l'inter-syndicale ». La division du mouvement syndical ne recoupe pas celle qui a existé pendant les 40 années de pouvoir socialiste entre la CNTS et les syndicats autonomes. Mais comme par le passé on retrouve d'un côté les centrales liées à l'opposition politique et, de l'autre, celles qui sont liées au pouvoir.

Font en effet partie de l'intersyndicale, d'une part, deux centrales historiquement

autonomes (la CSA et l'UTS) et, d'autre part la CNTS et l'UDTS (qui est une ancienne scission de celle-ci). Les 14 autres centrales appartenant au « Front unitaire » regroupent principalement la centrale autonome UNSAS et les deux scissions pro-Wade de la CNTS (la CNTS-FC et la CDSL). Rien ne serait plus faux que de considérer ces deux regroupements comme des blocs homogènes : le 22 mai 2008, seule l'intersyndicale appelait à une journée de grève générale, mais le syndicat CNTS des transports en commun de la région de Dakar, qui est dirigé par un membre du parti au pouvoir, n'appelait pas à la grève. Inversement, le syndicat UNSAS des télécoms participait à la grève.

UN SYNDICALISME NE PARVENANT PAS À FAIRE ABOUTIR LES REVENDICATIONS

Paradoxalement, des luttes existent à la base pour faire aboutir les revendications. Mais elles n'ont pas de prolongement interprofessionnel.

Chacun se bat de son côté : l'enseignement, la santé, le contrôle aérien, les industries alimentaires, etc. Pourtant, les mêmes problèmes touchent l'ensemble des secteurs. On assiste par exemple à une dégradation continue du pouvoir d'achat. Le taux d'inflation officiel est de 6 %. Mais il est bien plus important pour les produits de consommation courante : le prix du pain par exemple a augmenté de 15 % en 6 mois, et ne parlons pas de celui de l'essence. De plus en plus d'intérimaires sont affectés sur des emplois permanents. Il faut reconstruire l'unité la plus large. Nous avons mis sur pied une plate-forme commune en janvier 2008 sur laquelle tous les travailleurs se retrouvaient. Un plan d'actions avait été mis sur pied et un appel à la grève générale avait été lancé. Mais à la dernière minute la grève a été suspendue parce que l'Etat avait promis des avancées. Mais le gouvernement n'a pas tenu ses promesses.

La grève du 22 mai 2008 avait la sympathie de larges couches de travailleurs. Mais le Front unitaire n'y a pas appelé.

UNE NECESSAIRE UNITE D'ACTION

Pour qu'une grève réussisse il faut que toutes les centrales y appellent ensemble. Chacune d'entre elles joue en effet un rôle déterminant dans un secteur stratégique donné.

La CNTS est par exemple hégémonique dans les télécommunications, les industries extractives et les chemins de fer de Dakar. La CNTS est très influente dans les transports routiers. L'UNSAS est hégémonique dans l'électricité ou la poste. La CSA est hégémonique dans la distribution de l'eau. La CNTS-FC est dominante dans le secteur pétrolier.

Dans les banques, il n'y a plus qu'un seul syndicat, mais il n'est affilié à aucune centrale. Le personnel des activités aéroportuaires hors contrôle aérien est représenté par le SUTTAAAS. Les contrôleurs aériens sont représentés par 6 syndicats différents dont les deux plus importants ne sont affiliés à aucune centrale. Le syndicalisme est éclaté dans les activités portuaires avec une prédominance de l'UNSAS.

L'enseignement et la santé sont principalement représentés par l'UNSAAS et la CSA. Dans la marine de pêche on trouve la CNTS, la CNTS-FC et la CDSL. Dans l'hôtellerie on trouve la CNTS, la CNTS-FC et l'UNSAAS.

Dans les entreprises où coexistent plusieurs organisations syndicales, il est difficile de faire grève si toutes les centrales n'appellent pas au respect du mot d'ordre. Et cela d'autant plus qu'au Sénégal, une grève n'est considérée comme réussie que lorsqu'elle réunit un pourcentage important de grévistes.

Dans certaines entreprises, comme par exemple les télécoms, il existe une longue tradition d'unité d'action. Ce qui explique que le syndicat affilié à l'UNSAAS a appelé à la grève même si sa centrale n'appelait pas. Mais dans beaucoup de secteurs, la CNTS était souvent la seule centrale et la division syndicale n'existe que depuis 2002. L'éclatement de la CNTS a été parfois violent, comme le prouvent les événements sanglants de mars 2002. Depuis, des militants se regardent en chiens de faïence, et cela rend difficile l'unité d'action.

Néanmoins, à la base, les gens continuent à se parler. Si les dirigeants s'entendaient ils pourraient expliquer de façon claire pourquoi il est nécessaire de s'unir autour d'une plate-forme revendicative qui concerne tout le monde.

*** Bayla Sow est secrétaire général du Syndicat unique des travailleurs du transport aérien et des activités annexes (SUTTAAAS). Ce syndicat avait quitté la CNTS en 2001. Il a décidé en 2010 d'y revenir, en compagnie de quatre autres syndicats non confédérés.**

1 Il s'agissait d'une enquête partielle réalisée par le pouvoir socialiste en 1998, et dont les résultats ont été contestés par la plupart des syndicats, Il n'y a pas eu d'autre enquête depuis.



LA CNTS DEPUIS L'ALTERNANCE

Entretien avec Bayla Sow* - mai 2008

Même si elle s'est beaucoup affaiblie depuis l'alternance de 2000 et la scission de la CNTS-FC, la CNTS demeure, de l'avis général, la première centrale syndicale, notamment dans le secteur privé. En 2003, la CNTS déclarait avoir 83 000 membres (soit 30 000 de plus que l'UNSA).¹

Lors du congrès de 2001, exploitant le discrédit de la direction sortante, une coalition hétéroclite dirigée par un militant du PDS a cherché à mettre la main sur la direction de la CNTS. Elle n'y est pas parvenue et a alors scissionné pour donner naissance à la CNTS/ Force de changement, qui a ensuite éclaté à son tour en 2005.

Le « poulain » du secrétaire général sortant, Mody Guiro, a donc été élu. A ce même congrès, la CNTS s'est désaffiliée du PS.

Beaucoup de monde avait une dent contre la direction sortante qui avait été associée à l'ancien pouvoir pendant si longtemps. Madia avait critiqué les coupures d'électricité réalisées par le Sutelec, et avait en fait donné son aval pour l'arrestation de son secrétaire général en 1998. Lors de la grève des 28-29 juin 1999, un certain nombre de militants avaient critiqué la levée du mot d'ordre par la direction de la centrale. J'ai alors participé avec d'autres responsables syndicaux, dont Cheikh Diop², à la création d'un regroupement clandestin, qui a pris ensuite le nom de CILCID³, pour s'opposer au secrétaire général sortant Madia Diop⁴, et obtenir la désaffiliation du PS. Cheikh Diop⁵, qui venait de se rallier au PDS, faisait également partie de ce regroupement.

Dès 2000 et, à fortiori, à la veille du congrès de 2001, qui devait consacrer le départ de Madia Diop, les tensions se sont accumulées au sein de la CNTS. Etait notamment en débat le positionnement de la centrale par rapport au nouveau pouvoir, et cela d'autant plus que la « participation responsable » figurait toujours dans les statuts, alors que c'était Wade qui était au pouvoir.

Tout s'est concentré sur la constitution de la nouvelle équipe de direction, et avant tout l'élection du secrétaire général. Plusieurs candidats postulaient au poste de secrétaire général :

- Ibrahima Sarr, qui avait été longtemps considéré par tout le monde comme le dauphin de Madia⁶,
 - Mody Guiro⁷, finalement préféré par Madia,
 - Cheikh Diop, le candidat préféré des sommets du nouveau pouvoir⁸,
 - Ibrahima Konté, le leader charismatique du puissant syndicat des télécoms.⁹
- Loin de s'en tenir à une certaine neutralité, Madia a activement soutenu Guiro dont il a organisé la campagne.

Il n'était pas question pour moi de soutenir Guiro qui était le dauphin de Madia. Il m'a semblé logique de soutenir Cheikh Diop avec qui j'avais formé le CILCID en 1999. Au moment du congrès, l'ambiance était tendue. Chaque candidat avait payé des gardes du corps. Madia avait la situation bien en main et a su comment

manœuvrer. Il connaissait toutes les arcanes de la centrale et la répartition des mandats. Madia connaissait tout le monde et allait voir les délégués pour leur demander de voter pour Guiro. Celui-ci l'a finalement emporté de 32 mandats. Konté n'a obtenu que 55 mandats¹⁰.

Pour composer le nouveau bureau, les partisans de Cheikh Diop voulaient disposer d'un quota de postes à se répartir entre eux. Guiro a refusé et il en a résulté la scission qui a donné naissance à la CNTS-FC en janvier 2002.

Guiro a ensuite voulu récupérer les locaux que les membres de la nouvelle centrale ne voulaient pas libérer, et il en a résulté des bagarres avec des voitures incendiées, plusieurs blessés et même un mort.

Rien ne serait plus faux que de voir la CNTS comme un tout homogène ajoute Ibrahima Konté : « Si le pays n'a pas été paralysé lors de la grève nationale du 22 mai 2008, c'est parce que certains des syndicats de la CNTS, comme celui des transports routiers n'a pas appelé à la grève. Ce syndicat est implanté dans les « cars rapides » et des taxis qui font partie du secteur informel. Le secrétaire du syndicat est membre du PDS ».

*** Bayla Sow est secrétaire général du Syndicat unique des travailleurs du transport aérien et des activités annexes (SUTAAAS). Ce syndicat avait quitté la CNTS en 2001. Il a décidé en 2010 d'y revenir, en compagnie de quatre autres syndicats non confédérés.**

- 1 Document de la CISL-ICFTU qui s'est dissoute en novembre 2006 pour laisser la place à la CSI.
- 2 Il y avait aussi Birane Cissé des banques.
- 3 CICLID : Comité d'initiative pour une CNTS libre, indépendante et démocratique.
- 4 Madia Diop est resté secrétaire général pendant 19 ans.
- 5 Voir plus loin la note consacrée à Cheikh Diop.
- 6 Sarr faisait partie de l'aile droite de la CNTS. Il avait été le Premier adjoint de Madia. Il venait comme lui du syndicat des industries alimentaires,
 - Sarr avait fait le choix de servir fidèlement Madia et ne s'était jamais présenté contre lui,
 - il était considéré comme l'homme de ses missions secrètes et délicates.
 - par ailleurs Sarr était député du PS et président de commission à l'assemblée, ce qui lui donnait le rang de ministre.
 Mais à la grande surprise de tout le monde, Madia a finalement laissé Sarr de côté et a positionné Mody Guiro comme dauphin. Sarr est alors entré en rébellion et a constitué un groupe à l'intérieur de la CNTS pour soutenir sa propre candidature.
- 7 Mody Guiro est issu du syndicat des industries chimiques et avait longtemps été un des principaux adjoints de Madia. Il avait siégé comme sénateur PS entre 1998 et 2000.
- 8 Cheikh Diop a été successivement membre fondateur du RND de Cheikh Anta Diop, puis du PLP de Babacar Niang qui en est issu. Il a ensuite participé à la fondation du CSD qui a contribué en 1998 au rassemblements autour de Wade. Le CSD s'est ensuite fondu dans le PDS en théorisant que les petits partis n'avaient pas d'avenir. Au sein du pouvoir, tous n'étaient pas d'accord pour soutenir Cheikh Diop. Idrissa Seck, qui était à l'époque le numéro 2 du régime, a par exemple préféré soutenir discrètement la candidature de Guiro.
- 9 Konté avait pris des positions courageuses dans des moments difficiles comme au moment de l'arrestation de Sock ou lors de la grève des 28-29 juin 1999 où il a critiqué les conditions dans lesquelles le mot d'ordre avait été levé. Konté était soutenu par les militants du PIT, parti dont il avait été dirigeant, ainsi que de l'aile gauche de la CNTS. Konté comptait des soutiens non seulement dans les télécoms, mais aussi dans des régions comme Mbour ou Saint-Louis. La campagne de Konté était facilitée par les moyens matériels et humains mis à sa disposition par son puissant syndicat.
- 10 Certains des partisans de Konté expliquent un score étonnamment si faible par le fait qu'au moment du vote certains délégués qui lui étaient favorables n'ont pas pu entrer dans la salle.

PORTRAIT D'IBRAHIMA KONTE

Ibrahima Konté a été longtemps secrétaire général du Syndicat des travailleurs de la Sonatel (SYTS) de la CNTS. Il fait partie des syndicalistes les plus respectés du Sénégal. Son itinéraire permet de reconstituer une partie de l'histoire du syndicalisme sénégalais. Ce qui suit est issu d'entretiens réalisés en 2008 à Dakar.

Je suis né en 1951. J'ai commencé à militer au Sénégal lorsque j'étais lycéen puis étudiant. A l'époque, le seul parti politique autorisé était le PS. Les autres étaient dans la clandestinité. J'étais déjà plus ou moins marxiste, avec mes propres lectures et mes propres convictions.

Je suis entré à l'Office des postes et télécommunications (OPT) où j'ai ensuite passé le concours interne d'inspecteur. Lorsque je suis parti en formation à Toulouse, j'ai adhéré en 1976 à la section locale du PIT, l'un des deux partis « prosoviétiques » sénégalais. Mais j'ai toujours eu mon indépendance, je ne suis pas le militant qui rend des comptes.

A mon retour au Sénégal, on était en pleine période de défonctionnarisation de l'Office des postes et télécommunications qui visait à rendre plus « flexible » le personnel¹. Celui-ci était incité à abandonner son statut de fonctionnaire en échange de l'octroi de certains avantages. Les cadres et la maîtrise supérieure ont vu leur salaire doublé, mais il n'en allait pas de même pour le reste du personnel. Il fallait reclasser ceux qui avaient opté pour le nouveau statut.

Lorsque je suis revenu de France, j'ai donc trouvé un climat de contestation. La direction de la CNTS, syndicat dont j'étais membre, était très liée au pouvoir socialiste. J'ai néanmoins cherché à titre individuel à participer à la mobilisation.

L'UTLS, dont la direction était liée au PDS de Wade, était la force syndicale montante. Aïdara, qui était également au PIT, en était membre, ainsi que Gabou Guèye, qui était à l'époque maoïste. Fin 1978-début 1979, j'ai participé avec eux à la fondation du CAST (Comité pour l'amélioration du sort des travailleurs) qui était présent à la poste et aux télécoms et dont j'ai été le premier coordonnateur. Nous avons organisé des réunions par région puis au niveau national à Thiès. Deux possibilités s'offraient à nous :

- soit se contenter d'« infiltrer » les syndicats, puisque beaucoup de jeunes étaient à l'UTLS ou à la CNTS,
- soit prendre en compte le fait que la grande masse des jeunes n'étaient adhérents nulle part car ils étaient dégoûtés par la CNTS qui était affiliée au PS, sans vouloir pour autant adhérer à l'UTLS créée par Wade.

On a donc décidé de mettre sur pied un mouvement dans lequel on ne demanderait à personne d'abandonner son syndicat. Nous voulions mettre sur pied un mouvement de jeunes pouvant créer quelque chose de nouveau. Au début, on était clandestins. En 1979, nous avons acquis une implantation nationale, et nous sommes alors apparus publiquement.

Nous avons véritablement ébranlé le système. Mais le mouvement n'a pas survécu au batailles entre membres des différents courants politiques : prosoviétiques du PIT, maoïstes, trotskystes (OST, LCT), pro-UTLS, etc. Le CAST est donc tombé à l'eau.

Avec la création du CAST, j'avais cherché à renverser le pouvoir de la CNTS. Par la suite, je me suis intégré dans le « Renouveau syndical » que Madia Diop a mis en place en 1982. En fait, avec le CAST, nous avons anticipé sur une telle orientation.

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Lorsque je suis devenu secrétaire général du syndicat CNTS, j'ai alors décidé de démissionner de mes responsabilités politiques. J'étais en effet membre du comité central du PIT depuis 1990, puis du Bureau politique. Je ne voulais pas être à la fois à la direction du parti et à celle du syndicat. Lorsqu'on est dans des instances d'un parti on est parfois un peu obligé de lui rendre des comptes. Parfois j'étais d'accord avec le parti, parfois je ne l'étais pas. J'ai donc décidé de mettre à l'aise tout le monde : je ne voulais pas que dans le syndicat des militants issus d'autres courants politiques puissent penser que je « parachutais » des mots d'ordre venus du parti. J'ai continué à voter PIT, mais je n'y militais plus et je ne dirigeais plus de structures du parti. Je donne juste un peu d'argent au PIT de temps en temps.

Ce n'est pas le cas d'autres militants, comme par exemple « Castro » qui est à la fois à la direction du syndicat enseignant UDEN et de la LD/MPT.

Sur cette question, AJ et le PIT ont souvent eu des attitudes assez responsables. Ces deux partis ne cherchent pas à « caporaliser » les syndicats.

Mon syndicat avait à l'époque combattu l'affiliation de la CNTS au PS. Personnellement, je suis favorable au non cumul des mandats politiques et syndicaux, comme cela existe au SAES. J'avais essayé une fois de faire passer cela dans le SYTS, mais cela n'a pas été possible.

1 Le personnel qui prenait en charge les télécommunications internationales, avait déjà un statut de droit privé.

LA PARALYSIE DE L'UNSA

(Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal)

En 1988, le gouvernement estimait que 19,6 % des délégués du personnel étaient affiliés à l'UNSA. En 2003, l'UNSA déclarait avoir 52 360 membres (soit 30 000 de moins que la CNTS). Comme la CSA, l'UNSA s'est historiquement construite autour du syndicalisme enseignant indépendant du pouvoir.

L'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSA) a été créée en 1990 par 5 syndicats autonomes qui, à la différence de ceux qui créeraient ultérieurement la CSA, étaient « partisans de la constitution immédiate et alternative à la CNTS »¹, la centrale inféodée au pouvoir.

L'UNSA était au départ composée des syndicats suivants :

- le SAES (enseignement supérieur),
- l'UDEN (enseignement),
- le Syndicat national des postes et télécommunications (SNTPT),
- le Syndicat unique des travailleurs de l'électricité (SUTELEC),
- le Syndicat unique des travailleurs de la santé et de l'action sociale (SUTSAS).

Peu présente dans l'industrie à l'origine, l'UNSA est rapidement devenue une force syndicale conséquente et elle compte aujourd'hui plus d'une centaine de syndicats dans tous les domaines d'activités.

Figuraient parmi les fondateurs de l'UNSA de nombreux militants de la LD/MPT (prosoviétique) et d'AJ-PADS (extrême-gauche).

A partir de 2000, l'imbrication entre le nouveau pouvoir et les dirigeants de l'UNSA a contribué à la relative paralysie de cette centrale.

Entre 2000 et 2005, la LD/MPT a en effet participé à la coalition gouvernementale sous la houlette de Wade.

Mademba Sock, le secrétaire général de l'UNSA, s'était présenté à titre individuel aux élections présidentielles avec le soutien du RTAS, un petit groupe d'origine marxiste-léniniste pro-albanais. Il s'était ensuite vu attribuer par le nouveau régime le poste de président du Conseil d'administration de l'Agence pour l'électricité rurale et de la Caisse de retraite. Sock est néanmoins toujours secrétaire général de l'UNSA, même si de nombreux syndicalistes estiment qu'il n'a aujourd'hui plus rien à voir avec le syndicalisme. Ils ajoutent que si l'UNSA n'a pas participé à la grève générale du 22 mai 2008, c'est à cause des liens entre son secrétaire général et le pouvoir.

De son côté, un autre fondateur de l'UNSA, Gabou Guèye du SNTPT (poste et télécoms) qui était autrefois maoïste, a consacré depuis des années l'essentiel de son temps à ses activités religieuses et à ses responsabilités syndicales internationales.

1 Kalidou Diallo in "La société sénégalaise entre le local et le global" (2002) p 456

LA CSA AUJOURD'HUI

Rencontre avec Mamadou Diouf



SÉNÉGAL

La CSA (Confédération des syndicats autonomes) comporte une cinquantaine de syndicats de branches professionnelles. Ils regroupent ensemble entre 40 et 45 000 adhérents du secteur formel auxquels il faudrait ajouter ceux du secteur informel que nous organisons également.

En 1998, la CSA avait été classée en troisième position par les autorités suite à une enquête menée par le Ministère du travail¹. La CSA venait de tenir son congrès de fondation l'année précédente, et nous étions néanmoins les premiers parmi les fonctionnaires ainsi que les troisièmes pour le secteur privé. A l'époque, la CSA ne comportait que trois syndicats, contre une cinquantaine maintenant.

Aujourd'hui, la CSA est toujours la première organisation pour l'ensemble de la Fonction publique. Nous arrivons en tête dans l'enseignement avec deux grands syndicats dans ce secteur, ainsi que dans l'eau, le gardiennage, la sécurité et le nettoyage. La CSA fait partie des deux premières organisations du secteur de la santé.

LA CSA DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION

Outre le SUDES qui organise des enseignants titulaires et non fonctionnaires, sont affiliés à la CSA le SELS qui organise les enseignants des corps émergents de l'éducation et un syndicat pour les personnels non-enseignants, le SAPESU.

- Avant d'être affilié à la CSA, le SELS/O s'est fondé sur la base d'une dissidence du Syndicat des enseignants libres SELS, qui organisait des enseignants contractuels et « volontaires » de l'enseignement primaire qui voulaient avoir un syndicat spécifique. Le gouvernement avait fini par accepter de leur accorder le droit syndical mais les avait encouragés à créer un syndicat à part qui s'est appelé le Syndicat des enseignants libres (SELS). Cela s'est retourné contre lui car, au bout de deux ans, certains membres de la direction du SELS se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas être l'instrument d'un gouvernement et ils ont voulu faire scission. L'équipe qui animait ce courant est venue nous rencontrer. On leur a déconseillé de faire scission. Nous leur avons dit que cela avait été une erreur de créer le SELS, ils se sont rendu compte que ce syndicat servait les intérêts du gouvernement et non pas ceux des enseignants et qu'il était préférable pour eux d'en sortir et de venir rejoindre le SUDES. Ils nous ont répondu qu'à titre individuel ils auraient été prêts à le faire, mais que le processus était désormais tellement avancé que s'ils ne créaient pas ce syndicat d'autres allaient le créer et que l'on ne pouvait pas savoir ce qu'ils en feraient.

On leur alors dit de créer leur syndicat et de venir s'affilier à la CSA.

On a donc finalement accompagné cette scission qui a pris le nom de « SELS originel » dont le nom soulignait le fait qu'il était fidèle aux aspirations sur lesquelles le SELS avait été au départ créé. Le SELS-Originel fait donc partie de la CSA.

- Des personnels non enseignants des établissements scolaires et universitaires voulaient adhérer au SUDES. Mais les statuts du syndicat ne le leur permettaient pas. On leur a proposé soit d'essayer de changer les statuts au congrès suivant du SUDES, soit de créer tout de suite leur propre syndicat et de travailler ensuite avec le SUDES. Lorsque la CSA a été créée, nous avons pris contact avec eux, on a rédigé ensemble les statuts de ce syndicat qui n'avait donc pas d'affiliation antérieure.

LA CSA DANS LES AUTRES SERVICES PUBLICS

- A la Sénégalaise des eaux (SDE) qui fait partie du groupe Bouygues, notre syndicat est de très loin le premier avec plus de 72 % des délégués, les quatre autres centrales syndicales se partageant les 28 % restants.

Le syndicat des eaux a été fondé par des jeunes qui venaient d'être embauchés et qui n'étaient affiliés ni à la CNTS, ni à l'UNSA. Ils ont été rejoints par des militants qui ont quitté la CNTS. Comme la CSA venait de se créer et se développait, ils se sont affiliés à la CSA.

- Dans la santé, notre syndicat s'est constitué à partir d'individus. Le syndicat a travaillé à conquérir progressivement l'espace médical et est aujourd'hui le second syndicat du secteur, si ce n'est le premier. Dans beaucoup d'endroits, notre syndicat est majoritaire, car il regroupe pour l'essentiel les contractuels qui sont maintenant largement majoritaires. Parmi les responsables de notre syndicat on trouve de nombreux anciens militants du SUTSAS (UNSA), syndicat principalement implanté

dans le personnel statutaire. La CSA qui a apporté quelque chose en plus, en ayant syndicalisé, le personnel contractuel est maintenant implanté également parmi le personnel statutaire.

- Nous sommes présents dans les transports routiers ainsi que dans la compagnie de transports urbains DDD où notre syndicat vient de naître (il a eu son récépissé à la mi-avril 2007). Les confédérations CNTS et CNTS-FC étaient déjà implantées à DDD, mais beaucoup de travailleurs ne se retrouvaient pas dans le conflit permanent et la rivalité perpétuelle entre ces deux confédérations. Ils sont donc sortis de ces deux organisations avec un slogan « faire du syndicalisme autrement ». Ils ont donc créé un troisième syndicat et sont venus à la CSA. Sur l'ensemble du secteur des transports urbains, la CNTS reste de très loin la première confédération.
- La CSA est présente dans le contrôle aérien par le biais du SDTS (Syndicat national d'ingénieurs et techniciens).
- Nous ne sommes par contre pas implantés dans les chemins de fer.
- Des « observateurs de pêche », dont le travail consiste à contrôler si la pratique de la pêche est réglementaire, sont sortis du syndicat du secteur de la pêche de la CNTS. Ils voulaient avoir leur propre syndicat parce qu'ils avaient un statut et des préoccupations spécifiques, et ils ont demandé à s'affilier à la CSA.

LA CSA DANS LES AUTRES PARTIES DU SECTEUR FORMEL

Nous avons un syndicat dans les banques, mais il vient de fusionner avec un autre syndicat, et ce nouveau syndicat est pour l'instant sans affiliation.

Nous sommes un peu présents dans l'industrie alimentaire et les industries chimiques où nous sommes en troisième position.

Le syndicat des industries alimentaires a été créé par la CSA. Il ne provient pas de structures d'autres confédérations qui auraient basculé. Ses fondateurs sont des militants qui avaient quitté individuellement la CNTS et l'UTLS de Djibril Diop pour créer ce nouveau syndicat dont le premier secrétaire général était un ami de Djibril Diop.

A la Compagnie sucrière nous sommes deuxième, très loin derrière la CNTS.

ETENDRE LE SYNDICALISME À TOUS LES SALARIES

Nous nous battons pour que le droit syndical soit accordé à ceux qui en sont exclus par la législation nationale comme dans la police, la douane, la gendarmerie, l'armée, etc. Nous pensons, en effet, qu'il faut donner à tous les travailleurs la possibilité de s'exprimer de façon démocratique, sinon on court toujours le risque de les voir trouver des voies d'expression antidémocratiques.

Dans de nombreux pays d'Afrique, il y a eu des régimes militaires et des coups d'Etat. Et cela souvent parce que ces catégories de travailleurs n'avaient pas des possibilités de s'exprimer dans des conditions démocratiques et ils ont trouvé d'autres voies d'expression.

Aujourd'hui les magistrats ont toutefois leur association qui ressemble en fait à un syndicat. Elle n'est pas affiliée à la CSA, mais est dirigée par un ancien militant du SUDES qui est devenu magistrat.

ORGANISER LE SECTEUR INFORMEL

Une des particularités de la CSA, c'est sa volonté d'élargir le champ de syndicalisation à toutes les catégories de travailleurs. Nous cherchons à organiser des travailleurs du secteur informel qui travaillent à leur propre compte et ne sont donc pas comptabilisés comme salariés. Des teinturières sont par exemple venues prendre contact avec nous. Elles appartenaient à des groupements féminins s'occupant de teinture. Elles n'avaient pas de syndicat et voulaient en avoir un. Elles sont venues s'affilier.

De la même façon, les domestiques et gens de maison n'étaient pas syndiqués, on a décidé de leur créer un syndicat.

SYNDIQUER LES PAYSANS

A la première conférence de presse, des paysans se sont manifestés parce qu'on avait parlé d'élargissement du champ de syndicalisation et de recours aux langues nationales. En effet, si on veut faire fonctionner la démocratie dans un pays où seulement 20 % des citoyens maîtrisent le français, il est nécessaire de faire fonctionner les instances à partir des langues nationales pour que tout le monde se sente impliqué dans les débats. C'était une innovation et tout de suite des paysans ont dit qu'ils étaient intéressés par ce concept.

Je me suis souvenu que lorsque j'étais au RND en 1976, on avait mis en place avec des camarades paysans un syndicat qui a été reconnu, qui avait ses structures. Il est ensuite tombé en léthargie, peut-être par faute d'encadrement. Nous avons décidé de retrouver ces camarades. C'est ainsi qu'on a pris contact avec le syndicat des paysans, cultivateurs, éleveurs et maraîchers qu'on a aidés à se redynamiser.

UNE LIGNE D'UNITÉ D'ACTION SANS EXCLUSIVE

Autant nous pensons que nous pouvons choisir et assumer notre ligne d'indépendance, autant nous respectons le choix des autres travailleurs qui ont opté pour d'autres formes organisationnelles. Et à chaque fois que cela est possible, nous nous entendons avec eux autour d'une plate-forme revendicative commune, et nous engageons également des batailles communes, chacun maintenant sa personnalité propre.

Nous sortons justement de la journée de grève générale du 22 mai 2008 à laquelle appelaient quatre organisations syndicales qui ne partagent pas forcément les mêmes orientations, mais qui ont pu s'entendre autour d'un certain nombre de revendications et ont élaboré des stratégies de lutte pour les mener à bien.

AGIR AVEC LA « SOCIÉTÉ CIVILE »

Nous cherchons à développer une vision plus élargie du syndicalisme qui nous amène à nous impliquer globalement dans le champ social. Nous ne sommes pas un parti politique, nous ne sommes pas affiliés à un parti, mais nous voulons avoir une vision qui intègre tout cela, et nous donner la liberté de faire une lecture syndicale de la situation politique.

Nous nous retrouvons donc avec des ONG sur la question de l'annulation de la dette, sur la négociation des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique. Nous cherchons à construire avec elles un pôle de contre-pouvoir. Nous participons également aux forums sociaux. Nous étions par exemple au forum social de Bamako.

En 1999, nous avons par exemple participé à une réflexion sur les travailleurs migrants où étaient notamment présents non seulement des syndicats, comme par exemple SUD-PTT, la CGT, ou l'Union des travailleurs Sénégalais en France, mais aussi la coordination nationale des sans-papiers, etc.

En raison de notre attitude, une association de consommateurs a voulu s'affilier à la CSA pour développer des axes de collaboration. Nous avons accepté parce que nous pensons qu'il ne faut pas que syndicats et associations de consommateurs évoluent de façon séparée. Nous pensons qu'il faut pouvoir innover en termes de démarche syndicale compte-tenu de la situation spécifique de notre pays.

UNE LIGNE D'INDEPENDANCE

Ce qui particularise peut-être dans l'échiquier syndical la CSA comme mon syndicat d'origine, le SUDES, c'est notre ligne d'indépendance vis-à-vis de tout gouvernement, de tout parti politique, de tout groupe de pression et de tout groupe confessionnel. Il n'est pas possible d'être en même temps membre de la direction nationale et ministre, membre d'un cabinet ministériel ou député.

Malheureusement, la plupart du temps, quand on commence à prendre certaines positions, on vous range pendant longtemps dans une catégorie donnée : le SUDES a été par exemple longtemps étiqueté PIT parce que pendant ses trois premières années d'existence son secrétaire général, était membre de ce parti² !

Le même problème s'est reposé avec la CSA parce que, de sa fondation en 1997 à 2003, le secrétaire général de la CSA était Iba Ndiaye Diadji, un militant connu du PIT³. Suite à son décès, une bataille farouche a eu lieu pour sa succession. Un des candidats, Kalidou Diallo, qui venait de scissionner du PIT en 1997, était suspecté de vouloir subordonner la CSA au pouvoir. (Il est effectivement devenu membre du PDS en 2005 et ministre en 2008). Face à ce danger, les militants du PIT ont préféré soutenir ma candidature plutôt que de proposer un de leurs militants.

Je ne suis personnellement membre d'aucun parti, car aucun ne porte mes convictions, et beaucoup de militants du SUDES et de la CSA sont comme moi. De 1976 à 1983, j'ai été membre du RND de Cheikh Anta Diop, et responsable étudiant. Mais, précisément, la théorie de Cheikh Anta Diop concernant les syndicats était que nous devions travailler à l'émergence de véritables contre-pouvoirs, et que les organisations de masse devaient être autonomes. Cheikh Anta Diop demandait toujours aux militants du RND qui avaient des responsabilités dans le mouvement étudiant de mettre l'accent sur la volonté des étudiants et non pas sur volonté du parti.

En 1981 nous avons eu des débats houleux, notamment avec l'émergence de Solidarnosc. Beaucoup de militants s'agrippaient à une tradition « caporaliste ». J'expliquais que nous devions travailler à l'indépendance des syndicats, et que si Solidarnosc avait réussi à mobiliser autant de travailleurs, on devait se demander quelle était l'influence réelle du POUP, le parti communiste à l'époque au pouvoir en Pologne.

L'an dernier j'ai eu des pressions des paysans, parce que j'ai beaucoup travaillé avec le mouvement syndical paysan. Ils se sentent abandonnés de tous : il n'y a pas de politique agricole, les partis politiques ne parlent d'eux que lorsqu'il s'agit de chercher une masse électorale. Ils voyaient un syndicaliste qui venait tout le temps discuter avec eux et les organiser. Au cours d'une rencontre ils m'ont demandé si je serais candidat aux élections présidentielles. Je leur ai dit que je n'étais pas là pour cela.

Mais ce que j'ai compris à travers leur demande c'est qu'ils commençaient à se rendre compte qu'il leur fallait avec eux des gens avec qui ils s'organisent pour prendre en main leur destin. Et cela, ils ne l'attendent pas du politicien classique qu'ils voient à eux pendant la campagne électorale et qui disparaît après. Ils se sont donc dit « puisque nous avons travaillé avec lui et son équipe pendant quatre ans, nous avons fait des choses intéressantes qui vont dans le sens de l'amélioration de nos conditions de vie, pourquoi ne pas le pousser à se présenter aux élections ? » J'ai compris leur réaction et je leur ai expliqué très rapidement que cela ne faisait pas partie de mes ambitions, que je n'étais pas là pour cela.

Après coup j'ai essayé de réfléchir et cela me permet de porter un regard critique sur le fonctionnement classique des partis politiques. Personnellement je ne crois plus aux partis politiques, plus je les vois agir, et moins je crois en eux. Le rôle d'un syndicat est de constituer un contre-pouvoir pour que quelque soit le gouvernement en place nous puissions lui faire face ⁴.

UN FONCTIONNEMENT INNOVANT

La CSA a beaucoup de convergences de vue avec Solidaires, notamment sur le choix d'une certaine forme de souplesse. Nous sommes une confédération qui ne gêne pas trop le fonctionnement et l'autonomie des organisations qui y sont affiliées. Nous avons en ce domaine des points communs, mais je pense qu'en ce qui concerne la structuration, nous avons beaucoup à apprendre de Solidaires. Solidaires est encore plus souple que la CSA sur l'autonomie des différentes structures.

LES LIENS INTERNATIONAUX

Nous avons une tradition de relations avec des organisations françaises. Au séminaire de 1999 à Dakar étaient présents une camarade de SUD-PTT et un militant de l'UD de Paris de la CGT. Suite à ce séminaire, la CSA avait créé un comité de sans-papiers expulsés de France. On s'est battus pour leur réinsertion dans la société sénégalaise et qu'ils puissent récupérer les biens qu'ils avaient en France. Ce comité ne fonctionne plus car ils sont tous revenus en France par d'autres canaux.

Dans le respect de leur autonomie de pensée et d'action, nous essayons également de développer une coopération libre avec toutes les organisations du monde entier. Nous n'avons pas d'amis privilégiés, nous cherchons à établir des contacts avec les travailleurs et leurs organisations partout où ils se trouvent dans le monde. La confédération CSA avait quitté la FSM car nous étions jaloux de notre ligne d'indépendance, notre autonomie de pensée et d'action, nous n'avons jamais accepté les diktats. Nous sommes aujourd'hui affiliés à la Confédération syndicale internationale (CSI). Et le SUDES, en tant que syndicat d'enseignants est affilié à la Fédération internationale de l'Éducation. Mais nous restons jaloux de notre autonomie de pensée et d'action, et nous nous réservons également la liberté de nouer des relations avec toute organisation avec qui nous estimons pouvoir collaborer.

Lorsqu'au niveau du SUDES, nous avons voulu construire une coordination panafricaine des syndicats de l'enseignement, on pensait qu'il était important que les pays africains qui étaient confrontés aux mêmes problèmes puissent mettre en place une structure souple d'échange et de coopération Sud-Sud. Nous n'étions pas affiliés à l'époque à l'Internationale de l'éducation. Mais dès que l'Internationale de l'Éducation (IE) a été informée que le SUDES par ses propres moyens avait envoyé des camarades un peu partout en Afrique de l'Ouest, elle a peut-être pensé que le SUDES n'était pas capable d'avoir organisé une telle initiative s'il n'y avait pas d'autre force derrière. Mais nous l'avons fait avec nos propres cotisations car on y croyait. Les camarades avaient voyagé dans des conditions difficiles par la route. Les gens l'ont fait parce qu'ils y croyaient. Lorsque l'IE a été informée de cette initiative du SUDES, elle a tout de suite menacé tous les autres syndicats africains : "si vous

faites quelque chose avec le SUDES, nous coupons les ponts, nous arrêtons toute forme d'assistance ». Comment peut-on construire une solidarité sur cette base ? Et pour que notre affiliation à l'IE soit acceptée, il a fallu se battre pour cela. Nous avons expliqué qu'en étant affiliés à l'IE nous voulions rester une organisation libre de construire ses relations avec ceux qui partagent sa vision. Cela ne peut donc pas être des relations exclusives. Et, de la même manière, nous avons développé depuis plus d'une décennie des relations entre la CSA et la CGT, entre le SUDES et la FSU, ainsi qu'au sein du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, une sorte de réseau de syndicats d'enseignants francophones présidé en ce moment par Roger Ferrari du SNES.

AGIR ENSEMBLE FACE À LA MONDIALISATION

Nous avons été amenés à travailler avec des amis de SUD-PTT en 1999, lors de l'atelier sur la situation des travailleurs migrants. Et depuis, à chaque fois que des militants de SUD-PTT sont venus à Dakar, nous avons l'occasion de nous voir et d'échanger un peu.

Je souhaite approfondir la collaboration pour que l'on puisse voir ce que nous pouvons apporter à Solidaires, et également ce que nous pouvons apprendre des formes d'organisation et d'implantation, ainsi que de voir comment nous pouvons développer des luttes communes.

Au niveau des industries alimentaires, beaucoup de structures sont en fait des prolongements de sociétés françaises. La Sénégalaise des eaux (SDE) fait partie du groupe français Bouygues.

Le phénomène des délocalisations s'est beaucoup développé ces dernières années avec notamment les centres d'appels. Cela nous met devant des problèmes difficiles à gérer : les centres d'appels fonctionnent au Sénégal, et lorsque cela les arrange, les employeurs disent agir suivant la législation française, et lorsque cela ne les arrange pas ils appliquent la loi sénégalaise. Par exemple les salaires sont basés sur la législation sénégalaise, mais pour les jours de congés ils appliquent la législation française qui est moins favorable, parce qu'il y a beaucoup de fêtes religieuses au Sénégal.

En ce qui concerne les centres d'appels, nous avons été confrontés en 2007 avec un employeur. Nous avons nécessairement besoin de correspondants en France qui puissent nous appuyer dans cette lutte. En effet, cet employeur avait décidé de mettre tous ses employés à la porte, de fermer boutique, renvoyer tout le monde puis ouvrir la même société sous un autre nom 500 mètres plus loin en recrutant d'autres salariés. Il fallait mener le combat. La principale difficulté à laquelle nous avons été confrontés est de ne pas avoir suffisamment de relations au niveau des donneurs d'ordres. La maison-mère était française, et il fallait avoir des syndicats

français qui puissent appuyer cette lutte afin de mettre fin à cette injustice. Notre principal souhait est de pouvoir mettre en place des mécanismes de coopération qui puissent permettre de mener ce genre de lutte de façon coordonnée. Nous voulons également pouvoir nous inspirer de votre expérience, apprendre tout ce que nous pouvons apprendre, mais également dans le cadre de l'échange voir ce que nous pouvons vous apporter.

Souvent les travailleurs des centres d'appels n'étaient pas syndiqués et c'est lorsqu'ils ont eu des difficultés qu'ils sont venus à nous et nous avons essayé de les structurer. On a tenté d'entrer en contact avec l'employeur français, mais nous n'avons pas réussi.

Nous avons des demandes fortes, surtout en termes de formation des jeunes pour organiser la relève. Il en va de même pour les femmes. Nous avons en effet des organisations où le pouvoir de décision des femmes au niveau des instances est encore faible. Il ne s'agit pas de revendiquer une discrimination positive, et donner des responsabilités à des femmes uniquement parce que ce sont des femmes. Il faut au contraire que les femmes se battent pour avoir des responsabilités parce qu'elles ont la compétence. D'où l'importance de la formation. La CSA est donc preneuse d'un travail en commun dans ce domaine, avant tout pour renforcer les capacités des jeunes et des femmes.

QUELQUES ELEMENTS SUR LES STRUCTURES AFFILIEES À LA CSA

La CSA est composée de 54 organisations :

SUDES originel (Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal), fondé en avril 1976.

SDTS : Syndicat Démocratique des Techniciens de la Santé, 3 650 membres.

ADAAM : Alliance Démocratique des Agents Administratifs (personnels non enseignants du ministère de l'éducation nationale), 1 300 membres, affilié en 2007.

SAT-BTP : Syndicat des Employés et Travailleurs du BTP.

SAT-SDE : Syndicat Autonome des Travailleurs de la Sénégalaise des Eaux, 1 150 membres.

SYNTRAS : Syndicat National des Travailleurs de la Santé

www.streetnet.org.za/francais/gufs5fr.htm

Créé en 2000 ce syndicat de 5 000 membres regroupe des travailleurs du secteur formel et du secteur informel. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs de santé communautaire appartenant aux Associations de Santé Communautaire (ASCS).

SUDEMS : Syndicat Démocratique des Mareyeurs du Sénégal

Organise les vendeurs de poissons, les distributeurs et ceux qui s'occupent du traitement des produits de la pêche. www.streetnet.org.za/francais/gufs5fr.htm

UNCS : Union Nationale des Consommateurs du Sénégal

<http://uncs2008.centerblog.net/4049199-PRESENTATION-Union-Nationale-des-Consommateurs-du-Senegal-UNCS>

Membre de la CSA depuis 2005 en qualité d'association de défense des consommateurs salariés. Revendique 66 925 membres au 31 Mai 2007.

- 1 Les statistiques de représentativité de 1998 ont été contestées par toutes les confédérations. Ces enquêtes étaient faites par le ministère du travail du gouvernement PS, parti auquel était affilié le CNTS.
- 2 Maguette Thiam, du PIT, a été secrétaire général du SUDES original de 1976 à 1979, mais son successeur, Mamadou Ndoye, était par contre à la LD/MPT.
- 3 A propos d'Iba Ndiaye Diadji, le premier secrétaire général de la CSA, lire www.lequotidien.sn/portrait/index.cfm?var_portrait=38
- 4 www.lequotidien.sn/portrait/index.cfm?var_portrait





ARGENTINE

ARGENTINE



QUELQUES CLES POUR COMPRENDRE LE SYNDICALISME ARGENTIN

Le paysage syndical argentin d'aujourd'hui reste profondément marqué — fût-ce en négatif — par la période péroniste. Aussi semble-t-il nécessaire de commencer par en dire quelques mots.

LE PERONISME

Le péronisme initial (1943-1955) a été un régime sans équivalent en Europe. Autoritaire, nationaliste, populiste, ce n'était pourtant pas un régime fasciste tels qu'ont pu l'être le nazisme, le fascisme italien ou le franquisme. Juan Domingo Perón n'a pas détruit le mouvement ouvrier argentin, il l'a créé, ou presque. Il a su utiliser une conjoncture historique particulière (la IIe Guerre mondiale et la reconstruction) pour transformer son pays en profondeur. Profitant de ce que les grands pays impérialistes occupaient leur économie à l'effort militaire, ou que la guerre avait détruit les infrastructures de certains d'entre eux, il est parvenu à contraindre la vieille oligarchie terrienne qui dominait encore l'Argentine à l'époque à se reconvertir en classe capitaliste industrielle. La conjoncture favorable aux exportations traditionnelles du pays (blé et viande) produisait en effet de juteux dividendes ; Perón a su obliger les exportateurs à réinvestir leurs bénéfices dans une industrie naissante, qui trouvait alors aisément des marchés aux États-Unis et en Europe.

Un des principaux moyens pour y parvenir a été la pression populaire manœuvrée par le régime. Celui-ci n'a pas hésité à favoriser le développement d'un syndicalisme puissant qu'il a utilisé comme un épouvantail face à l'oligarchie terrienne. Cependant, et qu'on nous pardonne d'insister, il ne s'agissait pas du pseudo-syndicalisme vertical, regroupant tout le personnel de l'entreprise, du manoeuvre au... patron, mis en œuvre par les régimes fascistes comme un des rouages du pouvoir. La CGT était une centrale ouvrière indépendante du pouvoir politique et du patronat dans ses structures. La dépendance vis-à-vis du régime tenait à la personnalité des dirigeants, soigneusement choisis par lui parmi ses inconditionnels.

Le régime péroniste s'est, logiquement, effondré lorsque cette conjoncture historique particulière a disparu : il n'était plus capable d'acheter le soutien populaire par des conquêtes sociales, et la bourgeoisie argentine, malgré tout ce qu'il a fait pour elle, s'est toujours méfiée de son populisme.

LA CGT APRES PERÓN

On n'a pas tardé à se rendre compte que la bureaucratie syndicale mise en place par le mouvement péroniste avait trop bien intégré son inféodation au régime. Ayant oublié depuis longtemps ce qu'est un bleu de travail, les dirigeants de la CGT ne se sentaient bien que dans les salons, à fréquenter des ministres ou des représentants patronaux. Pour garder ce standing, ils n'ont donc pas hésité à se mettre au service de tous les pouvoirs successifs. Ce sera le cas même avec les régimes militaires issus des coups d'État de 1966 et 1976.

Bien entendu, la classe ouvrière argentine ne l'entendait pas de cette oreille. La CGT sera la proie de nombreux conflits internes et même de scissions. L'une des plus célèbres est celle qui donna naissance à CGT des Argentins (CGTA) en pleine dictature militaire d'Onganía, entre 1968 et 1970 ; elle est contemporaine des émeutes populaires à Rosario et surtout Córdoba (el cordobazo) en 1969.

Néanmoins, la force de l'appareil, la faible conscience ouvrière de certains secteurs récemment chassés de la campagne par l'exode rural, et le souvenir attendri que malgré tout gardent bien des secteurs populaires de « l'âge d'or du Vieux » ont permis à la CGT de survivre jusqu'à présent.

LE PAYSAGE SYNDICAL ACTUEL

Aujourd'hui, cependant, la CGT n'est plus la seule à occuper l'espace. L'une de ses scissions, en 1991 cette fois, a donné naissance à la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) qui, apparaissant comme plus démocratique et plus combative que la vieille CGT, a su conquérir une place non négligeable. Elle revendique à présent 850 000 adhérents, ce qui n'est pas rien dans un pays de moins de 40 millions d'habitants. Elle est particulièrement implantée dans la fonction publique et assimilés : l'ATE (association des travailleurs de l'État) et la CTERA (confédération des travailleurs de l'éducation de la République argentine¹) font partie de ses plus gros bataillons ; l'actuel secrétaire général de la CTA, Hugo Yasky, est d'ailleurs l'ancien secrétaire général de la CTERA.

Cela dit, même plus combative et plus démocratique que la CGT, la CTA n'est pas pour autant un modèle dans ces deux domaines. Même si elles n'excluent pas les opposants, les équipes dirigeantes ont bien du mal à se résoudre à céder la place, c'est le moins qu'on puisse dire. Elles semblent persuadées que leur position éminente leur permet de savoir ce qui est bon pour les travailleurs bien mieux que les travailleurs eux-mêmes. Et puis leur proximité avec l'aile social-démocrate du péronisme actuellement au pouvoir n'est un mystère pour personne.

Un dernier mot qui peut aider à mieux comprendre le contexte syndical argentin : comme au Mexique, le syndicat qui obtient la majorité aux élections professionnelles gagne le monopole de la représentation syndicale dans l'entreprise ou le ser-

vice. Ce système rend particulièrement difficile la création de syndicats indépendants par rapport aux grandes centrales ayant pignon sur rue ; les travailleurs de FASINPAT (ex-Zanón) en ont fait l'expérience.

6 septembre 2009.

- 1 Depuis le long gouvernement néolibéral de choc de Carlos Menem (1989-1999), l'éducation a été dénationalisée et confiée aux provinces ; les syndicats sont donc devenus provinciaux. La CTERA est la confédération des syndicats provinciaux.**



FABRIQUER SANS PATRON

L'histoire de Zanón est une histoire de longue haleine. Cette usine de carrelage de Neuquén, dans le sud de l'Argentine, que les ouvriers et ouvrières ont reprise et remise en marche après son abandon par le patron, a été expropriée par la justice et remise au collectif des travailleurs qui la font tourner, c'est officiel depuis le 20 août dernier. Comme Zanón était le nom du patron fuyard, ils ont décidé d'appeler leur entreprise FASINPAT, abréviation de FABricar SIN PATRón, « fabriquer sans patron ».

D'ABORD REPRENDRE LE SYNDICAT

Tout a débuté en 1998. Avant même d'imaginer qu'un jour ils reprendraient leur outil de travail, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise ont commencé par reprendre leur syndicat. Il y a en Argentine une tradition de syndicats vendus au patronat et à l'État, à un point qu'on peut à peine imaginer. Zanón ne faisait pas exception : le syndicat-maison était plus une police patronale qu'un outil de défense des salarié-e-s. « Si le responsable [syndical] disait à un travailleur qu'il devait rester travailler 16 heures, il devait le faire, sinon le jour suivant il était licencié » confiait l'ouvrier Mario Balcazza à Raúl Zibechi lors d'une interview en 2006. La répression interne a encore augmenté lorsque certain-e-s salarié-e-s ont commencé à former une liste alternative pour les élections syndicales de 1998. « Si tu discutais avec quelqu'un [de cette liste], l'entreprise te repérait et ils te renvoyaient » ajoute Mario Balcazza.

Et pourtant la victoire par 60% des voix en 98 de cette liste alternative a marqué dans l'entreprise le début d'une autre histoire. La nouvelle direction syndicale ne s'est pas laissée acheter ni intimider. La direction, pour faire face à des difficultés commerciales, avait décidé d'intensifier les rythmes de production ; cela a provoqué de nombreux accidents du travail. Suite à la mort d'un jeune ouvrier en 2000 faute d'assistance médicale sur place, les travailleurs ont arrêté la production pendant huit jours, et obtenu ainsi que l'entreprise ait enfin un infirmier et une ambulance.

ABANDON PATRONAL

Le patron a commencé à trouver son usine beaucoup moins intéressante dans ces conditions : si le petit personnel a des exigences, où va-t-on ? Aussi, prenant prétexte de la crise bancaire qui ébranlait le pays, il se mit à prendre du retard dans le versement des salaires pour finir par décider d'éteindre en septembre 2001 les fours de cette usine moderne et totalement automatisée.

Le personnel de l'entreprise n'était pas du genre à se résigner. Après avoir brûlé les avis de licenciement devant le siège du gouvernement provincial, « les Zanón », comme on a commencé à les appeler, ont campé cinq mois devant l'usine. Pour couvrir les arriérés de salaires, ils ont saisi les stocks de carrelage restant et ont commencé à les revendre. Cependant, bien qu'ils soient restés plusieurs mois sans salaire, ils n'ont pas hésité à donner une partie de ces carrelages à l'hôpital local pour sa réfection, effectuée par les chômeurs du Mouvement des Travailleurs sans Emploi (MTD) local, dans un acte où la société s'est auto-organisée pour faire face aux carences des autorités officielles. Et puis sur ce modèle, petit à petit, l'idée a germé : qu'est-ce qui les empêchait de bosser, à part la décision d'un seul type, même pas présent ?

LA REPRISE DE L'OUTIL DE TRAVAIL

En mars 2002, 220 des 330 salarié-e-s de l'usine décident de l'occuper et de produire sous contrôle ouvrier. L'assemblée décide de former des commissions pour les ventes, l'administration, les achats, la production, la planification, l'hygiène et la sécurité... Elle passe un accord équitable avec les Indiens Mapuches de la région qui possèdent les carrières d'argile, et qui jusqu'ici avaient été roulés dans la farine par les entreprises de céramique de la région. Le 2 avril 2002 sort la première fournée : 20 000 m2 de carrelage.

Francisco Morillas, qui a été membre de la Commission interne et coordinateur de la production, rapporte : « Lors d'une assemblée, nous avons fixé le salaire que nous allions nous attribuer et nous avons décidé qu'il devait être de 800 pesos. Il y avait 130 camarades qui gagnaient 530 pesos et d'autres qui gagnaient entre 1000 et 1200 pesos. Mais l'accord a été de fixer des salaires égaux pour tous. »

La montée en puissance de la production a été progressive, mais finalement très rapide vu les circonstances : dès septembre 2002, la production monte à 60 000 m2, et 20 nouveaux postes de travail sont créés ; ils sont proposés aux diverses organisations de chômeurs de Neuquén. En février 2003, on atteint les 120 000 m2 et la création de 30 postes...

Aujourd'hui, la production est de l'ordre des 400 000 m2, alors qu'elle n'atteignait pas les 300 000 du temps du patron, et la Fabrique sans patron, FASINPAT, a pratiquement doublé son effectif en créant plus de 200 nouveaux postes de travail. Bien entendu, ce résultat a été atteint sans la moindre subvention, alors que le patron de Zanón en recevait l'équivalent de 60% des charges d'électricité et de gaz pour les fours. FASINPAT paie également le transport de ses 400 et quelques salarié-e-s.

On se doute que tout cela ne s'est pas réalisé tranquillement. L'ex-patron et le gouvernement de la province ont multiplié les tentatives pour reprendre l'usine au personnel. Ces messieurs préfèrent une usine morte, une friche industrielle, à une entreprise qui tourne sous le contrôle de ses propres travailleurs. Ces tentatives ont été déjouées par la détermination des membres de l'entreprise, mais aussi grâce à la solidarité de la population de la région, en particulier le 8 avril 2003, où des milliers d'habitants du quartier ont encerclé l'usine pour empêcher la police d'en expulser les travailleuses et travailleurs.

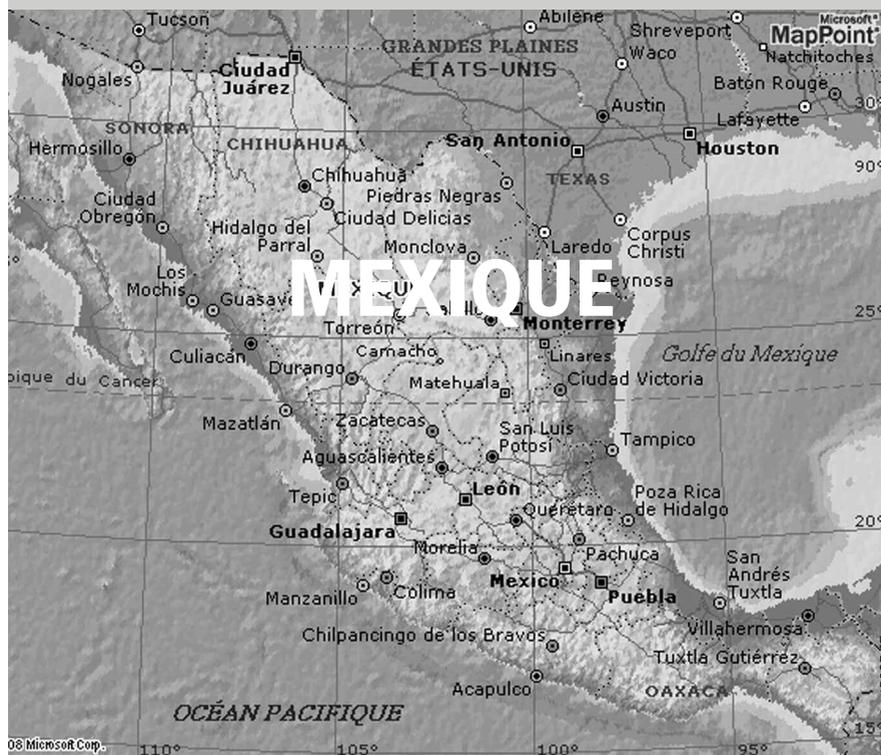
UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE : LA PREUVE !

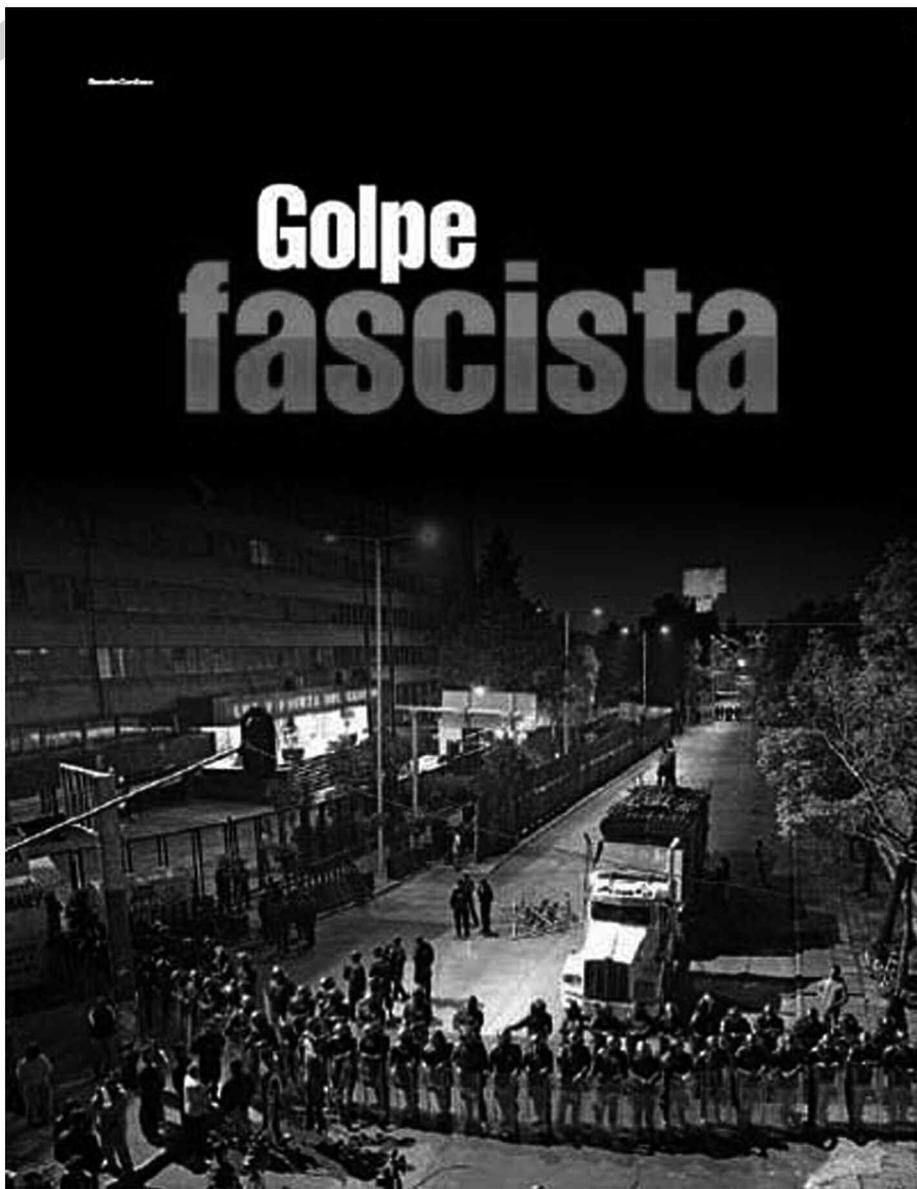
Il faut dire que « les Zanón » ne sont jamais restés dans une tour d'ivoire. Considérant que les bénéficiaires d'une entreprise doivent retourner à la communauté, ils ont fait don de milliers de mètres carrés de carrelage aux hôpitaux, écoles, foyers de personnes âgées, cantines populaires, aux pompiers et à la Croix-Rouge de Neuquén. À chaque fois qu'ils ont créé de nouveaux emplois, ils se sont adressés en priorité aux mouvements locaux de sans emploi. Cela a d'ailleurs permis l'intégration d'une bonne centaine de jeunes qui avaient les plus grandes difficultés à s'insérer dans le marché du travail.

Le boulot lui-même a changé de signe : « Les heures ne veulent pas dire la même chose qu'avant. Avant, je travaillais 12 heures, et je rentrais à la maison exploité, détruit. Aujourd'hui, si je rentre fatigué, c'est un autre genre de fatigue. Parce qu'au fond de toi, tu es traversé par un cortège de satisfactions qui est parfois difficile à expliquer » confiait Carlos Saavedra, qui a occupé le poste de coordinateur général des 36 secteurs de l'usine.

Leur syndicat, le Syndicat des Céramistes de Neuquén, s'est étendu aux trois autres entreprises de carrelage de la région. Il applique scrupuleusement les principes de l'assemblée comme organe suprême de représentation des travailleurs, et de la rotation des mandats.

Aujourd'hui, plus de sept ans après le début du redémarrage de la production sous contrôle ouvrier, ils ont amplement démontré que le patron est tout ce qu'il y a de plus facultatif. Félicitations, compañer@s, et longue vie à FASINPAT !





Golpe fascista

COUP DE FORCE DU GOUVERNEMENT CONTRE L'ELECTRICITE NATIONALE

Dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 octobre, profitant de ce que la plupart des Mexicains se passionnaient pour le match de foot qui devait permettre à la sélection nationale de se qualifier pour le Mondial, le président Felipe Calderón s'est livré à un double coup de force : l'occupation policière et militaire de toutes les installations de Luz y Fuerza del Centro (LFC), en délogeant sans ménagement les travailleurs qui étaient de permanence ce soir-là, et quelques heures plus tard la décision d' « éteindre » par décret la compagnie.

LFC est l'une des deux compagnies nationales qui distribuent l'électricité, l'autre étant la Commission fédérale d'électricité (CFE). LFC opère, comme son nom l'indique, dans le centre du pays : le District fédéral (la capitale) et les États voisins : México, Morelos, Hidalgo, Puebla ...

Pour comprendre la portée de ce coup de force, il faut se souvenir que le Mexique est un pays où on ne plaisante pas avec l'indépendance énergétique. La nationalisation du pétrole en 1938, comme celle de l'électricité en 1960, ont été gravées dans le marbre de la Constitution. Non seulement le gouvernement ne peut pas remettre en cause le caractère national de ces sources d'énergie, mais il lui faut en outre, pour toute modification au système d'exploitation, l'accord des deux Chambres. Il ne peut pas non plus, selon la Loi fédérale du Travail, procéder ainsi sans préavis au licenciement de 44 000 travailleuses et travailleurs auquel équivaut cette « extinction ».

Comment expliquer que Felipe Calderón bouscule à ce point les usages du pays et prenne des mesures aussi choquantes pour le Mexicain moyen ? Certes, c'est un néolibéral de choc, mais de tels abus de pouvoir constituent un pari risqué.

En fait, l'enjeu est double : privatiser au profit de compères¹ le réseau de fibre optique de LFC qui permet le triple play — comme on dit en spanglish — c'est-à-dire distribuer en même temps télévision, internet et téléphone grâce à un réseau déjà installé et financé par des fonds publics, et liquider du même coup le turbulent Syndicat Mexicain des Électriciens (SME), cauchemar des gouvernements néolibéraux depuis les années 90.

LE SME, EXCEPTION CONTAGIEUSE

Le SME est sans doute le plus ancien syndicat du Mexique encore en activité. Il a été fondé en 1914, soit au point culminant de la Révolution mexicaine : c'est l'année où les armées populaires de Pancho Villa et Emiliano Zapata prennent la capitale. Marqué par le contexte libertaire de l'époque, il applique toujours scrupuleusement les principes qui ont présidé à sa naissance : celui de l'assemblée des travailleurs et travailleuses comme lieu de prise de décisions, celui de l'élection

de la direction syndicale à bulletins secrets, celui de la rotation des mandats (direction renouvelée par moitié tous les deux ans), et celui de la ratification par l'assemblée générale du résultat des négociations avec l'employeur.

Cette tradition l'a toujours démarqué du reste des syndicats mexicains, dont la plupart sont nés dans les années 30 et 40 sous l'impulsion du parti-État PRI (« Parti révolutionnaire institutionnel », cherchez l'erreur...) pour lui servir de courroies de transmission et d'organes de contrôle de la classe ouvrière.

Dès les années 90, notamment sous la présidence de Carlos Salinas de Gortari, le néolibéralisme tente de s'attaquer au monopole d'État sur l'électricité. Et dès cette époque, le SME s'y oppose catégoriquement. Détail significatif : lorsqu'en 1996 les néo-zapatistes de l'EZLN préparent la première rencontre "intergalactique", ce sont des adhérents du SME qui se portent volontaires, sur leurs congés, pour aller installer gratuitement l'électricité sur les lieux de la rencontre, y compris en pleine jungle Lacandone (La Realidad²).

Il y a deux ans, le SME a encore été l'un des piliers de la résistance — victorieuse — à une tentative du gouvernement Calderón de privatiser en partie la compagnie pétrolière nationale, Pemex.

Aujourd'hui, alors que l'édifice syndical charro (vendu) est en train de se lézarder et que se multiplient les tentatives pour construire des syndicats indépendants de l'État et du patronat, c'est tout naturellement autour du SME et de la CNTE³ qu'elles s'articulent. Autrement dit, le SME constitue une belle épine dans le pied néolibéral : non seulement il ne cède pas dans son propre secteur, mais il sert de modèle à d'autres résistances. Cela suffit à expliquer la hargne déployée contre lui par le gouvernement.

CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT

Car cela fait maintenant plusieurs mois que le gouvernement, en particulier le secrétaire (ministre) au Travail Lozano Alarcón, a lancé une campagne haineuse contre ces « fainéants trop payés » d'électriciens, qui jouiraient d'inconcevables privilèges ruineux pour la compagnie et le pays. Les deux principales chaînes de télévision et l'essentiel de la presse à gros tirage en rajoutent : il était temps de remettre de l'ordre, cette compagnie était un gouffre pour les finances nationales, à cause des salaires scandaleux versés à ces profiteurs !

Précisons pour nos lectrices et lecteurs qu'un électricien de LFC gagne en moyenne 250 pesos par jour, alors que n'importe quel cadre de direction ou haut fonctionnaire en gagne... 5 500 ! C'est seulement 22 fois plus...

Avant de s'attaquer à la compagnie, le gouvernement avait d'ailleurs tenté de liquider le syndicat à l'occasion des élections internes de mai dernier. Moyennant finance (60 millions de pesos) il avait réussi à susciter une opposition dans le syn-

dicat en s'appuyant sur le trésorier sortant, Alejandro Muñoz. Cette opposition a multiplié les incidents lors de l'élection de la direction, afin de prétendre ensuite que celle-ci avait été irrégulière. Elle a donc déposé un recours auprès du Secrétariat au Travail. Ce recours, d'après la loi mexicaine, aurait dû être adressé au Conseil Fédéral de Conciliation et d'Arbitrage (JFCE), seul compétent dans ce domaine. Mais Lozano s'en est servi, par abus de pouvoir, pour refuser de reconnaître la nouvelle direction élue, ce qui privait de fait le syndicat d'existence légale. Il est bien possible que le gouvernement se soit rendu compte que cette bataille était hasardeuse sur le plan légal, et que cela l'ait décidé à précipiter le mouvement en liquidant brutalement la compagnie, et du même coup le syndicat.

RUINER D'ABORD, PRIVATISER ENSUITE

S'il est vrai que la compagnie LFC ne se portait pas trop bien, cela ne venait pas de ses travailleurs et travailleuses qui faisaient de leur mieux pour la maintenir à flot. Ce sont les gouvernements successifs du PRI d'abord, puis du PAN, qui l'ont mise au bord de la faillite. D'abord, en lui interdisant de produire elle-même son électricité : elle devait l'acheter à l'autre compagnie, la CFE, au même prix que n'importe quel usager ; mais elle était obligée par le gouvernement à la revendre moins cher que le prix d'achat. Pour l'année 2008, le montant de ses achats à la CFE a été de 51 milliards de pesos, alors que ses rentrées n'ont pas dépassé les 44 milliards et demi. De plus, certaines grosses entreprises et la plupart des administrations, ministères, la présidence de la république elle-même, ne payaient pas le courant. Quelle entreprise, dans ces conditions, éviterait le déficit ?

Mais les néolibéraux de tous pays sont grands utilisateurs du proverbe « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage » dont ils ont fait un précepte. À force de refuser toute modernisation des équipements et de décapitaliser la compagnie, il leur est facile aujourd'hui de prétendre qu'elle n'est pas viable et d'en rejeter la faute sur son personnel.

RIPOSTE POPULAIRE

En agissant par surprise, le gouvernement pensait sans doute que les travailleuses et travailleurs de LFC, et la population en général, mis devant le fait accompli, se plieraient à sa décision. C'était mal connaître ses concitoyens.

D'une part, elle a au contraire ressoudé le SME. L'opposant Alejandro Muñoz, face au coup de force gouvernemental, s'est senti obligé d'affirmer que le différend interne était secondaire, que l'important était de défendre l'existence de la compagnie, et que pour cela il reconnaissait l'autorité du secrétaire général dont peu avant il contestait l'élection, Martín Esparza. Cela l'a contraint par la suite à bien des contorsions...

D'autre part, elle a aussi reconstitué instantanément l'unité d'une gauche mexicaine

pourtant fort divisée, en particulier son principal parti, le PRD, qui ces derniers temps donnait l'impression de partir en lambeaux. Par la même occasion, elle a introduit la division au sein du PRI, majoritaire dans la future Chambre des députés⁴ : son aile néolibérale n'ose pas soutenir trop visiblement le coup de force gouvernemental, car beaucoup de « priistes » sont encore très attachés à la politique d'indépendance énergétique mise en œuvre par leurs illustres aînés.

Et puis le gouvernement a eu droit à un retour de manivelle : les techniciens militaires, dans un premier temps, puis ceux de la CFE appelés pour assurer la continuité de la distribution d'électricité ont été dans bien des cas incapables de faire fonctionner les installations de LFC. Il a donc fallu rappeler les « bons à rien » et « parasites » du SME pour rétablir le courant. Le gouvernement l'a fait d'ailleurs avec une extrême brutalité. Un communiqué de presse du SME du 13 octobre dénonce les faits suivants : « ... La Police Fédérale Préventive et l'Armée se sont rendues aux domiciles particuliers de nos camarades... pour les arrêter et les obliger à travailler, afin de faire face à l'immense effondrement électrique que les ingénieurs de confiance de la Commission Fédérale d'Électricité ont été totalement incapables de résoudre » et ajoute, non sans quelque fierté professionnelle : « Nous seuls, travailleurs du Syndicat Mexicain des Électriciens, avons la capacité d'opérer dans notre propre zone de travail ». Là encore, il s'agit d'une violation flagrante par le gouvernement de toutes les lois du pays. Car si la législation du travail mexicaine prévoit, dans certains cas extrêmes et sous des conditions très précises, la possibilité de réquisitionner des travailleurs grévistes, on se doute qu'elle n'a pas prévu cette absurdité de réquisitionner des travailleurs licenciés !

Il est évident que tout cela a enlevé de la crédibilité au discours gouvernemental de dénigrement des électriciennes et électriciens. Cet élément a encore renforcé la vague de solidarité qui s'est soulevée dans le pays.

En tout cas, le jeudi 16 octobre, c'est une marée humaine qui a déferlé dans les avenues de Mexico et d'autres villes du pays pour soutenir le SME et exiger le maintien de l'activité de Luz y Fuerza del Centro dans le cadre du service public. Parallèlement à cette immense vague populaire, deux des plus grands juristes du pays, l'un spécialiste de droit constitutionnel, l'autre de droit du travail, ont proposé spontanément leurs services — gratuits — au SME pour introduire des recours contre le décret présidentiel. Il s'agit d'une part d'une « controverse constitutionnelle » puisque Calderón a empiété sur les prérogatives du Congrès, et aussi de contestations individuelles et collectives de la décision du point de vue de la Législation du Travail.

LE PARI DE LA GREVE GENERALE

Le SME a obtenu devant la justice une première victoire partielle début novembre 2009 : la suspension provisoire, puis définitive de la fin de contrat collectif, c'est-à-dire du licenciement du personnel de LFC, considéré comme abusif. L'aspect

contradictoire est que les travailleurs-euses ne sont plus licenciés, mais que l'entreprise, elle, est toujours « éteinte ». Le recours sur le fond doit intervenir plus tard. La juge qui a rendu cet arrêt n'a fait que constater les multiples violations de la loi commises par Calderón, mais on se doute qu'elle est depuis l'objet de pressions insistantes de la part de l'exécutif, qui ne s'attendait visiblement pas à ce que des magistrats puissent faire usage de l'indépendance que leur confère la Constitution mexicaine ! C'est plutôt rare, il est vrai...

D'autre part le SME a appelé à un « arrêt de travail civique national » le 11 novembre. La journée a été un beau succès sur le plan de la participation aux manifestations : 200 000 personnes à Mexico même, et des marches et actions diverses organisées dans 73 villes des 32 États du pays. Certaines sources avancent le chiffre de plus d'un million de participants. Parmi les relais locaux de ces actions, on peut citer notamment le Front des Peuples en Défense de la Terre (FPDT) de San Salvador Atenco, L'autre campagne zapatiste et l'APPO dans l'État d'Oaxaca. Partout étaient présents en nombre des étudiants et des organisations paysannes, de même que des militants du Mouvement pour la Défense de l'Économie Populaire de l'ancien candidat présidentiel Andrés Manuel López Obrador. L'éditorial de La Jornada⁵ du lendemain parle d' « une journée sans précédent dans l'histoire des causes populaires du pays », et évoque « la naissance possible d'un large bloc opposé à l'alliance politico-économique et médiatique au pouvoir (public et privé)... ».

C'est plus compliqué sur le terrain du soutien syndical. Dès le début, le SME a pu compter sur la solidarité pleine et entière de la CNTE, opposition interne au puissant syndicat enseignant SNTE. Il jouit aussi du soutien de l'Union Nationale du Travail (UNT), et en particulier de ses deux plus gros syndicats, celui des téléphonistes et celui de l'énorme Université nationale autonome du Mexique (STUNAM). Disons, pour aller vite, que l'UNT représente une aile réellement indépendante du syndicalisme mexicain, mais en général nettement plus modérée que le SME ou la CNTE. Et puis... c'est à peu près tout pour ce qui est des gros bataillons. Le reste des soutiens syndicaux est fait de noyaux locaux ou régionaux qui tentent de s'organiser malgré tous les obstacles.

La grande majorité du syndicalisme mexicain reste constituée d'organisations solidement tenues en mains par des caciques parfois inénarrables, totalement vendus au pouvoir politique et/ou patronal. Ces bureaucrates ont su imposer un corporatisme à toute épreuve, où le syndicat ne s'intéresse, dans le meilleur des cas, qu'à ce qui est strictement interne à l'entreprise.

Le succès du 11 novembre 2009 a amené la direction du SME à lancer la perspective d'une grève générale d'ici décembre. Il ne faut pas se cacher que, dans ces conditions, il s'agit d'un pari : le Mexique n'a pas connu de grève générale depuis 1936 ! C'est tellement éloigné des habitudes mexicaines qu'il a fallu d'abord vérifier si c'était légal, ce que personne ou presque ne savait. Vérification faite, ça l'est, la loi mexicaine admet la grève en solidarité avec d'autres travailleurs ; ouf ! Mais cela ne résout pas tout. La plupart des salarié-e-s mexicain-e-s qui voudront

débrayer devront le faire sans appel en ce sens de leur propre syndicat, peut-être même contre les consignes de celui-ci. Il est vrai également que si, malgré ces conditions adverses, la grève générale est une réussite, cela aura des conséquences bien au-delà de la seule LFC : il pourrait s'agir du début d'une reconstruction de fond en comble du syndicalisme mexicain...

À l'heure où on écrit ces lignes, rien n'est tranché et la lutte continue. Les travailleurs et travailleuses du SME peuvent en tout cas compter sur tout le soutien de l'Union syndicale SOLIDAIRES.

- 1 Notamment Fernando Canales Clariond et Ernesto Martens, anciens ministres du gouvernement précédent, qui agissent comme prête-nom de diverses multinationales, entre autres la Telefónica espagnole. Est également sur les rangs Carlos Slim, le milliardaire mexicain qui est le 2e homme le plus riche du monde...
- 2 Dans ce dernier cas, l'éloignement interdisait de raccorder au réseau ; le système fonctionnait grâce à des groupes électrogènes.
- 3 Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement, l'opposition interne dans le SNTE, modèle de syndicat charro.
- 4 Qui a déjà été élue, mais n'entrera en fonctions qu'à la fin de l'année.
- 5 Le seul quotidien national vraiment indépendant (édité par l'UNAM).

15 novembre 2009.

Commission internationale de SUD Éducation.



Foto: David Cilia / revistafortuna.com.mx

Pour une présentation générale de la situation du Mexique, se reporter aux numéros 2 et 4 de la revue internationale de Solidaires, disponibles sur www.solidaires.org, rubrique "International".

ONT PARTICIPE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT À CE NUMERO

Alain Baron (Sud-Ptt)

Pascal Bianchini (Sud-Education)

Amélie Canonne (Aitec)

Patrick Choupaut (Sud-Education)

Mdeyed Diakaté (Syntras-CSA)

Mamadou Diouf (CSA)

Cherif Younouss Dianté (Syts-CNTS), décédé en mars 2009

Fama Fall (Mouvement national des femmes-CSA)

Sémou Pathé Guèye (PIT), décédé en mars 2009

Ibrahima Konté (Syts-CNTS)

Juana Marcos (Sud-rail)

Paul Martial (Afriques 21)

Josseline Rongier (Sud-Ptt)

Olivier Sagna (Saes-UNSAS)

Bayla Sow (Suttaaas)

ONT PARTICIPE